



MEMOIRE

Pour l'obtention du Diplôme

LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA TURQUIE EN MEDITERRANEE : LA QUETE D'ELABORER UNE STRATEGIE MEDITERANEENNE ? (2002-2022)

Par Nisa İLGAZI

Mémoire réalisé sous la direction de
François DUMASY

Année universitaire 2022 - 2023



MEMOIRE

Pour l'obtention du Diplôme

LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA TURQUIE EN MEDITERRANEE : LA QUETE D'ELABORER UNE STRATEGIE MEDITERANEENNE? (2002-2022)

Par Nisa İLGAZI

Mémoire réalisé sous la direction de
François DUMASY

Année universitaire 2022 - 2023



Les opinions exprimées dans ce mémoire sont celles de l'auteur et ne sauraient en aucun cas engager le directeur de mémoire ou Sciences Po Aix.



Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers toutes les personnes qui m'ont aidé à réaliser ce mémoire.

Tout d'abord, je voudrais remercier chaleureusement M. François DUMASY, directeur de ce mémoire, pour sa patience, sa disponibilité et ses précieux conseils. Sa supervision éclairée a été d'une aide précieuse tout au long du processus.

Je suis également reconnaissant envers tous les professeurs et membres de l'équipe pédagogique de l'université Sciences Po Aix pour leur soutien et leur contribution à la collecte de données. Leurs enseignements de qualité ont été une source d'inspiration pour moi.

Enfin, je voudrais remercier ma famille et S.D. Doğu, pour ses soutiens et compréhensions indéfectibles dans tous les aspects de ma vie.

Sommaire

Outre son importance pour le cours de l'histoire géostratégique au cours de l'histoire, aujourd'hui la Méditerranée a été le théâtre des rivalités géopolitiques et d'une lutte de puissance impliquant des acteurs régionaux et mondiaux concernant les opportunités offertes par la région comme les ressources énergétiques et minérales marines, les routes commerciales et de transport avec une forte connectivité etc. Elle a attiré l'attention de nombreux pays de la région, qui est perçue comme un pays méditerranéen.

La Turquie se peut dire géographiquement, est un acteur méditerranéen, au cours du XXème siècle, cependant, la Turquie s'est abstenue d'être un acteur de la Méditerranée. Avec la fin de la Guerre froide, la Turquie a pu graduellement augmenter son intérêt vers la région dans le cadre des événements déroulant dans son endroit comme de réactions. La période du gouvernement du Parti de la Justice et du Développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*) de 2002 à 2021 a vu une période de profonde mutation et de revigoration dans sa politique étrangère sous les idées d'Ahmet Davutoğlu qui a regardé les endroits de la Turquie dans une perspective géographique et a considéré la Méditerranée comme une zone de bassin maritime proche de la Turquie. Or, l'évolution de la seconde moitié de la période du mandat à la politique intérieure et extérieure de la Turquie, a causé une transition vers une politique axée sur le « hard power », et a changé la texture et le discours des politiques méditerranéennes.

Dans ce mémoire, la politique étrangère de la Turquie entre les périodes 2002-2022 a été examiné et l'analyse conclut que la politique méditerranéenne réticente de la Turquie pendant l'entre-deux-guerres et la guerre froide a été tentée d'être abandonnée pendant la période Özal. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement en 2002, on a essayé de théoriser la Méditerranée et remettre en œuvre une nouvelle exécution à cet égard, mais avec les développements dans les régions voisines en accompagnant la dynamique intérieure de la Turquie après 2011, elle n'a pas pu s'adapter à son environnement qui a été axé sur la sécurité, et a sauvé la situation avec des réponses tactiques plutôt qu'en suivant une stratégie en intégralité face aux crises et opportunités qui se passent jusqu'à 2022.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	7
INTRODUCTION.....	9
I. LES EVENEMENTS DETERMINANT LA POLITIQUE ETRANGERE TURQUE	
AVANT 2002	11
1. Le contexte international à la fin de la guerre froide.....	11
1.1. De l'effondrement de l'Union soviétique à l'unipolarité américaine : La continuation du bloc occidental vers les années 1990	12
1.1.1. La Turquie, où se place-t-elle dans le nouvel ordre mondial ?	14
1.1.2. la guerre de Yougoslavie (1991-2001)	15
1.1.3. La première Guerre du golfe (1990-1991)	17
1.1.4. La politique étrangère au Moyen-Orient & le problème kurde: la lutte contre le PKK.....	19
1.1.5. Les relations avec la région de Caucasic et l'Asie centrale.....	27
2. Le contexte politique interne à la fin de la guerre froide.....	36
2.1. les années özaliennes en Turquie (1983-1993).....	36
2.1.1. la politique d'ouverture économique (les décisions de 24 janvier 1980).....	37
2.1.2. L'ouverture à l'est : le recherche des nouveaux marchés	38
2.2. Les réalisations politiques : la première vague néo-ottomaniste	39
2.2.1. Les relations avec l'allié ancienne, les Etats-Unis	41
2.2.2. Les relations avec la Fédération de la Russie.....	43
2.2.3. Les autres initiatives de politique étrangère après la guerre froide.....	45
2.3. L'émergence d'une nouvelle idéologie : « l'islamisme politique ».....	48
2.3.1. Les origines de l'islamisme politique	49
2.3.2. La création du cadre fondateur du parti de la Justice et du Développement	53
2.4. La politique extérieure de la nouvelle tendance politique	56
2.4.1. Théoriser la politique étrangère : la profondeur stratégique.....	57
2.4.2. « Du choc des civilisations » au « dialogue inter-civilisationnel »	60
II. LES PILIERS DE LA POLITIQUE ETRANGERE TURQUE EN	
MEDITERRANEE ENTRE 2002 ET 2016	61
1. le début du gouvernement d'AKP : l'ère de l'optimisme (2002-2008)	61
2.2. La non-consolidation du pouvoir politique dans les affaires étrangères.....	63
1.2. La deuxième vague néo-ottomaniste : La politique de « zéro problème avec les voisins »	65

1.3. Interroger sa place en Méditerranée : la redécouverte de la région	67
1.4. La doctrine de la « patrie bleue » (2006)	70
2. Les perceptions erronées : la dissolution du rêve de Davutoğlu (2009-2016).....	73
2.1. La consolidation du mécanisme de décision dans les affaires extérieures	74
2.1.1. Le nouveau leader du ministère des affaires étrangères	74
2.1.2. La discréditation de TSK (<i>Türk Silahlı Kuvvetleri</i>) : la période d'Ergenekon et de Balyoz	76
2.1.3. L'augmentation du rôle du gouvernement dans le processus de décision	77
2.2. La détérioration des relations avec les acteurs de la région.....	78
2.2.1. Le Printemps arabe : une ouverture inespérée pour l'influence turque en Méditerranée ?	79
2.2.2. Israël : la sensibilité palestinienne, l'accident de Mavi Marmara, la crise de Davos	80
2.2.3. Les relations avec l'UE	84
2.2.4. La méfiance envers les Etats Unis.....	86
2.2.5. Les relations avec la Grèce : les enjeux infinis	88
III. LA MILITARISATION DE LA POLITIQUE ETRANGERE EN MEDITERANEE (2016-2022).....	91
1. Les raisons derrières de la militarisation de la politique étrangère turque	91
1.1. La tentative de coup d'Etat du 15 Juillet	92
1.1.1. Le problème du « soft power » : le réseau international de l'organisation güleniste	93
1.1.2. La stérilisation de l'Armée turque	95
1.1.3. L'aggravation des relations de la Turquie à l'issue de la tentative du coup d'Etat du 15 juillet	97
1.2. La conjoncture internationale : le retour des rivalités géopolitiques	98
2. La transformation du régime parlementaire au régime présidentiel	99
3. L'implication de nouvelle orientation politique en Méditerranée	101
3.1. La guerre en Syrie	102
3.2. La guerre en Libye	107
3.3. La délimitation des zones maritimes en Méditerranée orientale	110
3.4. Les contentieux dans la mer Égée.....	113
CONCLUSION.....	116
BIBLIOGRAPHIE.....	119

INTRODUCTION

La Méditerranée est une région de 2,5 millions de kilomètres carrés, avec 46 000 kilomètres de côtes, composée de 160 îles et abritant des sous-régions telles que la mer de Marmara, la mer Égée et l'Adriatique. Elle est traversée par des passages clés tels que le détroit de Gibraltar, les détroits des Dardanelles et d'Istanbul. Tout au long de l'histoire, en raison de sa position en tant que carrefour entre les continents asiatique, européen et africain, la Méditerranée a été un point de convergence pour de nombreuses civilisations anciennes, jouant un rôle crucial dans le commerce mondial et suscitant des conflits et des guerres en raison de son attrait pour la richesse et les populations.¹

Le bassin méditerranéen a accueilli les civilisations égyptiennes, hittites, antiques grecques, antiques romaines et islamiques avant et après l'ère commune, et a été le berceau de civilisations. Elle a façonné l'histoire du monde, a tracé le destin des civilisations qu'elle a abritées, de la Grèce antique à l'Empire romain, de l'Andalousie à l'Empire ottoman, en influençant la politique mondiale.

De même, lors des deux guerres mondiales, lors de l'objectif de la Russie de s'étendre vers les mers chaudes, lors de la crise du canal de Suez, etc., la Méditerranée a toujours conservé son importance stratégique et son attrait. Aujourd'hui, avec la réévaluation de l'importance des mers, la géopolitique maritime est devenue cruciale en termes de transport international, de logistique, de ressources énergétiques et de stratégies militaires. Le bassin méditerranéen est désormais un endroit où coexistent de nouveaux problèmes de sécurité ayant des aspects économiques, environnementaux, sociaux et culturels, ainsi que des menaces traditionnelles à la sécurité, et où le partage des zones maritimes est au centre des conflits.

La période d'entre-deux-guerres, la République de Turquie nouvellement fondée et étant un pays qui venait de sortir de deux guerres, a dû suivre une politique prudente pour protéger ses frontières à l'extérieur à l'égard de toutes les tensions liées à l'arrivée d'une troisième, ainsi qu'à l'égard du processus de formation de l'établissement et de la consolidation de l'État. Dans les Balkans et au Moyen-Orient, elle a montré le chemin pour signer les pactes de Bagdad et de Sadabat, mais en Méditerranée, il a dû coopérer avec le Royaume-Uni et la France pour s'opposer à l'Italie, puis à l'Allemagne, qui avaient commencé à nourrir des ambitions révisionnistes. Dans ce contexte, la Turquie a pu protéger ses frontières sous sa pleine

¹ Fernand Braudel, *Akdeniz: Mekan, Tarih, İnsanlar ve Miras*, 2019, Metis, Paris.

souveraineté avec la convention de Montreux en 1936 (ils étaient sous l'administration de la commission internationale à l'époque), en sécurisant ses détroits stratégiques, qui offrent un passage direct de la Méditerranée aux frontières du pays. Pendant la guerre froide, la Turquie a vu la Méditerranée dans les yeux du bloc Est-Ouest et s'est perçu donc le devoir de limiter la présence soviétique en Méditerranée. À partir de 1954, cette région a pris une nouvelle signification avec la question chypriote de plus en plus réchauffant, qui ont ouvert de profondes brèches dans les relations de deux alliés. En conséquence, la Turquie a développé une stratégie spéciale pour ces problèmes, qui n'a pas pu être complètement indépendante de l'OTAN.

Il est important de noter que la littérature académique se concentre généralement sur les problèmes avec Chypre ou la Grèce. Selon l'ambassadeur Oba, la communauté universitaire n'a pas accordé une attention adéquate à la politique étrangère de la Turquie basée sur son identité méditerranéenne². La perspective de la Turquie comprend d'une dimension orientale alors que la Méditerranée occidentale n'est pas considérée comme incluse de la région, mais plutôt est vue en tant que les relations avec l'UE et les pays européens. Alors, la Méditerranée est composée de régions de Syrie, du Liban, d'Israël, de Jordanie, de Palestine, de Chypre et d'Égypte.

Le Parti de la justice et du développement est arrivé au pouvoir en 2002 avec de grandes promesses de réforme et d'innovation. Des engagements ont été pris pour systématiser et stabiliser la politique étrangère, ainsi que pour des ouvertures pragmatiques. Ces dernières années, les ressources en hydrocarbures de la Méditerranée orientale, les répercussions du Printemps arabe, les développements internationaux, les crises en Syrie, en Libye etc. ont incité la politique étrangère de la Turquie à s'intéresser davantage à la région. Cette étude examine si la Turquie a une politique compréhensive méditerranéenne, comment elle agit dans la Méditerranée avec diverses dimensions et orientations, et si elle le fait dans le cadre d'une stratégie explicite avec une vision méditerranéenne. Pour répondre à cette question de recherche, il est nécessaire de comprendre comment le Parti de la justice et du développement a hérité de la Turquie et de sa politique étrangère après la Guerre froide. Dans la deuxième partie, les politiques qui peuvent être lues dans le contexte méditerranéen au début du mandat sont examinées. La troisième partie abordera les changements dans la politique étrangère turque et leurs répercussions en Méditerranée de 2016 à 2022, considérée comme un tournant pour la Turquie.

² Ambassadeur (E) Prof. Dr. Ali Engin Oba "Akdeniz Kimliği ve Türk Dış Politikası", p. 33, dans; Ed. Deniz Güler, Ahmet Yıldız, İzgi Savaş, *Yeni Deniz Güvenliği Ekosistemi Ve Doğu Akdeniz*, TASAM, 2019, İstanbul.

I. LES EVENEMENTS DETERMINANT LA POLITIQUE ETRANGERE TURQUE AVANT 2002

1. Le contexte international à la fin de la guerre froide

Après la Guerre froide, la Turquie a perçu d'être non plus un allié stratégique pour les membres de l'OTAN en tant qu'un passage du Bloc vers la Méditerranée orientale et le Moyen Orient, et s'est retrouvée à la recherche d'une nouvelle position au sein d'une nouvelle dynamique internationale. La principale raison derrière l'expression non-officielle de son désir d'adhérer à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (l'OTAN) en 1948, était la menace posée par l'expansionnisme de l'Union soviétique et les menaces qu'elle déclarait explicitement contre la Turquie. Cependant, à l'aube de l'année 1991 où nous avons accueilli la Glasnost et la Perestroïka, l'Union soviétique n'était plus une menace, ce qui a poussé la Turquie à chercher à redéfinir son identité vis-à-vis de l'Occident.³

Dans la période après-guerre froide, le monde est devenu unipolaire avec les États-Unis restant comme la seule superpuissance. Cette situation a accru l'influence des États-Unis sur les autres pays et a conduit à un rôle plus actif de ces derniers dans les relations internationales.

D'autre part, la fin de la Guerre froide a ouvert la voie à de nouvelles collaborations et accords commerciaux dans le monde entier. De nombreuses organisations de coopération régionale ont été créées, telles que l'Union européenne (UE), l'Organisation de coopération de Shanghai, l'ALADI, renforçant ainsi la coopération et le commerce entre les États membres. De plus, des accords de libre-échange comme l'ALENA ont été conclus.⁴

Cependant, la période après-guerre froide a également été marquée par de nombreux problèmes mondiaux. Le terrorisme, les conflits ethniques et religieux, la course aux armements, le changement climatique figuraient parmi les principaux défis mondiaux. La résolution de ces problèmes a nécessité une coopération internationale accrue.

La mondialisation a été une autre évolution majeure de l'après-guerre froide. Elle a permis aux pays du monde entier de devenir davantage liés économiquement, politiquement et culturellement. Cette situation a renforcé la coopération entre les pays et a favorisé des relations internationales davantage axées sur la collaboration et le dialogue. La mondialisation a

³ Natalie A. Gross, "Perestroïka and Glasnost" in *The Soviet Armed Forces, Parameters*, vol. 18 no.1, p. 68-70.

⁴ Samet Yılmaz, 2022, "Avrupa Birliği'nin Asya'yla İlişkilerinde Bölgeler Arası Bir Etkileşim Biçimi Olarak Asya-Avrupa Diyalogu", *Kafkas Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, vol. 13 no. 25, p. 602-610.

également accéléré les avancées technologiques et a rendu les flux d'information mondiaux plus rapides.

En conclusion, la période après-guerre froide a été marquée par d'importants changements dans les relations internationales. Le monde est devenu unipolaire, de nouvelles collaborations et accords commerciaux ont été conclus, la mondialisation s'est intensifiée et la coopération internationale est devenue encore plus cruciale. Cependant, les problèmes mondiaux ont évolué en prenant différentes formes et profondeurs, nécessitant ainsi de nouvelles approches pour faire face aux nouvelles menaces.

1.1. De l'effondrement de l'Union soviétique à l'unipolarité américaine : La continuation du bloc occidental vers les années 1990

Avec l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est et la dissolution de l'Union soviétique, le système international bipolaire qui caractérisait la période de la Guerre froide a disparu, laissant place à un système unipolaire dirigé par les États-Unis sur le plan militaire et politique.

L'Alliance occidentale a dû subir une transformation en raison de l'intégration des anciens membres du bloc de l'Est dans le système international et de la disparition de l'idéologie communiste. À cet égard, la compétition entre les pôles a cédé la place aux conflits plutôt régionaux sur différents motifs qui ont débuté avec l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, ce qui a poussé les États-Unis et leurs alliés à revoir et réinterpréter le monde.⁵ La domination des États-Unis en tant que seule puissance mondiale et leur intervention dans presque tous les domaines de la politique étrangère ont temporairement empêché la Turquie de suivre une voie en dehors de la ligne américaine dans les domaines mentionnés suivants.

Premièrement, l'aspect le plus important dans la politique extérieure turque ; l'OTAN, l'Alliance militaire avec l'Occident a prouvé deuxième fois son importance pour la Turquie et le système international en général. Lorsque l'alliance occidentale a remarqué qu'après la Guerre froide, son ancien ennemi, l'URSS, n'existait plus, la question de l'approfondissement de l'OTAN et de l'élargissement de ses activités a été soulevée. L'OTAN avait été créée pendant la Guerre froide en tant qu'alliance défensive des pays du bloc occidental. Cependant, après la fin de la Guerre froide, le rôle et l'objectif de l'OTAN ont évolué.⁶ Dans les années 1990, l'OTAN

⁵ Emine Zeynep Daban , Cihan Daban, 2018“Saddam Hüseyin Dönemi Irak Dış Politikası: Irak-İran Savaşı, Kuveyt'in İşgali Ve Abd'nin Irak'a Müdahalesi”, *Kırşehir Ahi Evran Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, vol.2, no.1, p.97.

⁶ Ali Karaosmanoğlu, 2014, “NATO'nun Dönüşümü”, *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, vol. 10, no. 40, p.5.

a pris plusieurs mesures pour assurer la stabilité et la sécurité en Europe. Durant cette période, l'OTAN a coopéré avec d'autres pays, intervenu militairement et lutté contre le terrorisme pour protéger ses membres et la sécurité mondiale. Dans les années 2000, l'OTAN a continué à évoluer et à s'étendre. Après la fin de la Guerre froide, l'OTAN a également accueilli les pays d'Europe de l'Est en tant que membres. L'alliance a également joué un rôle actif dans la lutte contre le terrorisme, notamment par le biais d'opérations en Afghanistan, au Moyen-Orient etc. De plus, l'OTAN a participé à des missions de maintien de la paix dans les Balkans et a intervenu au Kosovo.⁷ Récemment, l'OTAN a évolué en renforçant ses capacités de défense, en se concentrant sur la cybersécurité et les opérations spatiales. Parallèlement, l'OTAN a cherché à renforcer la coopération entre les pays membres face aux tensions avec la Russie et aux menaces terroristes.

Deuxièmement, la persistance de la Turquie à s'intégrer à l'Union européenne pendant et après la Guerre froide témoignait de sa détermination à poursuivre une trajectoire libérale et propre aux alliés occidentales. En fait, la fin de la Guerre froide a renforcé les liens de la Turquie, car elle n'était plus contrainte de vivre aux côtés de la menace soviétique à ses frontières.⁸ Cependant, la dissolution de l'Union soviétique a conduit à l'émergence de la Fédération de Russie. Cela signifiait que même si l'URSS avait disparu, plus de la moitié de sa population, une superficie deux fois plus grande que celle qu'elle avait perdue, 90% de son pétrole et 70% de ses gisements d'or étaient concentrés en Russie. De plus, dans les pays nouvellement indépendants, les minorités russes représentaient une proportion non-négligeable de la population. En conséquence, la Russie, bien qu'affaiblie, restait une puissance significative. En peu de temps, la Russie allait renforcer sa position géopolitique, ce qui aurait des implications pour la Turquie et d'autres pays. Donc, pour la Turquie, l'alliance avec l'occident était toujours indispensable.

Néanmoins, la disparition du système Est-Ouest a mis fin au concept d'équilibre dans les relations internationales. Cela a laissé l'alliance occidentale victorieuse sans concurrent ce qui a rendu le monde plus risqué et plus complexe pour des pays comme la Turquie, car le système d'équilibre avait facilité leur politique étrangère jusqu'à présent.

⁷ Serhat Güvenç, 2015, "NATO'nun Evrimi ve Türkiye'nin Transatlantik Güvenliğe Katkıları", *Uluslararası İlişkiler*, vol. 12, no. 45, p. 111.

⁸ Emirhan Göral, 2013, "Değişen Uluslararası Sistemde Türkiye'nin Balkan Politikasının Türkiye - Avrupa Birliği İlişkilerine Etkisi", *Marmara Avrupa Araştırmaları Dergisi*, 2013, vol. 21 no. 2, p. 109 (99-118)

1.1.1. La Turquie, où se place-t-elle dans le nouvel ordre mondial ?

La fin de la Guerre froide et l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990, qui a marqué le début du nouvel « ordre » mondial de « désordre », ont été annonciateurs du changement dans le fonctionnement et les points de rupture des relations internationales. L'Europe n'était plus une zone de conflit entre l'Est et l'Ouest, et avec la fin de la polarisation du système et ses acteurs dedans, les États ont commencé à chercher à renforcer leur puissance en privilégiant leurs propres intérêts. Ainsi, les théâtres de conflit ont évolué et au début du XXIème siècle, des crises, des désaccords et des conflits avec des objectifs différents ont émergé à différents endroits du monde.

Pendant la Guerre froide, la Turquie a basé ses politiques de sécurité et étrangères sur son alliance avec l'Occident et sur sa « signification géostratégique » perçue par ses alliés. Cependant, avec la fin du système bipolaire de l'ordre international en Europe, l'importance de garantir la sécurité en Europe a diminué. D'autre part, l'émergence d'environnements « non sécurisés » et de zones de conflit aux trois frontières a créé une vulnérabilité en matière de sécurité pour la Turquie. Alors que les menaces liées au bloc soviétique avaient disparu, de nouvelles menaces telles que le terrorisme et les migrations irrégulières ont commencé à se développer dans les entourages de la Turquie. De plus, la poursuite de la politique étrangère traditionnelle basée sur la sécurité et le statu quo n'était plus pertinente. Par conséquent, il était inévitable pour la Turquie de se lancer dans de nouvelles recherches, conformément à ses intérêts et à ses analyses de la politique mondiale.

C'est pourquoi la Turquie a cherché à trouver une nouvelle place au sein de l'OTAN et de nouvelles perceptions de sécurité et de menaces. Pendant la Première guerre du golfe, la Turquie a demandé le déploiement de batteries de missiles Patriot et d'éléments de la Force mobile de commandement alliée (AMF) de l'OTAN sur son territoire en prévision d'une intervention en Irak.⁹ Cependant, certains membres comme la Grèce, l'Allemagne et l'Italie et se sont restés réticents à cette demande.¹⁰ La fin de la Guerre froide a rendu obsolète la nécessité d'une grande capacité de défense militaire contre une éventuelle attaque.

L'hésitation des membres de l'OTAN à défendre la Turquie était le résultat du sentiment de la Turquie comme elle a été mis au second plan en matière de sécurité, une tendance qui a commencé à cette époque et se poursuit aujourd'hui. Avec les États-Unis restant la seule superpuissance et l'Europe se concentrant sur l'intégration et l'approfondissement, la Turquie a

⁹ Güvenç, Op. Cit., p. 111.

¹⁰ "Türkiye İçin Savaşmayız", *Cumhuriyet*, 23 Ocak 1991.

été perçue comme moins importante. La Turquie a poursuivi son rapprochement avec les États-Unis, qui avait commencé dans les années 1980, et les États-Unis ont encouragé la Turquie à « combler » les vides laissés par l'URSS en Asie centrale et dans le Caucase. Le terme « De l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine : le Monde turcique » utilisé pour la première fois par *The Economist* en septembre 1991 est devenu une sorte de scénario pour la politique étrangère turque, surtout lorsque l'ancien Premier ministre Süleyman Demirel l'a adopté. Cependant, cela n'a pas duré longtemps, car lorsque la Russie a maintenu son influence dans la région, la Turquie a adopté des politiques plus réalistes.

La Turquie a longtemps cherché à recréer son importance perdue dans les relations internationales et à combler le vide laissé par la fin de la Guerre froide en se réorientant à travers plusieurs événements décrites dans les sous-parties suivantes.

1.1.2. la guerre de Yougoslavie (1991-2001)

La politique de la Turquie envers la guerre de Yougoslavie peut être examinée dans le cadre de sa participation active auprès de l'Alliance atlantique et des efforts diplomatiques dans la communauté internationale.

L'OTAN a approuvé son premier concept stratégique dans le nouveau contexte mondial lors du Sommet de Rome en 1991.¹¹ La crise des Balkans au début des années 1990, qui a dégénéré en guerre, a été le premier appel à l'action « en dehors de la zone » pour l'OTAN.¹² En 1992, l'OTAN a pris part pour la première fois à la gestion de l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie-Herzégovine par voie maritime. À partir de 1993, l'OTAN a soutenu l'instauration de zones d'exclusion aérienne en Bosnie-Herzégovine conformément à une résolution du CSNU. La Turquie a proposé 18 F-16 pour cette mission, et malgré les objections initiales de la Grèce, une brigade turque a été déployée en Bosnie-Herzégovine à partir du 20 décembre 1995.

En 1994, la Turquie est entrée activement sur le terrain à ce conflit pour la première fois. La Turquie a également participé aux opérations navales et aériennes en Méditerranée. Elle a abandonné sa volonté de rester dans ses frontières en matière militaire, sauf pour l'exception de l'opération à Chypre pendant la Guerre Froide, et elle a accepté son nouveau rôle de «

¹¹ The Alliance's New Strategic Concept, 7-8 Kasım 1991, http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_23847.htm.

¹² Manfred Wörner, « L'OTAN transformée: la portée du sommet de Rome » *Revue de l'OTAN*, Vol. 39, No. 6, Décembre 1991, p. 3-8, <https://www.nato.int/docu/revue/1991/9106-01.htm>

fournisseur de sécurité ».¹³ Il y avait des raisons spécifiques pour lesquelles la Turquie était enthousiaste à contribuer à cette opération.

À ce stade, la Turquie s'est démarquée non seulement par son rôle en matière de sécurité régionale, mais aussi par les liens historiques et culturels forts qu'elle entretient avec la région. La Turquie, héritière de l'Empire ottoman, a une population de plus de 2 millions de Bosniaques, un lien qui remonte aux migrations des Balkans jusqu'à la maturation de la République. La Turquie considère cette crise à la fois comme une opportunité et une menace pour sa sécurité. Elle a cherché à prévenir la propagation des conflits de Bosnie vers d'autres pays des Balkans et à empêcher des milliers de réfugiés de se diriger vers ses frontières, tout en utilisant son rôle historique et de médiateur dans la région pour laquelle la Turquie a fait beaucoup d'efforts. Elle ne souhaite pas voir une instabilité dans ses régions voisines qui nécessiterait une réaction ou intervention de l'extérieur. Elle préconise également une résolution multilatérale des conflits.¹⁴ Les Balkans ont été la première priorité de la Turquie en termes de sécurité depuis les guerres balkaniques de 1877-1878. Les efforts diplomatiques que la Turquie a fait quand réaliser les Ententes balkaniques de 1934 et de 1953 reflète ce point de vue, et la Turquie soutient l'adhésion des pays balkaniques à l'OTAN et à l'UE sur toutes les plateformes.

Après la Guerre froide, la Turquie a profité le plus de la situation l'influence de l'URSS/Russie dans les Balkans a diminué. La Russie a essayé de maintenir son influence dans la nouvelle Yougoslavie et en Grèce, tandis que l'Allemagne, dans une certaine mesure l'Italie et les États-Unis, ont augmenté leur influence dans la région. Tout changement de régime dans les Balkans qui n'entraînerait pas d'instabilité était favorable à la Turquie. La région était devenue un endroit propice à la coopération et à de nouvelles opportunités économiques et entrepreneuriales, libérée des clivages idéologiques. Dans cette région secouée par des changements de régime, il était nécessaire d'avoir « un État fort comme la Turquie », qui était de même origine ethnique et favorable à la coopération mutuellement avantageuse. Ces puissances ont rempli le vide laissé par le changement de régime avec des activités politiques et économiques. De plus, l'identité musulmane et la notion de « compatriotes »¹⁵ de la société

¹³ Pinar Bilgin, "Clash of Cultures? Differences between Turkey and the European Union," Ali L. Karaosmanoğlu ve Seyfi Taşhan (der.), *The Europeanization of Turkey's Security Policy: Prospects and Pitfalls*, Ankara: Foreign Policy Institute, 2004, p. 68.

¹⁴ D'abord, la Turquie n'était pas favorable à l'intervention unilatérale de l'OTAN et préférait une réponse internationale. Cependant, l'aggravation de la guerre en Bosnie et les vetos de la Russie et de la Chine ont poussé la Turquie à donner son feu vert à l'intervention de l'OTAN.

¹⁵ "Soydaşlık" -dans le sens lexicale- veut dire que chacun des individus dont l'ascendance est la même. Cependant, dans la "Décret-loi relatif à certaines réglementations concernant l'Agence turque de Coopération et

turque ont contribué à accroître l'initiative turque dans les Balkans. Les conflits et les massacres en Bosnie, suite à la dissolution de la Yougoslavie, ont suscité une réaction au sein du peuple turc, en particulier parmi les nationalistes et les religieux. Le gouvernement turc a bénéficié d'un fort soutien populaire pour sa politique étrangère proactive dans la région nouvellement formée.

Elle n'avait pas non plus de moyens pour être capable de fixer les différends en seul. Par conséquent, lorsque la guerre a éclaté en Bosnie, la Turquie a travaillé activement dans les plateformes multilatérales pour discuter de la question dans des forums internationaux en utilisant sa présidence en cours de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et du Conseil de l'Europe. En outre, la Turquie a également appelé à une solution urgente lors du sommet de l'OSCE et à l'ONU.¹⁶

À la demande des membres de l'OCI, notamment l'Iran et la Tunisie, et grâce aux efforts de la Turquie, une réunion des ministres des Affaires étrangères a eu lieu à Istanbul en 1992. La déclaration finale de la conférence a exprimé la nécessité d'une intervention militaire du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) si les conflits se poursuivaient en Bosnie et si le gouvernement de Belgrade continuait de commettre des massacres contre les musulmans.

1.1.3. La première Guerre du golfe (1990-1991)

Le gouvernement irakien avait adopté une attitude froide envers cette ancienne colonie britannique axée sur le pétrole depuis que le Royaume-Uni avait accordé l'indépendance au Koweït en 1961. Le Koweït était considéré comme une partie de l'Empire ottoman, appartenant au district de Bassorah, et donc comme une partie de l'Irak, ce qui nécessitait une opportunité pour son élimination.¹⁷ Saddam Hussein, un nationaliste arabe séculier proche du bloc socialiste, qui avait constamment tendance à s'étendre vers l'ouest et le monde arabe, voulait cette fois-ci envahir le Koweït, après avoir bataillé l'Iran pour huit ans. Il souhaitait fusionner avec le Koweït pour ouvrir une voie de sortie vers le golfe Persique, fermée par l'occupation du Chatt al-Arab par l'Iran. De plus, la guerre contre l'Iran avait fait l'Irak en dette et il voulait

de Développement Turquel" (TIKA), l'expression couramment utilisée "pays où nos liens historiques, géographiques, sociaux et culturels sont présents" est utilisée pour désigner de manière large la région compatriote et des communautés apparentées.

¹⁷Çelik, Yaşam Karaçay; "Irak İle Kuveyt Arasındaki Sınır Münasebetleri" Anasay, vol. 7, no. 23, p. 201.

augmenter les prix du pétrole et a demandé le Koweït de l'embourser. La hausse des prix du pétrole pour un pays dépendant aux ressources externes comme la Turquie, aurait nuire son économie qui avait obtenu une accélération grâce aux relations avec ses voisins au Moyen-Orient.

Le retrait de l'Irak du Koweït a été accompli avec l'opération « Tempête du désert », impliquant une préparation de 4,5 mois, plus de 100 000 sorties aériennes et une opération terrestre qui a suivi. Les États-Unis ne voulaient pas se retrouver seuls dans cette guerre et s'enliser dans un nouveau borbier à la manière du Vietnam. C'est pourquoi le président Bush a annoncé le 7 août 1990 qu'une force multinationale serait formée contre l'Irak. Cette coalition comptait 625 000 soldats provenant de 37 pays différents, facilitant les opérations terrestres.

La Turquie dans cette guerre, a cherché à adopter une politique étrangère active mais prudente.¹⁸ Bien qu'elle n'ait pas fourni de troupes à la coalition dirigée par les États-Unis, elle a rejoint l'embargo et le blocus poussé par Turgut Özal, le leader turc qui sera examiné dans les sous-parties suivantes. En parallèle avec les sanctions imposées par l'ONU à l'Irak, la Turquie a arrêté l'exploitation de l'oléoduc, gelé les comptes bancaires de l'Irak, ouvert ses bases aux avions américains et a contribué indirectement à la campagne en permettant la présence de troupes en dehors de la ligne de défense nord ou sud de l'Irak.¹⁹

Cependant, l'effet le plus important de la guerre du Golfe sur la Turquie a été l'escalade du terrorisme du PKK et le risque d'un afflux des réfugiés irakiens en Turquie, dont de nombreux Kurdes perçus comme une menace pour la sécurité intérieure turque. Le soutien américain au mouvement kurde séparatiste en établissant une zone d'influence américaine après « l'opération provide comfort » au nord du 36^e parallèle en Irak a ainsi été dénoncé par la Turquie comme fournissant une base arrière au PKK.²⁰

La guerre a également eu des effets économiques négatifs sur la Turquie, notamment dans le commerce extérieur, le pétrole, les services de construction, les recettes touristiques et l'emploi de travailleurs à l'étranger. L'embargo imposé à l'Irak, qui a duré environ 13 ans, a coûté à la Turquie une perte annuelle de 2,5 à 3 milliards de dollars, ce que la Turquie a compensé en partie en étendant ses relations commerciales informelles avec l'Irak.²¹

¹⁸ Oran, Op. Cit, p. 256.

¹⁹ Yatmaz, İncilay; “Körfez Krizi Bağlamında Türkiye’nin Dış Politikası” Elazığ, 2018, (Presse de l’Université de Fırat, mémoire de master publié), p. 65-66.

²⁰ Tekin Önal, Abdullah Özdağ, “Körfez Savaşı Ve Türk Dış Politikasına Etkileri”, *Turkish Studies*, 2016, vol. 11 no.16, 66.(53-70

²¹ Ulutaş, Alptan “I. Ve II. Körfez Savaşlarının Türkiye’ye Etkileri”, İzmir, 2006, (Yayınlanmamış Y. Lisans Tezi) p. 65.

En conclusion, la crise du Golfe, considérée comme le début de la stratégie de domination mondiale unipolaire des États-Unis à une époque où l'URSS était en train de se désintégrer, a continué à se développer sur le plan diplomatique. L'instabilité en Irak dès cette période jusqu'à 2022, affectera l'agenda turque et ainsi sa politique méditerranéenne.

1.1.4. La politique étrangère au Moyen-Orient & le problème kurde: la lutte contre le PKK

Après la Guerre froide, en plus des équilibres qui ont changé, un problème qui allait devenir la « bête noire » de la Turquie commençait à émerger à partir des années 1980. La question kurde a émergé en Turquie. Entre 1980 et 1988, pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak voisins, on a vu naître des mouvements séparatistes kurdes dans les deux pays. La Turquie craignait principalement que ces mouvements ne suscitent une rébellion parmi sa propre population kurde et que les soulèvements se propagent. En effet, dès 1984, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) a lancé une révolte en Turquie. À partir de cette date, la naissance du séparatisme kurde et la lutte contre le PKK ont progressivement eu un impact sur sa politique étrangère.

Profitant de l'augmentation des mouvements kurdes en Iran et en Irak pendant la guerre Iran-Irak, le gouvernement d'Özal, tout en maintenant son attitude neutre et pragmatique²², a conclu un accord avec le gouvernement de Saddam en octobre 1984²³, permettant des opérations contre le PKK dans les régions frontalières sans obtenir l'autorisation de l'Irak.

En 1984, le PKK a lancé des attaques terroristes ciblant à la fois des objectifs militaires et civils. Entre 1978 et 1984, l'organisation s'était installée dans la vallée de la Bekaa au Liban, où elle avait achevé ses processus logistiques, de camp et de formation. Suite à la décision prise lors du deuxième congrès qui a suivi le congrès fondateur, le PKK a déterminé sa stratégie militaire comme une « guérilla » utilisant la tactique du « coup et fuite ». Ainsi, l'État était pour la première fois face à une tactique de guérilla et elle viserait des cibles à la fois militaires et

²²La Turquie avait fourni ses relations avec l'Iran et l'Irak concernant le commerce et de sécurité. Voir : Michel, Bozdemir, "La Turquie face à la crise du Golfe", Dans: "Revue du monde musulman et de la Méditerranée", no. 62, 1991, p. 112.

²³ Le traité permet aux deux parties d'accéder à leur territoire respectif pour lutter contre les actes terroristes. <https://setav.org/assets/uploads/2019/06/A276.pdf>. Ayrıca bkz. Kamuran Reçber, "Türkiye'nin Irak'ın Kuzeyi'nde Sınır Ötesi Takip ve Sıcak Takip Hakkı", Uluslararası Hukuk ve Politika, 2017, 3(9), 16-27.. Antlaşma metni için bkz. Ciment, James, *The Kurds State and Minority in Turkey, Iraq and Iran*, Facts On File, 1996, p.180.

civils, planifiant des embuscades et des assassinats qui trouveraient un écho dans les médias et dans le monde entier.²⁴ Dans les années 1990, les attaques du PKK ont atteint leur apogée.

L'augmentation des préoccupations en matière de sécurité, en particulier en ce qui concerne le terrorisme du PKK, a renforcé l'influence des forces armées turques sur la politique étrangère dans les années 1990.²⁵ Les paroles de Doğan Güreş, qui a occupé le poste de chef d'état-major de 1990 à 1994, selon lesquelles "plus les forces armées d'un pays sont puissantes, plus sa politique étrangère est forte", et l'augmentation des dépenses militaires de 5,5 milliards de dollars américains à 9,5 milliards de dollars américains au cours de cette période, notamment avec l'introduction d'avions ravitailleurs dans la Force aérienne à partir de 1994, sont des indices précoces de la façon dont le phénomène du terrorisme, en particulier le PKK, a commencé à influencer la politique étrangère turque. Une autre raison pour laquelle la Turquie a augmenté ses dépenses de défense et est devenue l'une des principales puissances militaires de la région, contrairement aux attentes de l'Occident, est liée à la guerre du Golfe et à ses implications pour la sécurité nationale turque.²⁶

La plus grande conséquence pour la Turquie de la Guerre du Golfe de 1991 a été la réalisation par Saddam Hussein de la défaite de la guerre et le début des troubles internes en Irak, suivis par la répression brutale des Kurdes en Irak et l'arrivée de 500 000 réfugiés kurdes à la frontière turque. Le 5 avril 1991, suite aux efforts du Premier ministre de l'époque, Turgut Özal, et à sa politique de leadership, la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations Unies a été adoptée, qui appelait des Etats et les organisations humanitaires à faire des efforts pour l'aide humanitaire en Irak.²⁷ Une opération de sécurité nommée « Opération de Sérénité » a été menée par une force militaire multilatérale pour installer les réfugiés, créant ainsi un « couloir de sécurité » dans le nord de l'Irak.

Bien que cette manœuvre ait temporairement empêché le déclenchement de la mèche de la question kurde dans la politique intérieure turque, elle a également conduit à une plus grande visibilité des mouvements séparatistes kurdes sur la scène internationale. De plus, cette manœuvre a renforcé l'organisation du PKK, qui répandait l'idée d'une lutte armée de Saddam dans une région très proche de la frontière turque. Le leader du PKK, Abdullah Öcalan, trouvait

²⁴Ömer Faruk Cantenar, Fatih Tümlü, "PKK Terör Örgütünün Eylemlerinin Güvenlik Güçleri Zayıyatı Açısından Analizi", *Kara Harp Okulu Bilim Dergisi Science Journal of Turkish Military Academy*, 2016, vol. 26, no. 1, p. entre 10 et 12.

²⁵ Gökhan Koçer, 1990'lı Yıllarda Askerî Yapı Ve Türk Dış Politikası, *ODTÜ Gelişme Dergisi*, 2002, 29 (1-2), p.126. (123-158)

²⁶ Koçer, Op. Cit., p.127.

²⁷ Turgut Tarhanlı, "Güvenlik Konseyi'nin 688 Sayılı Kararı Çerçevesinde Bazı Uluslararası Hukuk Sorunları". *Milletlerarası Hukuk ve Milletlerarası Özel Hukuk Bülteni*. 10 (1-2). p. 176.

refuge en Syrie et recevait un soutien logistique du gouvernement syrien.²⁸ Bénéficiant de ce soutien syrien et de l'opportunité de se baser dans le nord de l'Irak, le PKK était devenu une entité qui prétendait gérer sa propre « région autonome », collectant des taxes forcées auprès de la population locale d'une manière semblable à un État. Abdullah Öcalan a décrit le PKK comme suit :

*« Ici, des options, des opportunités et des facilités nécessaires pour une vie honorable ont été offertes à tous. Un effort est fait pour guider la vie humaine. Les réponses aux questions sur la manière de déterminer le bon chemin de vie, comment éclairer le bon chemin et comment prendre les mesures nécessaires sont données, et la voie à suivre est montrée. »*²⁹

L'organisation a déclaré que sa stratégie dans les régions d'Anatolie orientale et du Sud-Est était la « Révolution démocratique ». Cette stratégie visait à utiliser toutes les ressources pour gagner la sympathie et la confiance du public, favoriser le soutien de la société kurde vers la guérilla, et gagner les militants à long terme.

Dans les années 1980, l'État et le gouvernement issu du coup d'État militaire ne considéraient la question kurde que comme le résultat du terrorisme du PKK et du sous-développement dans les régions problématiques. Suite à ces développements, le PKK a renforcé son organisation politique à l'étranger et s'est mis en avant dans les médias internationaux en mobilisant sous l'étiquette de l'auto-détermination et des droits de l'homme. Dans les années 1990, l'une des raisons de la capacité accrue de l'organisation et des attentats en Turquie est également liée à cela. Les États-Unis ont intensifié leur intérêt pour la question kurde dans les années 1980. Le diplomate américain William Eagleton a été nommé ambassadeur à Damas en septembre 1984, précisément au moment où les actions du PKK ont débuté.³⁰ Durant son mandat à Damas, Eagleton a maintenu ses relations avec le PKK et a régulièrement visité la Turquie pour des contacts. Tout cela a suscité des suspicions dans les relations entre la Turquie et les États-Unis.

Par la suite, l'idée de créer un État kurde indépendant soutenu sur la scène internationale a perdu de sa popularité suite à la séparation des Kurdes irakiens par Talabani et Barzani. La Turquie a profité de l'occasion en lançant d'abord des raids en territoire irakien contre le PKK en 1992, puis en menant l'opération Çelik en 1995, au cours de laquelle elle a non seulement détruit les camps, entrepôts et caches du PKK, mais s'est également impliquée dans la lutte pour

²⁸ Oran, Op. Cit. p. 137.

²⁹ Öcalan, A. (1995). Seçme yazılar Cilt VI, Weşanen Serxwebun: 74, p. 20.

³⁰ Oran, Op. Cit., p. 66.

le pouvoir au nord de l'Irak.³¹ Voyant que les Kurdes étaient divisés en Irak, la politique turque a collaboré en coulisses avec les milices de peshmerga de Barzani pour rendre le PKK incapable de s'implanter en Irak. Sur le plan intérieur, bien que l'atmosphère répressive des années 80 ait quelque peu diminué dans les années 1990, cela a eu un certain impact sur la question kurde. Bien que la diffusion de média en kurde soit toujours interdite, des changements législatifs ont permis l'impression en kurde.³²³³ En 1991, les dirigeants de la coalition gouvernementale de l'époque, Demirel et İnönü, ont visité le sud-est de la Turquie et ont déclaré que « la Turquie devait reconnaître la réalité kurde ».³⁴ Le premier parti à soutenir les Kurdes lors des élections de 1991 était représenté par 22 députés au Parlement. Au fil des années, les députés ont été arrêtés et le parti a été dissous. Cependant, le mouvement séparatiste kurde a continué d'exister sur la scène politique. Bien que les partis politiques établis ne soutiennent pas officiellement le terrorisme, leur base et leurs membres ne pouvaient pas se détacher du soutien au PKK.

Entre 1984 et 1999, la chaos dans le sud-est de la Turquie a été augmenté. Cela a poussé les résidents à quitter leurs villages, entraînant une vague croissante de migrations de l'est vers l'ouest du pays au cours de ces années. De plus, l'écart entre les citoyens d'origine kurde et les autorités étatiques s'était considérablement creusé et la question des kurdes est devenue plus complexe et lourd dans les années prochaines.

Entre 1998 et 1999, le conflit entre la Turquie et le PKK a connu un tournant décisif. Grâce à un bluff diplomatique par Ankara, la Turquie a massé des troupes le long de la frontière syrienne, adoptant une approche diplomatique similaire à la question d'Alexandrette³⁵ il y a 60 ans. La Turquie considérait le soutien et l'hébergement d'Öcalan par le gouvernement syrien comme un *casus belli*. Un signe de cela était la déclaration du général Atilla Ateş, alors commandant des forces terrestres, le 16 septembre 1998 à Hatay.

³¹ Hasan Acar-Mustafa Pekcandanoğlu, "Türkiye'nin Uluslararası Askeri Harekât Deneyimi ve Terörle Mücadelede Askeri Kapasitesi", *Tarsus Üniversitesi İktisadi Ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 2022 , 3(1), p. 90-91. (80-101)

³²Oran, Op. Cit, p. 23

³³ "Bakanlıktan İlk Kürtçe Çeviri" <https://www.ntv.com.tr/turkiye/bakanlik-tan-ilk-kurtce-ceviri> (accédé le 23 septembre 2022)

³⁴ 8 décembre 1991 : Süleyman Demirel, son partenaire de coalition Erdal İnönü et une importante délégation effectuent une tournée dans le sud-est. Demirel déclare : "Nous reconnaissons la réalité kurde". Voir Hüseyin Yayman, *Türkiye'nin Kürt Sorunu Hafızası*, Seta Yayınları, Ankara 2011, p.50.
https://file.setav.org/Files/Pdf/20130130121531_setat_turkiyenin_kurt_sorunu_hafizasi.pdf (accédé le 20 juin 2022)

³⁵ Pour la question d'Alexandrette (*Sancak Sorunu*) voir: İsmail Soysal, "Hatay Sorunu ve Türk-Fransız Siyasal İlişkileri (1936-1939)", *Belleten*, Nisan 1985, 49(193), 79-110.

« En tant que Turquie, nous essayons d'établir de bonnes relations avec nos voisins. Malgré nos bonnes intentions et nos efforts, certains de nos voisins, en particulier - je le dis ouvertement - des voisins comme la Syrie, interprètent mal nos bonnes intentions. En soutenant cet escroc appelé « Apo », ils ont jeté le fléau du terrorisme sur la Turquie. La Turquie a fait tous les efforts pour maintenir de bonnes relations. Si la Turquie ne reçoit pas la réponse qu'elle attend, elle sera en droit de prendre toutes les mesures nécessaires. Nous n'avons plus de patience. »³⁶

Ces déclarations indiquaient que la Turquie envisageait désormais en mesure d'intervenir directement contre le territoire syrien. En fin de compte, le gouvernement syrien de Hafez al-Assad a expulsé Öcalan le 7 octobre 1998.³⁷ Cet événement a été considéré comme le plus grand succès dans la lutte contre le PKK.

D'abord, Öcalan, qui tentait de fuir à Moscou, a été arrêté à l'aéroport de Rome pour détention d'un passeport falsifié et a été arrêté. L'Italie l'a expulsé le 16 janvier 1999. Öcalan a tenté de se rendre en Biélorussie, en Russie et en Grèce. Enfin, le 2 février, muni d'un passeport chypriote grec, il s'est rendu à l'ambassade de Grèce à Nairobi. Alors qu'il se rendait à l'aéroport de Nairobi, il a été capturé et remis aux autorités turques au Kenya.³⁸ Le tribunal turc a condamné Öcalan à mort.³⁹ L'approbation du Parlement était nécessaire pour confirmer la peine de mort selon les lois turques. De plus, en pratique la peine de mort n'était pas une forme d'exécution en vigueur en Turquie depuis 1984. L'une des promesses du gouvernement de l'époque était l'abolition de la peine de mort. Les pays occidentaux avaient déclaré clairement que si Öcalan était exécuté, la Turquie n'aurait plus de chance d'entamer des négociations pour son adhésion à l'UE. La Cour de cassation a confirmé la sentence, mais la Cour européenne des droits de l'homme a demandé la suspension de l'exécution pour examiner l'affaire. Le gouvernement d'Ecevit a respecté cette demande.

Ainsi, la lutte de la Turquie contre le terrorisme et le problème du PKK qui avaient émergé dans les années 1980 ont pris une tournure différente avec l'arrestation du leader. La lutte armée et la condamnation à perpétuité du leader, qui était idéalisé comme le chef de l'organisation, avaient provoqué une grande déception parmi les rangs de l'organisation.

³⁶ [https://www.hurriyet.com.tr/gundem/suriyeye-sabrimiz-kalmadi-39038649\(23.05.2023\)](https://www.hurriyet.com.tr/gundem/suriyeye-sabrimiz-kalmadi-39038649(23.05.2023)); *Milliyet*, 17.09.1998.

³⁷ Özkan Gökcan, Türkiye-Suriye İlişkilerinde Bir Kırılma Noktası: Ekim 1998 Krizi Veya Diğer Bir İfadeyle "İlan Edilmemiş Savaş, *Akademik İncelemeler Dergisi*, Nisan 2018, 13(1), p. 172.(169-197)

³⁸ CNN Turk, <https://www.cnnturk.com/video/turkiye/ocalan-22-yil-once-bugun-yakalandi> (accédé le 23 juillet 2023)

³⁹ Hürriyet, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/oy-birligiyle-idam-> (accédé le 23 juillet 2023)

Cependant, la question kurde était un problème beaucoup plus profond avec des dimensions politiques et sociales auxquelles le gouvernement turc était toujours confronté.

Les relations avec ses voisins de la région

Comme cela sera détaillé dans les sous-parties suivantes, Turgut Özal, qui croyait que tous les problèmes pouvaient être résolus par de bonnes relations économiques, attachait une grande importance à une politique étrangère pacifique envers les voisins et avait donné une nouvelle impulsion aux relations avec l'Irak pendant son mandat présidentiel.⁴⁰ Durant sa présidence, Özal a préféré coopérer avec les États-Unis pour augmenter les avantages de la Turquie dans le cadre du nouvel ordre mondial qu'ils tentaient d'établir, mais il a également rencontré des difficultés lorsque les intérêts entraient en conflit. La Turquie a rejoint l'embargo imposé à l'Irak conformément aux demandes des Nations-Unies, a suspendu ses relations avancées avec l'Irak et a dû fermer l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan, malgré ses relations établies. Pendant cette période, la préoccupation réelle de la Turquie envers ses relations avec l'Irak a empêché l'efficacité croissante du PKK de perturber les intérêts des États-Unis dans la région avec la présence de « Force de Libération du Koweït ». La Turquie a tenté d'empêcher le PKK d'utiliser la vacuité de l'autorité au nord du 36e parallèle, qui était sortie du contrôle du gouvernement central irakien, en s'appuyant sur la coopération avec Bagdad, ainsi que le soutien de l'Iran et de la Syrie, afin d'empêcher la création d'un État kurde dans la région.

En conséquence, une coopération a été établie avec l'administration du Kurdistan irakien (AKI) au nord de l'Irak, et une position commune a été adoptée contre le PKK en obtenant le soutien du PKK. En juillet 1992, les dirigeants du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Mesut Barzani et Jalal Talabani, sont venus à Ankara à la demande du président Turgut Özal, et la Turquie leur a accordé la permission d'ouvrir des représentations en Turquie ainsi que des passeports diplomatiques. En septembre de la même année, les opérations conjointes avec les combattants kurdes contre le PKK ont montré que cela était le résultat d'une coopération mutuellement bénéfique. De plus, la Turquie a organisé un sommet des pays de la région, dont la Syrie et l'Iran, pour continuer à travailler de manière constructive pour maintenir la paix et la stabilité dans la région.

Il est possible de dire que les relations avec la Syrie, qui en était venue à rompre ses liens en fournissant un soutien logistique et d'hébergement au PKK, mais qui s'est par la suite normalisée avec l'expulsion d'Öcalan de Syrie et la destruction de leurs camps grâce à la

⁴⁰Özlem Kayhan Pusane, "Türkiye'nin Kuzey Irak Politikasında Değişim: Turgut Özal ve Tayyip Erdoğan Dönemleri Karşılaştırmalı Analizi", *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, vol. 14 no.56, 2017, p. 44.

signature du Protocole d'Adana⁴¹ en 1998, ont ouvert un nouveau chapitre dans les relations.⁴² Le Protocole d'Adana est devenu un texte qui a facilité la mise en œuvre de la politique de 'zéro problème avec les voisins' pendant la première période d'AK Parti après 2002.

Dans l'ensemble, la lutte contre le PKK de 1984 à 1999 a eu des répercussions négatives sur la politique étrangère de la Turquie, ses relations bilatérales avec les pays occidentaux, son objectif d'adhésion à l'UE, et son image de « pays démocratique musulman » dans le monde post-guerre froide. De plus, la question du PKK et de la question kurde a entravé les aspirations de la Turquie à développer une politique d'ouverture vers l'Asie centrale et à améliorer ses relations avec les pays voisins au Moyen-Orient. Malgré l'importance qu'elle accordait aux relations avec l'UE après la fin de la guerre froide, le processus de candidature a été souvent entravé en raison de cela. Comme cela sera vu dans les sections suivantes, le PKK et la question kurde ont eu des répercussions sur les relations de la Turquie avec de nombreux pays, en particulier en Europe.

les relations avec Israël

1991 a été une date qui a déjà changé le système international, et pour le Moyen-Orient, elle ne se limite pas seulement au problème arabo-israélien chronique, mais elle marque également un tournant dans les relations bilatérales entre tous les pays de la région et les relations bilatérales des pays arabes. La crise du Golfe qui a atteint le stade d'un conflit chaud avec l'invasion du Koweït par l'Irak le 2 août 1990 a conduit à l'intervention des États-Unis et de leurs alliés en Irak ; qui a commencé en janvier 1991 a changé l'équilibre de toute la région du Moyen-Orient.⁴³ Les premiers signaux d'une nouvelle ère chaotique et désordonnée après la Guerre froide ont commencé à être observés d'abord au Moyen-Orient.

⁴¹ Le contenu du protocole se comprend çömmе: La Syrie n'autorisera aucune action susceptible de compromettre la sécurité et la stabilité de la Turquie à partir de son territoire. La Syrie ne permettra pas au PKK de fournir des armes, un soutien logistique et financier et des activités de propagande. La Syrie a déclaré que le PKK était une organisation terroriste. La Syrie a interdit les activités du PKK et de ses affiliés, parmi d'autres organisations terroristes, sur son territoire. La Syrie interdit au PKK d'établir des camps d'entraînement et de mener des activités commerciales sur son territoire. Elle ne permettra pas aux membres du PKK de transiter vers des pays tiers. La Syrie empêchera les dirigeants du PKK d'entrer sur son territoire et donnera des instructions en ce sens aux autorités douanières.

“Türkiye Cumhuriyeti ile Suriye Arap Cumhuriyeti Arasında Ekonomik İşbirliği Protokolü (17 Temmuz 1987).”, *Gazette Officielle*, 87/12171. 10.12.1987

⁴² Hasan Duran, “Adana Protokolü Sonrası Türkiye-Suriye İlişkileri”, *Orta Doğu Yıllığı*, p. 509.

⁴³ Fahir Armaoğlu, *20. Yüzyıl Siyasi Tarihi*, Genişletilmiş 11. Baskı, Ankara, 2018. p. 430.

Dans une telle position, la Turquie va se comporter envers la région du Moyen-Orient de manière prudente et cherchera à définir de nouvelles orientations stratégiques dans ce nouveau système.

Depuis son adhésion à l'OTAN en 1952 et en raison de son engagement à donner la priorité à la sécurité d'Israël dans sa politique étrangère en vertu des limites diplomatiques tracées par les États-Unis, la Turquie a toujours adopté une attitude prudente et stratégique envers Israël pendant la guerre froide et les premières années qui ont suivi. Pendant la Guerre froide, alors que les États arabes ayant combattu Israël trois fois (1948, 1967, 1973) se rapprochaient de l'Union soviétique contre le bloc États-Unis-OTAN soutenant Israël et que des gouvernements socialistes arabes prenaient le pouvoir, la Turquie n'a pas pu poursuivre une politique indépendante et pragmatique au Moyen-Orient.

Le facteur le plus important qui a façonné les relations de la Turquie avec Israël entre 1991 et 2002 a été la Guerre du Golfe de 1990-1991 et le Traité de Paix Israélo-Arabe établi le 26 octobre 1994 en relation avec la résolution du problème palestinien.⁴⁴ La dissolution de l'Union soviétique et l'orientation des États-Unis vers une domination unipolaire sont les principales raisons de ces deux événements. Cependant, les politiques unilatérales des États-Unis ont souvent eu des conséquences négatives sur les intérêts et la sécurité de la Turquie. Par conséquent, la Turquie a augmenté progressivement son implication au Moyen-Orient.

Les relations avec Israël ont été ravivées après la guerre du Golfe en 1991 avec l'augmentation du niveau de représentation de la Turquie à Tel Aviv, passant du rang de deuxième secrétaire à celui d'ambassadeur.⁴⁵ Les relations sont montées en puissance au milieu des années 1990, atteignant même le niveau de la présidence.⁴⁶ Les accords de libre-échange et de coopération agricole signés en mars 1996 entre la Turquie et Israël étaient le résultat des efforts de la Turquie pour sortir de l'étroitesse politique et économique de la période après-Guerre froide. Dans l'aspect de sécurité, les menaces émergées dans la région à cette époque-là ont fait rapprocher les deux États sur la coopération militaire.

Pendant cette période, les relations de la Turquie avec des autres États étaient principalement axées sur le terrorisme et la lutte contre le PKK. Les relations avec Israël se sont apaisées en partie après la création du gouvernement palestinien, mais les événements survenus à la Mosquée Al-Aqsa, la Seconde Intifada, et puis l'intensification des attaques à Gaza et en

⁴⁴ Armaoğlu, Op. Cit, p. 431-433.

⁴⁵ Oran, Op Cit.,

⁴⁶ Tuncay Kardaş, "Türkiye-İsrail İlişkilerinin 'Analiz Düzeyi' Kapsamında Değerlendirilmesi", *Ortadoğu Yılığ:1996-2006*, p. 337.

Cisjordanie etc. ont suscité l'opposition de certains segments de la population turque fortement liés à leur foi et à leur identité, et les gouvernements ne pouvaient pas ignorer la pression de l'opinion publique.

1.1.5. Les relations avec la région de Caucasic et l'Asie centrale

Le démembrement de l'URSS représentait pour la Turquie une chance de retrouver une présence dans les territoires où la domination ottomane avait été perdue depuis le XIXe siècle. Avec la fin de l'influence soviétique en Europe de l'Est, dans les pays du tiers monde, ainsi qu'en Asie centrale, une « nouvelle zone géopolitique » s'était formée. Ce vide représentait une région pouvant devenir un nouvel espace d'influence attirant l'attention du monde entier. Cependant, pour la Turquie qui partageait des liens linguistiques, religieux, et culturels, l'importance de la région était de nature différente. En 1991, huit nouveaux États indépendants sont apparus dans la région. (Azerbaïdjan, Arménie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan.)⁴⁷ La région se composait de pays nouvellement établis mais encore faibles, n'ayant pas encore éliminé le système soviétique de leurs structures. Cinq nouveaux États avaient hérité des frontières politiques de l'URSS et n'avaient pas encore expérimenté le concept d'État-nation. Ces cinq nouveaux pays partageaient des frontières politiques héritées de l'URSS, avaient des langues apparentées au turc mais avaient évolué avec leurs propres spécificités. En fait, en observant au niveau de l'État, le dirigeant ouzbek Karimov avait fait des efforts pour empêcher la séparation de l'URSS jusqu'à l'échec de la tentative de coup d'État en août 1991.

La Turquie avait considéré l'idée de servir de modèle aux nouveaux pays pour deux raisons: d'abord, regagner en importance en raison de la fin de l'hostilité envers l'Union soviétique au sein du bloc occidental, et ensuite, renforcer ses liens dans la région pour obtenir des gains politiques et économiques. À l'époque, le président Turgut Özal, causé par son esprit personnel et celle de son parti de la Mère Patrie (ANAP), avait déclaré dans son discours d'ouverture du Parlement le 1er septembre 1991 que la dissolution de l'URSS avait créé une « occasion historique » pour la Turquie de devenir une « puissance régionale ».⁴⁸ Les régions du Caucase et de l'Asie centrale semblaient être des zones prédestinées à cet effet. Cependant,

⁴⁷ Rovshan İbrahimov, Türkiye-Türk Cumhuriyetleri İlişkileri: Dünü, Bugünü, Yarını, Yeni Fikir Dergisi, 2011, 7, 64-65.(169-197)

⁴⁸ Les pourparlers de l'Assemblée nationale turque, *TBMM Tutanak Dergisi*, Vol. 63, 01.09.1991, <https://www.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d18/c063/tbmm18063001.pdf>, accédé le 05 avril 2023.

avant 1991, les liens de la Turquie avec ces régions et communautés n'étaient pas encore matures causés par quelques raisons.

Cette vaste géographie turcique était difficile à prévoir pour construire une politique compréhensible et compacte. En 1992, la célèbre déclaration de Süleyman Demirel « De l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine, le Monde Turcique » créait en quelque sorte un dilemme. Si la Turquie envisageait la région comme un « monde turc » basé sur la coopération entre les pays partageant des racines communes, ce projet était à l'échec. Car même en ce qui concerne la langue, l'identité et la mémoire collective, on ne pouvait pas parler d'homogénéité. C'est pourquoi le terme « le monde turcique » est préféré plutôt que « le monde turc ». La langue la plus similaire à la langue parlée en Turquie dans toute Asie centrale est l'azéri.⁴⁹ Bien que le turc, l'ouzbek, le kirghize et le kazakh soient considérés comme des langues partageant une origine commune, les gens ne peuvent pas se comprendre mutuellement, et ces langues leur semblent étrangères.

En dehors de la langue, il y avait aussi des complexités historiques non résolues qui caractérisaient cette région. L'histoire commune entre les États turcs contemporains devait encore être étudiée. Les dirigeants de ces pays avaient les désirs mais non pas de moyens pour dire qu'ils auraient une histoire commune. Les populations locales se sont répandues et mélangées entre les frontières au fil du temps. De plus, l'immigration des Slaves de l'Empire russe et plus tard de l'URSS dans ces régions a conduit, par exemple, à ce que près de 18 % de la population du Kazakhstan soit d'origine russe. De même, environ 23 % de la population du Tadjikistan et un septième de celle du Kirghizistan sont composés d'Ouzbeks.⁵⁰

Même d'un point de vue culturel, bien que ces nations semblent être du même groupe ethnique de l'extérieur, les liens entre le peuple turc et les peuples d'Asie centrale ne sont pas très forts. Ces pays d'Asie centrale, qui ont longtemps mené des luttes pour l'indépendance sous la pression soviétique, commençaient à peine à développer le concept de « nation ». À cette époque, il n'était pas encore possible de parler de « liens fraternels » fondés sur des valeurs et une histoire commune entre les peuples.⁵¹ En outre, les difficultés de communication entre la péninsule anatolienne et l'Asie centrale étaient également notables.

⁴⁹ Hale, Op. Cit. p. 308.

⁵⁰ <https://www.britannica.com/place/Kyrgyzstan/People>

⁵¹ Fuat Güney Celalettin Serinkan, 2019 Türkiye ve Orta Asya Ülkeleri ile İlgili Bazı Stratejik Değerlendirmeler . Yeni Fikir Dergisi , 11 (23) , p. 12.
<https://dergipark.org.tr/tr/pub/yenifikirjournal/issue/61756/923204> accédé le 7 juin 2023)

Après 1991, craignant que la révolution des nouvelles nations indépendantes n'ait une influence, l'Occident, en particulier les États-Unis, a soutenu ouvertement la Turquie, présentée comme un modèle de pays démocratique, laïc et musulman.⁵² Cependant, ce rôle modèle ne s'étendrait pas politiquement comme souhaité, se limitant à l'aspect économique et culturel. Même dans ce cas, il serait difficile de répondre aux besoins socio-économiques de cette vaste géographie, compte tenu des capacités de la Turquie. Néanmoins, on peut dire que la coopération, qui a été lancée avec beaucoup d'enthousiasme tant du côté turc que dans chacun des pays d'Asie centrale, a connu sa période la plus intense surtout entre 1991 et 1993.⁵³

Sous l'influence des États-Unis une politique d'ouverture a été créée par la raison d'Etat turc, qui vise également à gagner le respect de la communauté internationale en tant que « un Etat-nation occidental, démocratique et laïque », en agissant comme une sorte de « grand frère » envers les Etats turques nouvellement établis. Après la fin de la Guerre froide, c'était une idée invitante pour la Turquie, qui avait perdu de son importance.⁵⁴ De plus, comme on le verra dans les sous-parties suivantes, cette région libérée de la domination soviétique s'était ouverte à la coopération économique, aux nouveaux investissements et aux échanges commerciaux. Le renforcement des relations économiques via des liens culturels, linguistiques et religieux communs existants était important pour la Turquie. En fin de compte, bien que l'ouverture vers l'Asie centrale puisse sembler relativement limitée en termes politique, c'était une étape stratégique et pragmatique nécessaire qui valait la peine d'être essayée aux yeux de la Turquie.

Du pan-turcisme à l'idéal du « Monde turc »

En ce qui concerne les répercussions sur la population, dans les années 1990, le concept de « modèle d'État » que les États-Unis demandaient à la Turquie d'être, avait nourri les nationalistes sur le plan socio-politique de la vie turque parce qu'ils pensaient à retourner aux origines et refaire les liens de fraternité.

En réalité, à la fin du XIXe siècle, après les soulèvements des minorités sous la domination ottomane, des idées nationalistes ethniques commençaient à se développer parmi les Turcs. L'idée du Panturquisme, qui soutenait que chaque membre du peuple turc devait s'unir pour sauver l'État ottoman en déclin avant la Première Guerre mondiale, est devenue populaire. Au XIXe siècle, le concept de « Monde turc », qui est apparu pour la première fois dans des

⁵² Oran, Op. Cit., p. 383.

⁵³ Mustafa DURMUŞ - Harun YILMAZ, “Son Yirmi Yılda Türkiye’nin Orta Asya’ya Yönelik Dış Politikası ve Bölgedeki Faaliyetleri”, *Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri Türk Dilli Halklar - Türkiye ile İlişkiler*, Atatürk Kültür Merkezi, 2012, p. 487.

⁵⁴ İlker Limon, 2022, Süleyman Demirel’in Orta Asya Politikası, Yayınlanmamış Doktora Tezi, *Trakya Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü*, p. 60.

domaines tels que l'art et la littérature grâce au mouvement turciste, s'est développé avec des événements historiques et a finalement fait son entrée sur la scène politique à la suite de certaines fractures idéologiques. Enver Pacha, ministre de la Guerre de l'Empire ottoman de l'époque, a avancé vers le Caucase avec cette motivation en 1918. Cependant, cette vision a rapidement disparu en raison de l'échec militaire, de l'avancée de l'influence soviétique dans le Caucase et de l'orientation idéologique de la Révolution nationale turque dans laquelle Mustafa Kemal Atatürk était impliqué.

Pendant l'entre-deux-guerres, des chercheurs turcs tels que Hüseyin Nihal Atsız, Zeki Velidi Togan et Mehmed Fuat Köprülü ont réalisé des travaux importants sur le turquisme/touranisme. Pendant cette période, l'idéologie pionnière d'Atsız était *Öz Türkçülük* (turquisme pur) sans l'influence de l'Islam. Pendant les années de la Seconde Guerre mondiale, le panturquisme a continué à exister de manière vague dans le courant nationaliste radical mais il n'a jamais été soutenu par le chef national İsmet İnönü.⁵⁵ Par contre, le retrait de l'URSS de la région en 1991, il a refait surface avec le Parti d'action nationaliste (MHP) et son leader fondateur, Alparslan Türkeş.

Avec Türkeş en 1969, lors du congrès extraordinaire du MHP, ce mouvement a été recréé sous la forme de la « doctrine nationaliste-islamique/Bozkurtçuluk » en fusionnant avec la synthèse turque-islamique. Par la suite, l'organisation des Ülkü Ocakları a été fondée. En Turquie, le front nationaliste a suivi deux directions différentes avec Hüseyin Nihal Atsız et Alparslan Türkeş à cette époque. Le côté d'Atsız défendait un turquisme qui pouvait être qualifié de laïque et raciste, tandis que le côté de Türkeş affirmait que le fait d'être turc et le turquisme ne pouvaient être séparés de l'Islam. Après 1991, le second groupe est devenu plus influent sur la vie politique turque.⁵⁶ La vie politique turque était inévitablement influencée par cet environnement. D'un côté, le groupe turciste-touraniste, qui avait longtemps espéré voir les Turcs monter sur la scène mondiale et rêvé du Monde turc, et de l'autre côté, les discours islamistes inspirés par la Révolution iranienne, gagnaient en importance.

À la lumière de la politique étrangère de l'époque et des développements internes, on pourrait dire qu'il y avait une idée de créer un « Monde turc ». Ce que cela signifie, c'est que les États turcs approfondiraient leurs relations, en particulier sur le plan commercial, et

⁵⁵Ömer Özcan, “Türkçülüğe Karşı Haçlı Seferi: 3 Mayıs 1944”, *Türk Yurdu Dergisi*, 2015, vol. 104, no. 333 <https://www.turkyurdu.com.tr/yazar-yazi.php?id=270>

⁵⁶Murat Kılıç, Erken Cumhuriyet Dönemi Türk Milliyetçiliğinin Tipolojisi, *SDÜ Fen Edebiyat Fakültesi Sosyal Bilimler Dergisi*, 2007, no:16, p. 124. s.113-140.

renforceraient l'intégration dans une zone économique commune similaire à l'Union européenne.

Lorsque la tentative de coup d'État a eu lieu en Russie en 1991 et que les républiques turciques indépendantes ont hésité à déclarer leur indépendance, la visite du leader kazakh Nazarbayev en Turquie a apporté un souffle de soulagement, renforçant ainsi le rôle de la Turquie en tant que leader du monde turc. Cela était vital pour ces États afin de recevoir le soutien à leur indépendance et d'être reconnus dans le monde. En effet, en reconnaissant la souveraineté des États turciques indépendants le 16 décembre 1991, la Turquie a clairement affiché ses objectifs.

Cependant, tout en entreprenant toutes ces initiatives, la Turquie a cherché des moyens d'éviter tout désaccord avec Moscou. En 1991, le président Özal a d'abord visité Moscou, puis l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et l'Ukraine avec une délégation d'hommes d'affaires.⁵⁷ En particulier, dans ses contacts avec l'Ukraine, l'objectif était de contribuer à la création rapide de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire. Des accords de coopération scientifique et technique et des accords culturels ont été signés avec le Kazakhstan. En retour, le Premier ministre du Kirghizistan et le président du Tadjikistan ont rendu visite à la Turquie. Avant cela, une délégation préliminaire du ministère des Affaires étrangères a visité l'Azerbaïdjan et les républiques d'Asie centrale du 12 au 17 septembre 1991 pour discuter des attentes mutuelles, et ces visites, parfaitement chronométrées, ont contribué à faire ressortir la Turquie dans la région. Le rapport rédigé à l'issue de la visite de la délégation a ensuite servi de guide pour la voie à suivre par la Turquie. Le 21 décembre 1991, les anciennes républiques soviétiques ont proclamé la dissolution formelle de l'URSS.⁵⁸

Pendant tout ce processus, les républiques turciques ont souhaité établir rapidement des relations officielles avec la Turquie et ont effectué des visites, signant plusieurs accords bilatéraux jusqu'en 1993.⁵⁹ La Turquie a d'abord ouvert des consulats dans tous ces pays, les transformant ensuite en ambassades au fil du temps. De plus, l'Agence turque de coopération et

⁵⁷ Bkz. Muhittin Ataman, "Özalist Dış Politika: Aktif ve Rasyonel Bir Anlayış", *Bilgi Sosyal Bilimler Dergisi*, 2003, 7, p.56.

⁵⁸ La délégation était composée de Ambassadeur Bilal Şimşir, le directeur general adjoint Kurtuluş Taşkent ve le chargé d'affaires de l'Ambassade de la République de la Turquie à Moscou Elçi Halil Akıncı. Pour plus de détails Voir: Bilal Şimşir, *Azerbaycan Ve Orta Asya Cumhuriyetlerine Yapılan Ziyaretler Hakkında Rapor (12-29 Eylül 1991)*, 2021, ATAM Yayınları

⁵⁹ Hasan Erdoğan, Selçuk Çolakoğlu, "Bağımsızlığının İlk Yıllarında Türkiye Ve Türk Cumhuriyetleri İlişkileri" dans Dilek, Z., & Atatürk Kültür, D. ve T. Y. K. (2011). 38. *ICANAS (Uluslararası Asya ve Kuzey Afrika Çalışmaları Kongresi) 10-15 Eylül 2007 Ankara Türkiye : bildiriler : Uluslararası ilişkiler*.

de développement (*TİKA*⁶⁰) a été créée en prenant exemple sur une structure similaire au Japon pour coordonner toutes ces activités du secteur public et privé.⁶¹

Les limites de la politique d'ouverture de la Turquie en Asie centrale étaient des acteurs dans la région et leurs quêtes d'influence, l'émergence du conflit Haut-Karabakh, ainsi que les limites économiques qui ne correspondent pas aux promesses faites aux républiques turques.

Les nouvelles républiques ont cherché à établir des relations étroites avec la Turquie dès qu'elles ont obtenu leur indépendance. En même temps, la République islamique d'Iran, qui était plus forte que jamais après la guerre du Golfe, était présente dans la région. Avec la mort de Khomeiny, l'Iran a adopté une perspective géostratégique plus marquée dans sa politique étrangère, visant à établir une influence en Asie centrale et dans les républiques du Caucase.⁶² L'Iran avait des liens culturels très forts avec le Tadjikistan et n'hésitait pas à les exploiter.⁶³ Géopolitiquement, l'objectif était de rassembler une région en Afghanistan du Nord partageant la même langue et la même culture pour former un « Grand Tadjikistan ». L'Iran soutenait également la création de régimes fondamentalistes similaires à sa propre révolution à chaque étape. En même temps, il investissait massivement dans la région. Du point de vue de sa position géopolitique, la région du Caucase était essentielle pour sortir en direction de la mer Noire et de l'Europe, tandis que l'Asie centrale était essentielle pour sortir en direction de la Chine et du Pacifique.

Tous ces facteurs étaient également applicables à la Turquie. La Turquie se positionnait dans la même région avec différentes caractéristiques, se présentant comme un « pont » pour le bien des pays d'Asie centrale et du Caucase entre l'Est et l'Ouest, et cherchant à accroître son influence. Par contre, une nouvelle compétition émergeait entre la Russie et l'Iran dans la région, et la Turquie cherchait à s'impliquer d'une manière ou d'une autre dans cet environnement.

Cependant, alors que la Russie reprenait rapidement sa puissance dans cette région qu'elle considérait comme son « arrière-cour », l'idée de « Monde turc » est restée un échec

⁶⁰ L'objectif de sa création était initialement d'entraîner les projets pour le développement aux pays où la langue turque est parlée et aux pays voisins de la Turquie. Au cours des périodes suivantes, son champ d'activité s'est considérablement élargi et elle dispose aujourd'hui de bureaux de liaison dans 150 pays dans le domaine du développement.

⁶¹ Oran, Op. Cit., p.382.

⁶² Oral Sander, *Siyasi Tarih* (1918-1994), p. 639.

⁶³ Fatih Özgüven, « İran'ın Orta Asya Politikasında Yumuşak Güç: Tacikistan Örneği », *Electronic Journal of Political Science Studies (EJPSS)*, 2020, Vol. 11 no. 1, p. 97.
<https://www.esbadergisi.com/images/sayi20/5ozguven-iranin-orta-asya-politikasi.pdf> p90-106. 17p

après le retrait de la Turquie de la région. De plus, la Turquie avait fait des promesses d'investissements massifs dans la région, ignorant son important déficit budgétaire et son inflation élevée. Cependant, la Turquie n'avait pas les capacités politiques, économiques et sociales pour réaliser cette vision. En 1995, avec la Communauté des États indépendants de la Russie et les traités qui ont suivi, il est devenu évident que la Russie remplirait à nouveau le vide dans la région. À partir de cette date, la Turquie a reconnu la présence dominante de la Russie dans la région et a adopté une politique étrangère plus réaliste en conséquence.

La guerre du Haut-Karabakh

Même si la Turquie souhaitait devenir le leader des États turcs du Caucase et de l'Asie centrale, rêvant d'établir une union de type Commonwealth et cherchait à la fois à contrer l'influence de la Russie dans la région et à adopter une politique prudente envers Moscou, les événements entre 1993 et 1995 ont montré que cela ne se réaliserait pas à cette époque.⁶⁴ Dans cette voie, la Turquie a vécu certains développements difficiles. Parmi ceux-ci, le plus significatif était le conflit du Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, qui s'est ensuite transformé en conflit armé. La réaction de l'opinion publique, la pousse par l'Azerbaïdjan contre l'Arménie et la difficulté de ne pas prendre part du conflit a aggravé de mener la situation pour la Turquie.

Naturellement, le public turc soutenait émotionnellement l'Azerbaïdjan pendant le conflit. Cependant, d'un point de vue rationnel, l'Arménie, pays voisin, constituait déjà un obstacle majeur dans les relations en raison des événements de 1915. De plus, la possibilité que la Turquie reste neutre dans la question du Karabakh devenait impossible en raison de la pression de l'opinion publique. D'autre part, si la Turquie intervenait en faveur de l'Azerbaïdjan, cela pouvait avoir des répercussions sur ses relations avec l'Occident et la Russie.⁶⁵ En outre, l'Iran, qui avait des inquiétudes concernant l'agitation de sa minorité azerbaïdjanaise sur son territoire, soutenait l'Arménie, ce qui plaçait la Turquie dans une position délicate.

Le point de départ du conflit résidait dans la région du Haut-Karabakh, une zone autonome en Azerbaïdjan soviétique mais à majorité arménienne. Lorsque l'Union soviétique a entamé son processus de dissolution, en février 1988, la région du Haut-Karabakh a demandé à être rattachée à l'Arménie. L'Azerbaïdjan a refusé cette demande. Le gouvernement soviétique de Moscou a également rejeté la demande et a pris le contrôle de la région du Haut-Karabakh, qui était une zone autonome.

⁶⁴Oran, Op. Cit, p. 403.

⁶⁵Hale, Op. Cit. p. 291.

En 1991, en tant qu'État indépendant, l'Azerbaïdjan a annoncé la suppression du statut autonome de la région du Haut-Karabakh et son rattachement direct au gouvernement central le 26 novembre. En 1992, le retrait des troupes russes de la région a marqué le début des affrontements armés. Les Arméniens ont chassé la population azerbaïdjanaise et ont pris le contrôle du Karabakh et des régions environnantes, établissant un corridor terrestre vers l'Arménie. La Première guerre du Haut-Karabakh s'est principalement soldée par la victoire de la minorité arménienne, et depuis lors, la région est restée sous le contrôle des Arméniens, située à l'intérieur des frontières politiques reconnues de l'Azerbaïdjan par la communauté internationale.⁶⁶

Le comportement de la Turquie à l'égard de ce conflit peut être résumé comme suit. Tout au long de cette période, alors que les affrontements de rue se sont transformés en guerre, la Turquie s'est toujours rangée du côté de l'Azerbaïdjan. Cette position a naturellement eu un impact déterminant sur ses relations avec l'Arménie et a imposé des limites à sa politique en Caucase. Par exemple, pendant la guerre, la Turquie maintenait en réalité des voies ouvertes pour se rapprocher de l'Arménie et avait effectué des ventes de blé à l'Arménie. En novembre 1992, un accord de fourniture d'énergie de trois cents millions de kilowatts-heures avait été signé alors qu'il y avait des problèmes d'approvisionnement énergétique. Cependant, cet accord a été annulé en raison des réactions négatives de l'Azerbaïdjan et de l'opposition. Le point culminant de cette politique est le début des embargos maintenus par la Turquie sur l'Arménie jusqu'à aujourd'hui⁶⁷. Aucune relation diplomatique n'a été établie et aucun ambassadeur n'a été nommé en Arménie.

Au départ, la Turquie a cherché à rester neutre et à servir de médiateur entre les deux pays. Les Arméniens n'ont pas initialement objecté à cette situation, et le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Hikmet Çetin, a travaillé sur la diplomatie entre l'Europe et le Caucase, en particulier au sein de l'OSCE. Cependant, le gouvernement turc, y compris le Premier ministre Demirel, souhaitait être prudent et affirmait qu'il n'y avait pas de base juridique pour une intervention. Cependant, cette politique de médiation prudente n'a pas duré très longtemps.

Le massacre de Khodjaly en 1992, après que les Arméniens aient tué des civils azerbaïdjanais, a créé une pression en Turquie en faveur d'une intervention. Cependant, en

⁶⁶ Sakarya Üniversitesi, Türk-Ermeni İlişkileri Araştırma Merkezi, <https://satemer.sakarya.edu.tr/tr/icerik/19789/101538/karabag-savasi-ve-hocali-katlami> (accédé le 23 septembre 2023)

⁶⁷ Nail Alkan - Mahsa Mehdizadehyoushanlouei, Birinci Ve İkinci Karabağ Savaşlarında Türkiye-Azerbaycan İlişkileri, *Upa Strategic Affairs*, 4 (2), p.214.(204-222)

1993, le président Özal a changé d'avis et a suggéré qu'il était nécessaire de "effrayer" l'Arménie et a proposé une intervention militaire.⁶⁸ Le ministre des Affaires étrangères n'a pas réagi favorablement à cette idée.

Cependant, avec la poursuite des combats, à la fin de 1993, les unités de la 3e armée ont été déployées près de la frontière arménienne, et les avions de combat F-16 étaient en alerte.⁶⁹ Ensuite, le passage de l'aide occidentale à l'Arménie a été bloqué. Cependant, de temps en temps, les frontières étaient ouvertes pour permettre le passage de l'aide humanitaire.

Les relations avec Haydar Aliyev, qui est arrivé au pouvoir après un coup d'État en juin 1993, n'ont pas progressé confortablement du point de vue de la Turquie. Aliyev avait suspendu les accords signés, introduit des visas et changé sa politique.⁷⁰ Un an plus tard, Aliyev a commencé à se rapprocher de la Turquie. Lors de sa visite à Ankara en 1994, il a déclaré avec le président Demirel qu'ils étaient "un seul peuple, deux États". Bien qu'il y ait toujours des partisans d'Elçibey en Turquie, la Turquie a accepté le régime Aliyev afin de maintenir de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan et de ne pas perturber sa politique en Caucase. Aliyev a même été averti par Demirel qu'une tentative de coup d'État était prévue contre lui, ce qui a permis de repousser le régime militaire.

La Turquie a finalement adopté une politique entièrement favorable à l'Azerbaïdjan. En même temps, pour maintenir son rôle de leader dans la région, la Turquie a estimé qu'il était inévitable de s'impliquer dans la guerre, et rester passive compromettrait sa réputation en Asie centrale et dans le Caucase. De manière surprenante, différents groupes politiques en Turquie se sont unis sur ce point, tout comme dans la question chypriote. Les dirigeants du DSP, Bülent Ecevit du groupe gauche, et de l'ANAP, Mesut Yılmaz du groupe droite, soutenaient tous deux la même thèse.

Dans le cas du conflit du Karabakh, la Turquie s'est alignée sur l'Azerbaïdjan sans intervenir directement. La priorité était de résoudre rapidement le conflit. La Turquie a préféré faire pression sur la communauté internationale et les plateformes multilatérales pour résoudre le problème de manière acceptée au niveau international.

Comme cela sera examiné dans les sous-parties suivantes, la politique de la Turquie a été plus interventionniste lors de la Deuxième guerre du Karabakh en 2020, montrant un soutien

⁶⁸ *Milliyet* *Dişimizi gösterelim*”, , 5 avril 1993, p. 1., “Özal: ‘Ermeni’yi korkutalım””, *Milliyet*, 6 Mars 1992, p.1

⁶⁹(*Milliyet*, “Ermenistan’a son uyarı”, 3 septembre 1993, p. 1

⁷⁰ ⁷⁰ Nigar Geybaliyeva, “The Fight For Political Stability And Preservation Of National Statehood In Azerbaijan 1993-1995”, *Journal Of Modern Turkish History Studies*, vol. 19, no.38, p.332.(328-343)

concret. La victoire de l'Azerbaïdjan a été présentée comme un succès du peuple turc dans une partie de l'opinion publique et du gouvernement, et les relations entre les deux pays ont été élevées au niveau de "l'alliance". Ce changement de stratégie est un bon point de comparaison pour comprendre où en est la politique étrangère turque après 20 ans.

2. Le contexte politique interne à la fin de la guerre froide

Après la période de Guerre froide, en plus de ces développements majeurs et de changements fondamentaux dans le système international, des événements qui influenceront les vingt prochaines années de la politique intérieure de la Turquie et fourniront des bases importantes pour comprendre la politique étrangère turque actuelle ont également eu lieu. Afin de comprendre les politiques d'ouverture et les stratégies actuelles de la Turquie dans les relations internationales et d'interpréter sa politique en Méditerranée, il est nécessaire d'examiner les innovations apportées par la période de Turgut Özal, de la prise de pouvoir par le coup d'État du 12 septembre 1980 jusqu'à l'année 1993, dans la politique extérieure turque l'extérieur, ainsi que la montée du nouveau courant politique de l'islamisme politique qui a comblé le vide politique du pays après que le coup d'État a neutralisé la société.

De plus, pour examiner la politique méditerranéenne de la Turquie pendant le règne du Parti de la justice et du développement, ce qui constitue le sujet principal de cette mémoire, il est essentiel d'étudier en premier lieu les origines idéologiques des décideurs. Par conséquent, dans les sections suivantes, la naissance de l'islam politique en Turquie et la place qu'occupe le Parti de la justice et du développement dans sa création seront brièvement abordées.

2.1. les années özaliennes en Turquie (1983-1993)

Les évolutions dans la politique intérieure de la Turquie ont influencé l'agenda de sa politique étrangère. Analyser sa politique étrangère d'une seule perspective serait une méthode d'analyse réductrice. Le coup d'État militaire du 12 septembre 1980 en Turquie et les trois années de régime militaire qui ont suivi ont eu des répercussions sur la politique interne et la politique étrangère au-delà de la seule période du gouvernement militaire. Par conséquent, l'analyse des années au pouvoir de Turgut Özal, et après son arrivée au pouvoir du gouvernement civil, et la compréhension de son héritage laissé à la Turquie par sa politique axée sur le leadership sont importants pour décrypter les politiques de la Turquie après la fin de la Guerre froide.

Cette partie de la mémoire se concentre spécifiquement sur la période examinée après le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, qui a vu la mise en place d'un gouvernement civil en 1983 avec Turgut Özal en tant que vice-Premier ministre. Alors que les facteurs externes traditionnels ont toujours un impact sur la politique étrangère turque, précédentes, les idées et les actions d'Özal ont tenté d'apporter un nouvel élan à la politique étrangère. Par conséquent, l'impact du changement du système international en tant que facteur externe sur la formulation de la politique étrangère, les effets de la figure d'Özal et l'héritage qu'il a laissé à la politique étrangère seront discutés. Pour ce faire, les changements radicaux dans le domaine de l'économie, où il était expert, et les innovations radicales qu'il a apportées au pays, ainsi que son approche idéologique adoptée en politique étrangère, seront examinés en premier lieu.

2.1.1. la politique d'ouverture économique (les décisions de 24 janvier 1980)

Les Décisions du 24 janvier sont un programme de réforme économique qui a été adopté par le 43^e gouvernement de la République de Turquie le 24 janvier 1980. Ces décisions sont historiques pour la Turquie car elles ont entraîné des changements significatifs à la fois sur le plan économique et sociologique. En 1979, Süleyman Demirel a confié à Turgut Özal la responsabilité de préparer un nouveau programme économique après l'avoir nommé sous-secrétaire. Ce programme, entièrement conçu par Özal en peu de temps, a été annoncé au public le 24 janvier 1980. En général, les principales caractéristiques de ce programme étaient les suivantes :

- Une dévaluation de 32,7 % a été effectuée et un régime de taux de change quotidien a été instauré.
- Des mesures ont été prises pour réduire la part de l'État dans l'économie.
- Le soutien de l'État a été supprimé, à l'exception des secteurs de l'engrais, de l'énergie et des transports.
- Des facilités ont été accordées au commerce extérieur et aux investissements étrangers.
- Les services d'entrepreneurs à l'étranger ont été encouragés et soutenus.
- L'importation a été libéralisée et l'exportation a été encouragée par diverses mesures incitatives.

Avec la mise en œuvre de ces décisions peu de temps après le coup d'État militaire du 12 septembre 1980, la question de la voie que la Turquie suivrait avec le coup d'État militaire est devenue une préoccupation. Cependant, grâce à la poursuite de Turgut Özal, l'architecte des Décisions du 24 janvier, au pouvoir, et à sa nomination de facto par le régime du coup d'État

au pouvoir lors des élections de 1983, la Turquie a pris la décision de s'adapter à la mondialisation.

Avec Özal, la Turquie a accordé de l'importance aux relations économiques et commerciales avec d'autres pays. Grâce aux politiques néolibérales mises en œuvre, la Turquie est passée d'une économie fermée à une économie plus libérale et en phase avec le marché mondial en l'espace d'une décennie. En parallèle avec les changements structurels, la Turquie a également orienté sa politique étrangère dans cette direction, lançant de nouvelles initiatives et recherchant de nouveaux marchés. Dans ce domaine également, la Turquie a réalisé d'importants progrès.

2.1.2. L'ouverture à l'est : le recherche des nouveaux marchés

La méthode de cette nouvelle politique d'Özal peut être résumée comme étant la tentative de forger une image de l'État turc capable de produire non pas des solutions militaires, mais des solutions politiques pour résoudre les conflits politiques par la négociation, et surtout, par la coopération économique, tout en étant entourée de conflits chauds dans sa région.⁷¹

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles une telle quête a émergé en politique étrangère. Après l'opération militaire de 1974 à Chypre, l'embargo imposé et la suspension des relations avec l'Union européenne après le coup d'État militaire de 1980 ont eu de graves conséquences sur l'économie turque. La crise politique avec l'Occident a naturellement affecté les relations économiques, entraînant un déclin des activités commerciales. En outre, à partir de 1987, l'économie turque a commencé à stagner et à s'orienter de manière constante vers la récession et la dépendance extérieure.

En conséquence, la Turquie a été contrainte de chercher de nouvelles voies. En fin de compte, la Turquie a opté pour le renforcement des relations économiques en utilisant ses relations de voisinage au Moyen-Orient et en profitant de l'union turque en Caucase. La réduction des exportations vers les marchés occidentaux a poussé la Turquie à s'intéresser davantage à une région géographiquement plus proche, allant des Balkans au Caucase, qu'elle affectionnait en raison de son histoire, de sa culture et de sa position géopolitique.⁷²

⁷¹ Turgut Özal, "Türkiye'nin Önünde Hacet Kapıları açılmıştır"(Mülakat: Mustafa Çalık), *Türkiye Günlüğü*, S.19, s. 15; Muhittin Demiray, "Turgut Özal Dönemi Türkiye Cumhuriyeti'nin Dış Politikası", *Türk Dış Politikası(Cumhuriyet Dönemi)*, Ed. Mustafa Bıyıklı, Gökkuşbu Yay., İstanbul 2008, s.275.

⁷² Ramazan Gözen. *Amerikan Kıskaçında Türkiye*, Liberte Yay., Ankara 2000, s. 20-22; Demiray, a.g.b, s. 274-275.

Ainsi, des accords ont été signés avec la Russie concernant le gaz naturel et les exportations, des ouvertures économiques ont été réalisées vers les nouveaux États turcs, les secteurs turcs ont temporairement retrouvé de la vigueur sur divers marchés grâce aux facilités portuaires de la mer Noire, et une diversification des relations a eu lieu.⁷³ De plus, l'incitation des États-Unis a joué un rôle majeur en ce qui concerne l'Asie centrale. Les États-Unis ont encouragé ces nouveaux pays à sortir de la zone du rouble, et pendant que les États-Unis entraient économiquement dans cette région, la Turquie y est également entrée grâce à ses hommes d'affaires et à leur intermédiaire.

2.2. Les réalisations politiques : la première vague néo-ottomaniste

Du début de la fin de la Guerre froide jusqu'au début du règne du Parti de la justice et du développement (AK Parti)⁷⁴, deux facteurs internes ont influencé la politique étrangère turque: le coup d'État du 12 septembre et la continuité de l'influence de Turgut Özal.

Au moment du coup d'État du 12 septembre, bien qu'aucune réaction immédiate ne soit venue du monde extérieur, les restrictions imposées aux libertés telles que l'adhésion aux associations/syndicats et aux universités énoncées dans la Constitution révisée de 1980 ont fait l'objet de critiques de la part de l'Europe. Les États-Unis, avec leur approche réalpolitique habituelle, ont soutenu le régime militaire en agissant conformément à leurs intérêts nationaux.

En conséquence, la Turquie est allée vers l'isolement international pendant la période après le coup d'État du 12 septembre.

Pendant cette période, les décideurs en politique étrangère et les diplomates turcs ont perdu leur autonomie et leur équilibre par rapport au gouvernement de plus en plus passive en raison de la pression. Ils n'ont pas réussi à maintenir l'équilibre entre le gouvernement et l'opinion publique en tirant parti des réactions de cette dernière.

L'influence de Turgut Özal sur la politique étrangère turque est principalement due aux politiques économiques décrites dans les sections précédentes. Özal a ouvert l'économie turque

⁷³ Oran, Op Cit., p. 234.

⁷⁴ Selon le document juridique, le Statuts du Parti de la Justice et du Développement, l'abréviation du parti est « AK Parti ». Étant donné que "AK" signifie également "propre" et "clair" en turc, il n'a pas été préféré par l'opposition en Turquie, et « AKP » a été utilisé au lieu. Afin de ne pas impliquer de jugement, dans ce travail, l'abréviation officielle décrit dans le Statuts du parti, "AK Parti", sera utilisée. Voir : Adalet ve Kalkınma Partisi Tüzük (Ankara : AK Parti Yayınları, 2002), 14."

à l'extérieur, mais en raison du manque de mécanismes appropriés, il l'a rendue dépendante de l'extérieur, affaiblissant ainsi la position de la Turquie en politique étrangère.

De plus, Özal était personnellement un libéral. Il croyait que des relations commerciales solides suffiraient à établir de bonnes relations entre les États. En particulier, son approche vis-à-vis de problèmes de politique étrangère gelés tels que les relations avec la Grèce, la question chypriote et les problèmes au Moyen-Orient, en contournant le ministère des Affaires étrangères, n'a pas réussi à résoudre ces problèmes conformément à la ligne de la politique étrangère traditionnelle.

Le point central de cette partie de la mémoire est l'idéologie de la politique étrangère appelée néo-ottomanisme adoptée par Turgut Özal, et dans quelle mesure les mesures prises dans cette optique ont façonné la politique étrangère turque contemporaine.

Le régime issu du coup d'État du 12 septembre a adopté « la synthèse turco-islamique » comme idéologie officielle. Cette notion a jeté les bases du mouvement de « l'Islamisme politique », et sera détaillée dans une sous-partie suivante. Étant donné que la synthèse turco-islamique était l'attitude officielle du gouvernement du 12 septembre, le néo-ottomanisme a été associé à cette idéologie en politique étrangère. Depuis la période de la Guerre d'indépendance, la Turquie avait volontairement délaissé cet héritage et cette identité. Pour Özal et ses conseillers néo-ottomanistes, une approche plus pluraliste de la politique étrangère est nécessaire. Il faut dépasser l'approche « Paix à la maison, paix dans le monde » de la République kémaliste laïque et les politiques statu quo adoptées pendant la Guerre froide, et d'adopter une perspective plus large que préserver le statu quo, mais il faut réaliser des gains propres à l'intérêt national de la Turquie. En fin de compte, les développements régionaux qui ont eu lieu autour de la Turquie et les options et dimensions nouvelles qu'ils ont apportées à la politique étrangère, en raison de la position et de la conjoncture de la Turquie, étaient en harmonie avec les objectifs et les opinions personnelles d'Özal.

Pour comprendre la période d'Özal, il est nécessaire de se pencher sur son cercle étroit d'influence plutôt que d'examiner les mécanismes de prise de décision de l'État. Hasan Celal Güzel, qui a été le sous-secrétaire d'Özal, a déclaré que la Turquie devrait sortir de sa fixation occidentaliste et abandonner le statu quo pour adopter une politique étrangère active et

assumer ses responsabilités historiques envers sa région.⁷⁵ Şükrü Karatepe, membre du Parti du bien-être à l'époque et plus tard conseiller du président Erdoğan, a déclaré que la conscience historique turque était piégée entre Edirne et Van devrait être libérée au nom de la devise « Paix à la maison, paix dans le monde ». Il a déclaré que la clé de cette rotation résidait dans la redécouverte de l'héritage ottoman et que la Turquie est forcée de reprendre sa politique étrangère activement dans les régions ex-ottomanes, même si elle ne le veut pas.

Özal a concrétisé toutes ces pensées dans sa vie politique. Il a souvent souligné que le XIX^{ème} siècle serait l'ère pour la Turquie et que cette opportunité ne se présenterait que tous les 400 ans. Cela signifie que la Turquie est désormais délibérée des limites causées par sa préoccupation de sécurité dans le système bipolaire. Il est maintenant le temps où la Turquie va trouver elle-même sur la scène internationale plus multi-dimensionnelle dans sa politique étrangère. Il a également souligné la nécessité que la Turquie établisse une zone d'influence de la région des Balkans jusqu'à l'Adriatique, y compris le nord de l'Irak et la Syrie. Il souhaite notamment de le faire sur les relations économiques. Il a cru que les outils comme les accords de libre-échange, les facilités dans les investissements etc. Sa volonté d'accroître la présence et l'influence de la Turquie dans les Balkans, le Moyen-Orient et l'Asie centrale grâce à des liens historiques, culturels et économiques, s'alignait avec la politique régionale des États-Unis, la seule superpuissance à l'époque. Par conséquent, contrairement à l'ère AK Parti, la Turquie a coopéré en harmonie avec les États-Unis et s'est alignée sur eux dans des domaines tels que la guerre du Golfe, l'Asie centrale et le Caucase.

2.2.1. Les relations avec l'allié ancien, les Etats-Unis

Bien que la période du régime militaire du 12 septembre 1980 à 1983 ait été marquée par l'isolement de la Turquie sur la scène internationale, les relations avec les États-Unis ne se sont pas détériorées. Pendant cette période où les relations avec les pays d'Europe occidentale et la Communauté européenne se sont refroidies, la Turquie s'est tournée davantage encore vers les États-Unis.

⁷⁵İlhan Uzgel ve Volkan Yaramış, “Özal’dan Davutoğlu’na Türkiye’de Yeni Osmanlıcı Arayışlar”, *Doğudan*, 2010 no. 16, p. 3 s.3-31.

En fait, pendant ces trois années, la Turquie a accepté tout ce qu'elle avait précédemment refusé. L'accord de coopération économique et de défense (SEIA) a été réapprouvé, garantissant ainsi les bases, l'aide économique et militaire. Sous le Plan Rogers, la Grèce est revenue à l'aile militaire de l'OTAN, une décision acceptée par la Turquie pendant cette période. L'arrivée de Turgut Özal n'a pas tardé à améliorer les relations avec l'ancien allié, les États-Unis.

En novembre 1983, lors des élections organisées symboliquement par le régime militaire, le Parti de la Mère Patrie (ANAP), fondé par Turgut Özal, est arrivé en tête. Özal, qui avait des liens personnels avec les États-Unis, avait reçu le soutien américain comme l'a suggéré un article paru dans le Wall Street Journal avant les élections. Ayant une dimension religieuse, Özal a avancé l'idée que le capitalisme pouvait coexister avec l'Islam, donnant ainsi des indices sur le nouveau modèle économique qu'il voulait mettre en place.⁷⁶ En d'autres termes, les politiques néo-ottomanes se développeraient avec l'approbation et la coopération de l'allié. Alors, les revendications et le discours néo-ottomanistes du gouvernement ne portent que sur les questions économiques, culturelles et religieuses.

Les questions les plus importantes dans les relations pendant cette période étaient les aides économiques (des ventes militaires à l'étranger, *Foreign Military Sales*) et l'utilisation des bases militaires.

Özal avait vu le rôle qu'il pourrait jouer au Moyen-Orient. Ce qui était finaliser la question kurde en premier lieu si une nouvelle formation basée sur une fédération en incluant le Nord de l'Irak a été réalisé. En deuxième lieu, en résolvant le problème kurde, la démocratisation dans le pays sera établie.⁷⁷ De plus, il souhaitait obtenir plus d'influence et d'avantages économiques dans la région en répondant aux demandes américaines. Cependant, les États-Unis attendaient ces aides en échange de conditions politiques. En raison de l'augmentation de la pression exercée par les groupes d'intérêts grec à travers le Congrès sur la question chypriote, les aides économiques ont été réduites après la proclamation de la République turque de Chypre du Nord (RTCN) en 1983, et le gouvernement a été invité à prendre des mesures pour éviter la division de Chypre. Même pendant la période d'Özal, qui fut la période où la Turquie a reçu le plus d'aides américaines depuis l'époque de Menderes, la Turquie n'a pas pu les obtenir dans les conditions qu'elle souhaitait.

Pendant cette période, des travaux d'infrastructure ont été réalisés pour l'installation de la Force de réaction rapide à la base d'İncirlik.⁷⁸ De plus, le rapprochement entre la Turquie et

⁷⁶ Oran, Op Cit, p. 49.

⁷⁷ Muhittin Ataman, "Özalist Dış Politika: Aktif ve Rasyonel Bir Anlayış", vol. 7, no. 2 2003, p. 60.

⁷⁸ Hale, Op. Cit., p. 234.

Israël s'est renforcé, Özal a obtenu l'engagement de soutien à la Turquie auprès des groupes d'intérêts juifs au Congrès, et dans les années 1990, les relations ont pris la direction souhaitée par les États-Unis conformément aux Accords de paix d'Oslo.

2.2.2. Les relations avec la Fédération de la Russie

Alors que la période de transition de l'URSS à la Fédération de Russie en 1990 ait été marquée par des développements majeurs dans les relations, d'un point de vue géopolitique, la transformation de l'URSS en Fédération de Russie a accru l'importance de cette région pour la Turquie en raison des nouvelles frontières et conditions émergentes. Dans cette nouvelle ère, les deux parties tentaient de se repositionner dans le système d'après la Guerre Froide, privilégiant les relations économiques mutuelles et s'engageant dans le respect de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de la communication militaire.

Cela a créé à la fois de nouveaux conflits d'intérêts ainsi que des opportunités de coopération. Ces atouts et conflit des intérêts sur les sujets différents qui se déroulent en même temps qui agissent comme testeur dans les relations bilatérales tout au long de 2002-2022.

Le sujet du terrorisme montre cette « équilibre critique » dans les relations. Des groupes séparatistes menaçant l'intégrité territoriale des deux États sont apparus pendant ces années. La Russie a accusé la Turquie de permettre l'utilisation de son territoire par les Tchétchènes, de ne pas empêcher les citoyens turcs de combattre en Tchétchénie et d'envoyer de l'argent pour aider la région. Pendant la deuxième guerre de Tchétchénie qui a débuté à l'été 1999, la Turquie a adopté une attitude prudente. Le voyage du Premier ministre de l'époque, Ecevit, en Russie du 4 au 6 novembre 1999, a souligné que la Turquie n'agirait pas de la même manière qu'auparavant.⁷⁹

En réponse à cela, l'approche de la Fédération de Russie envers la question du PKK a été équilibrée. La Douma, ayant un rôle seulement symbolique dans les relations diplomatiques a d'abord organisé une conférence intitulée « Histoire du Kurdistan » à Moscou le 22 février 1994. Lorsque la Turquie a montré de la réticence à satisfaire ces demandes, Moscou a tenu une réunion du Parlement kurde en exil à Moscou en novembre 1995 avec l'autorisation de la Douma.⁸⁰

⁷⁹ [https://www.hurriyet.com.tr/gundem/ecevitin-rusya-gezisi\(21.09.2023\)](https://www.hurriyet.com.tr/gundem/ecevitin-rusya-gezisi(21.09.2023)) Tekin Aycan Taşcı, "Türkiye-Rusya İlişkileri ve Üst Düzey İşbirliği Konseyi", KARE, 2019, 8, 87.(81-128) <https://karedergi.erciyes.edu.tr/dergi/https://www.milliyet.com.tr/dunya/ecevit-rusya-gezisi> (22.08.2023).

⁸⁰ Okan Yeşilot - Burcu Özdemir, "Türk-Rus İlişkilerinin Geleceği: Rekabet mi? İş Birliği mi?", *Marmara Türkiyat Araştırmaları Dergisi*, 2016 III(2), p. 62.(55-73)

Cependant, on ne peut pas dire que tous ces développements ont empêché la coopération entre les deux pays. Le problème de la Turquie avec le PKK et le problème de la Russie avec la Tchétchénie ont été gardés comme une carte en réserve à utiliser dans les discours quand les relations se tendent parce que les deux pays reconnaissaient ces groupes comme terroristes.

Avant l'arrestation d'Öcalan, le chef du PKK, le 2 février 1999 à Nairobi, alors qu'il demandait l'asile à Moscou, la Douma a appelé Yeltsin à accorder ce droit le 4 novembre, ce qui a tendu les relations turco-russes.⁸¹ Cependant, en raison de l'attitude sensible de la Turquie, Öcalan a été expulsé de la Russie le 12 novembre et son arrestation ultérieure a empêché que les relations ne se détériorent davantage. En fin de compte, des signaux indiquant que les relations avaient réussi un test majeur ont été envoyés des deux côtés.

Pour élaborer des champs de coopération avec la nouvelle Russie, la Turquie a fait une visite qui était la quelle du président Turgut Özal à Moscou du 11 au 16 mars.⁸² Dans l'histoire de la Turquie, cette visite à Moscou à ce niveau n'a été que la deuxième après celle de Cevdet Sunay en 1969. À l'issue des entretiens, de nouvelles collaborations ont été signées, dont deux dans le domaine économique et une dans le cadre du Traité d'Amitié de 20 ans ce qui est devenu le document fondateur des relations bilatérales après la guerre froide.⁸³

Le premier égard était les ressources énergétiques pour la Turquie. La Turquie avait une demande énergétique et environ 51,6 % de cette demande était ce qu'elle doit importer à cette époque, et cette demande a considérablement augmenté en raison de l'augmentation de la population jusqu'à nos jours.⁸⁴ La Turquie a voulu être un carrefour énergétique signifiait à la fois des revenus économiques et une puissance stratégique. En conséquence, la Turquie a émis deux règlements en 1994 et 1998, en mettant en avant les dangers d'un trafic aussi intense dans les détroits.⁸⁵

Parmi les enjeux dans les relations turco-russes, il existe la politique étrangère néo-ottomaniste adoptée par la Turquie a naturellement dérangé la Russie. La Turquie, qui voulait réinfluencer les anciens territoires avec son héritage ottoman, a créé une nouvelle zone de rivalité pour la Russie. Le slogan « De l'Adriatique à la Grande Muraille de Chine, le monde turcique » adopté d'abord par Demirel et ensuite par Özal, ainsi que les tentatives d'élargir

⁸¹ Yeşilot - Özdemir, a.g.m., s.61-62; Aussi voir: Şener Aktürk (2013), "Türk-Rus İlişkilerinin Realist Bir Değerlendirmesi, 2002-2012: Zirveden Dibe mi?", *Hazar Raporu*, s. 55-70

⁸² Hikmet Özdemir, "Turgut Özal ve Avrasya", *Avrasya Dünyası*, 2018, no. 2, p. 6. (4-15)

⁸³ *Milliyet*, 4 Juin 1994, 17.

⁸⁴ TPAO, 2020 Petrol ve Doğal Gaz Raporu, 2021.

⁸⁵ [https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuatmetin/2.5.9811860.pdf\(23.09.2023\)](https://www.mevzuat.gov.tr/mevzuatmetin/2.5.9811860.pdf(23.09.2023))

l'alphabet turc en Asie centrale, ont suscité des inquiétudes en Russie qui abrite également des populations musulmanes et turques.

Bien que des vents de compétition aient soufflé entre la Turquie et la Russie au début, comme mentionné ci-dessus, dès que la Turquie a compris qu'elle ne pourrait pas être influente dans le Caucase et en Asie centrale, des progrès importants ont été réalisés dans la coopération avec la Russie. Le Conseil des affaires turco-russes établi dans le cadre de DEIK⁸⁶, (l'Association des hommes d'affaires turco-russes), l'Association des industriels et des hommes d'affaires de Laleli, et l'Association des industriels et des hommes d'affaires de Merter ont tous joué un rôle majeur dans le développement des relations économiques. De plus, sans aucun doute, le « commerce de la valise »⁸⁷, l'énergie et la construction ont été des secteurs qui ont ouvert la voie aux relations économiques.

Dans le cadre de ce projet appelé « Projet du MaviAkım »⁸⁸, un gazoduc d'environ 392 km de long a été posé passant sous la mer Noire et atteignant la ville de Samsun. Le marché russe dans le secteur de la construction est devenu un tournant pour les entreprises turques, passant d'un potentiel commercial de 9,5 milliards de dollars en 1987 à la fin de 1998.

En conséquence, en 1997, la Fédération de Russie est devenue le deuxième partenaire commercial le plus important de la Turquie. La politique de l'UE excluant la Turquie a également contribué à l'amener vers d'autres marchés que l'UE. En outre, la Coopération économique de la mer Noire, créée le 25 juin 1992 et ayant acquis une personnalité juridique internationale lors d'une réunion avec 11 pays à Yalta en 1998, est devenue une autre plateforme où les relations ont évolué.

2.2.3. Les autres initiatives de politique étrangère après la guerre froide

La politique étrangère néo-ottomane de la Turquie, en particulier pendant le mandat d'Özal, a adopté l'idée de « réconciliation de l'État turc avec son histoire ». Dans cette optique, la volonté de remettre en question les acquis de la République turque et de la révolution turque qui ont conduit à la rupture avec l'Empire ottoman a été mise en avant. Cette approche repose

⁸⁶ Conseil des Relations Économiques Extérieures, créé en 1986, est une organisation turque de coordination du secteur privé avec d'autres pays.

⁸⁷ Shuttle trading, en russe: челноки; L'OCDE définit comme "l'activité dans laquelle des entrepreneurs individuels achètent des biens à l'étranger et les importent pour les revendre sur les marchés de rue ou dans de petites boutiques. Souvent, les marchandises sont importées dans les valises sans déclaration complète afin d'éviter les droits d'importation.

⁸⁸⁸ Selon l'accord signé entre Ankara et Moscou en 1997, le projet "Flux Bleu" prévoit que la Turquie achètera 16 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an à la Russie pendant 25 ans. Environ 380 km du gazoduc de 1 213 km passent sous la mer Noire.(<https://enerji.gov.tr/bilgi-merkezi-dogal-gaz-boru-hatlari>)

sur la croyance que la nouvelle ère exige une prise de conscience et un rappel de l'héritage ottoman non seulement par la Turquie, mais aussi par les pays et les peuples de cette région, avec des attentes vis-à-vis de la Turquie. Pour ces pays qui ont acquis leur indépendance et qui traversent des difficultés sur cette voie, la Turquie pourrait être un bon exemple pour eux. En effet, des pays comme ceux issus de la dissolution de la Yougoslavie, l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan, le Kazakhstan, etc. ont demandé une coopération et une orientation de la part de la Turquie dans de nombreux domaines, tels que les Balkans avec la population bosniaque, les Turkmènes en Irak, etc.

La première initiative était l'Organisation économique de coopération de la mer Noire (OCEMN) conçue par la Turquie, notamment par Özal. Le but de l'organisation est d'augmenter la paix et la stabilité dans la région par le biais d'outils économiques. Cette idée a été accueillie avec enthousiasme par d'autres pays (Roumanie, Bulgarie, Russie). Après la dissolution de l'Union soviétique, l'organisation a considérablement augmenté en taille avec la participation de presque tous les pays de la région (Azerbaïdjan, Géorgie, Albanie, Roumanie, Moldavie, Bulgarie, Ukraine, Arménie).⁸⁹

Bien que des dispositions politiques aient été incluses dans l'accord, Özal a préféré que le concept reste sur le plan économique. En réalité, la plupart des pays membres ont des problèmes politiques critiques entre eux (par exemple, Azerbaïdjan-Arménie, Ukraine-Russie, etc.).

Özal a également attiré l'attention sur l'aspect culturel de l'organisation. Lors de ses visites dans les pays membres, il a signé des protocoles de coopération culturelle, et ces pays ont envoyé des attachés militaires et culturels financés par la Turquie. De plus, la Turquie a fourni une aide économique à l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Macédoine. Pendant la guerre de Bosnie, une aide officielle de 22 millions de dollars a été fournie aux Bosniaques. Özal a également encouragé la coopération entre ces pays, en mettant l'accent sur le développement des systèmes de télécommunications et de transport en vue de leur unification. À cet égard, le projet autoroutier Albanie-Bulgarie-Turquie est important.

Un autre projet proposé par la Turquie était la création d'une force de maintien de la paix dans les Balkans. L'objectif principal était de faciliter le processus d'harmonisation en cas

⁸⁹ Organisation de coopération économique de la mer Noire, (OCEMN). **Pour les activités et les contributions de l'organisation voir:** Gökyigit, Nihat, "Success of the Black Sea Economic Cooperation Zone and the Role of Turkey", Turkish Review Quarterly Digest, Vol. 5, No: 28, Summer 1992, pp. 7-10. (écrit par le président fondateur de l'Organisation).

d'adhésion ultérieure des pays à l'OTAN. Une réunion a eu lieu à Skopje en 1998 dans le cadre du programme BİO de l'OTAN, avec la participation de la Turquie, de la Grèce, de la Bulgarie, de la Macédoine, de la Roumanie et de l'Italie. La Turquie a assumé le commandement de la rotation tous les deux ans.

Le Processus de coopération de l'Europe du Sud-Est (SEECp)⁹⁰, créé en 1996 à Sofia dans le but d'établir la paix, la confiance et la stabilité dans la région, est un autre exemple des nouvelles initiatives de la Turquie. Grâce aux efforts de la Turquie, la Charte du SEECp, signé lors du Sommet de Bucarest le 12 février 2000, est doté d'une base solide du développement du Processus. Ainsi, pour la première fois depuis le Pacte balkanique de 1934, un document signé par les pays de la région a été établi. Par le biais de cette plateforme, la Turquie a cherché à maintenir activement son influence politique dans la région. Dans ce contexte, en juin 1998, une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres du SEECp a été organisée à Istanbul, suivie d'un sommet des chefs d'État et de gouvernement à Antalya en octobre 1998.

L'Agence turque de coopération et de développement (TIKA), l'un des outils les plus importants des nouvelles initiatives de la Turquie, a été créée le 27 janvier 1992, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères.⁹¹ Surtout dans les pays où la langue turque est parlée et dans les pays voisins de la Turquie, l'objectif est de contribuer au développement de pays en développement, d'améliorer la coopération économique, commerciale, technique, sociale, culturelle et éducative avec ces pays grâce à des projets et des programmes. De cette manière, elle pourrait augmenter sa zone d'influence à long terme dans ces pays. En 1999, sous l'influence de l'ignorance bureaucratique d'Özal, elle a été transférée au Premier ministre. Enfin, en 2001, elle a acquis la personnalité juridique en tant qu'organe d'État responsable. Ses missions comprennent le développement des structures étatiques indépendantes des pays, la préparation de la législation, la formation des fonctionnaires publics, l'aide pendant la période de transition vers une économie de marché libre, l'envoi d'experts dans ces pays et la coordination de bourses pour les personnes venant de ces pays. De plus, la mise en œuvre de programmes de coopération dans les domaines de l'éducation et de la culture à l'étranger, par l'intermédiaire des Centres culturels turcs, a également été un moyen de diffusion de la culture turque.

Cependant, ce qui distinguait TIKA des agences internationales comme l'USAID des États-Unis ou l'AFD de la France, c'était que l'accent était mis sur les valeurs nationales, les caractéristiques sociales et culturelles des pays bénéficiaires et la prise de responsabilités égales

⁹⁰SEECp, Le Processus de Coopération en Europe du Sud-Est.

⁹¹ <https://www.tika.gov.tr/tr/sayfa/tarihce-222>(12.08.2023)

avec les pays bénéficiaires dans les projets, même après leur achèvement, était assurée. TIKa a rapidement renforcé son efficacité en développant 270 projets de coopération technique et de coopération entre sa création et la fin de l'année 1999. Par ailleurs, les activités de TIKa dans le Caucase et en Asie centrale après la dissolution de l'URSS ont augmenté considérablement au fil du temps. Tout d'abord, environ dix mille étudiants des Républiques turques reçoivent une bourse chaque année pour étudier dans les écoles et les universités turques. Le ministère de l'Éducation nationale a ouvert des écoles officielles en Asie centrale enseignant les langues nationales ainsi que le turc et l'anglais. Cependant, en raison du grand nombre d'écoles privées affiliées à FET (l'organisation terroriste appelé par le nom de sa tête, Fethullah Gülen), ces écoles privées ont eu plus d'influence. On dit qu'en 1999, les membres de FETO avaient 73 écoles dans toutes les républiques d'Asie centrale sauf le Tadjikistan. De plus, le journal Zaman, reflétant la propagande médiatique et politique de l'organisation, est publié en langues nationales et en turc et distribué dans la région. Bien que la Turquie soit un État laïc en vertu de sa Constitution, le soutien de certains cercles turcs aux tentatives de revitalisation de l'Islam et aux voies de radicalisation dans l'Asie centrale ne représentait pas une bonne image pour les représentants officiels turcs sur le terrain. À partir de 1992, la Radio-télévision turque (TRT), par le biais de satellites, a commencé à émettre en turc en Europe de l'Est. De plus, la Turquie a encouragé l'adoption de l'alphabet latin au lieu de l'alphabet cyrillique ou de l'alphabet arabe emprunté à d'autres pays musulmans comme l'Iran. Cette campagne a réussi, et en 1996, l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan ont officiellement adopté l'alphabet latin pour l'écriture de leurs langues.

2.3. L'émergence d'une nouvelle idéologie : « l'islamisme politique »

Dans la politique étrangère turque, le concept de l'Islam politique n'a jamais vraiment trouvé sa place, étant donné que dans son combat perçu comme une « cause », il a eu tendance à utiliser des instruments de politique étrangère afin d'atteindre à cette cause mais s'est heurté à certains principes traditionnels propres à l'essence de l'État comme la laïcité. L'idéologie derrière la notion de « cause » a contribué à expliquer les raisons des démarches de politique étrangère de l'Islamisme politique. Cependant, la Turquie est dotée trop de perceptions de menaces et de risques pour construire la politique étrangère turque sur des bases idéologiques. Les effets de l'Islamisme politique sur la politique étrangère ont certainement été présents, en particulier sous la direction d'Erbakan et pendant une période du AK Parti. Néanmoins, examiner l'Islamisme politique comme un facteur unique déterminant la politique étrangère

turque serait une analyse réductrice. Ce qui est compris ici, c'est que les premières idées politiques du AK Parti ont émergé par l'islamisme politique, qui était formé suite à des évolutions internes dans le pays et à des changements de dynamiques après le coup d'État du 12 septembre 1980. À la fin de cette analyse, le but est de mieux comprendre les certains comportements du gouvernement AK Parti qui sont restés loin d'être rationnel et qui sont motivés par des facteurs irrationnels.

2.3.1. Les origines de l'islamisme politique

Les origines de l'Islam politique sont liées à l'Empire ottoman. Cet empire, associé à l'Islam en tant que pouvoir divin (le Sultan prend sa légitimité d'abord du Dieu, et l'héritage patrimonial), a abrité une société cosmopolite et l'a dirigée en paix et en stabilité pendant des siècles. Depuis la fondation de l'Empire ottoman dans XIIIème siècle, l'Islam s'est institutionnalisé, exerçant une influence considérable sur la gouvernance de l'État et la législation, bien que cela n'ait pas transformé l'État en un pouvoir théocratique. En effet, les différentes communautés, regroupées en fonction du concept de « *millet* »⁹², vivaient selon leurs propres règles et coutumes sans être assimilées, préservant ainsi leur identité. L'approche islamique, déjà présente antérieurement, a été officiellement adoptée comme idéologie d'État pour la première fois sous le règne d'Abdülhamid II.⁹³

Durant la période de premières années de la République, les premières années ont été marquées par la transmission des cadres ottomans à la génération de la République, et les partisans et les opposants du kémalisme et du CHP étaient principalement issus de cercles islamiques conservateurs. Pendant la période à parti unique, où le kémalisme était en train d'être érigé en idéologie officielle, diverses mesures ont été prises sous le principe de la « laïcité ». Le mouvement de sécularisation, qui a débuté avec l'abolition du califat en 1924, a également vu la récitation de l'appel à la prière passer de l'arabe au turc la fermeture des confréries et des derviches, la fermeture des médersas (*medrese*) pour l'enseignement, la loi de 1924 sur l'unification de l'enseignement, l'interdiction des activités des ordres soufis, et la suppression du statut d'Islam comme religion officielle de l'État en 1928.⁹⁴ En réponse à ces mesures, des

⁹² Halil İnalcık, Devlet-i Aliyye: Osmanlı İmparatorluğu Üzerine Araştırmalar Vol 1, 2008, İş Bankası.

⁹³ Efekan İncoğlu, "Türkiye'de Siyasal İslamcılığın Evrimi", Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Siyaset Bilimi Anabilim Dalı, Yayınlanmamış Yüksek Lisans Tezi, 2009, p. 100.

⁹⁴ Yasemin Doğaner, "Atatürk Dönemi Türkiye'sinde Sosyo-Kültürel Değişim", *Uluslararası Asya ve Kuzey Afrika Çalışmaları Kongresi*, 2007, p. 241.

réactions n'ont pas tardé à se faire sentir. Parmi les plus significatives, on peut citer la Révolte de Cheikh Sait en 1925 et l'Incident de Menemen en 1930.

La transition vers le multipartisme a ouvert la voie à l'opposition de droite et à son discours au sein du système politique, devenant ainsi le refuge de l'Islam politique. Pendant le gouvernement du Parti démocrate (DP), la pression de l'État sur les institutions et les idéologies islamiques a été levée, permettant à l'islamisme de reprendre des activités intellectuelles. La politisation de l'Islam en tant qu'outil politique a émergé pendant la période du DP.⁹⁵ En même temps, au sein de la société qui gagnait en liberté, les idées politiques islamistes ont commencé à germer au sein de l'intelligentsia. Les pratiques populistes du gouvernement ont évolué d'un discours indépendant vers une idéologie et un axe idéologique. Un exemple de cette époque est Necip Fazıl Kısakürek. Dans la période d'après 1960, l'Islam a été adopté de manière indépendante dans le discours du Mouvement pour un monde plus juste (*Milli Görüş*). Dans les années 1970, influencé en grande partie par la Révolution iranienne, l'Islam politique s'est radicalisé et est devenu une doctrine. Les tentatives du kémalisme pour élever le peuple au niveau des civilisations contemporaines ont été perçues par ces groupes comme une tentative d'homogénéiser la population de manière coercitive et assimilatrice afin de créer une citoyenneté uniforme et cosmopolite. La transformation de ce monisme sera soutenue par une base solide à différentes époques.

Dans les années 1970, avec l'intensification des affrontements entre la gauche et la droite menaçant la sécurité publique, la synthèse turco-islamique est née de la fusion de ces deux concepts, dans le but de former un bloc contre le mouvement de gauche. À ce moment-là, le coup d'État du 12 septembre a eu lieu, et le régime militaire a réussi à réprimer à la fois le mouvement de gauche et de droite. Ce groupe, connu sous le nom d'Aydınlar Ocağı (Société des Intellectuels), s'est rapidement implanté et a acquis des positions clés dans les institutions éducatives et culturelles, jouant un rôle majeur dans la montée en puissance de l'islamisme politique sous l'autorité du régime militaire.⁹⁶

En 1986, le rapport du Haut Conseil de la culture, de la langue et de l'histoire d'Atatürk a marqué l'officialisation de la synthèse turco-islamique.⁹⁷ Les principes d'une « culture nationale » ont été définis dans ce rapport, ayant pour sources principales le turquisme et l'Islam. Il était affirmé que les Turcs ne pouvaient pas préserver leur identité sans l'Islam et que

⁹⁵ Metin Toker, *Demokrasimizin İsmet Paşalı Yılları (1922-1973)*, Vol.3: *Demokrasiden Darbeye (1954-1960)*, Bilgi, 1990,

⁹⁶ Hale, Op. Cit, p. 357.

⁹⁷ Oran, Op. Cit, p. 21-25.

l'Islam était la religion la mieux adaptée aux Turcs. Durant cette période, des efforts ont été déployés pour concilier l'Islam avec le kémalisme. Durant les années 1980, des symboles islamiques ont commencé à émerger dans la vie quotidienne, mais ces tentatives ont été contrecarrées par le processus du 28 février.

Suite au coup d'État militaire du 12 septembre 1980, tous les partis politiques en activité en Turquie ont été fermés, le parlement et la Constitution ont été suspendus. Les dirigeants des partis politiques sont devenus inéligibles. Par conséquent, jusqu'aux années 1990, la vie politique turque n'a été représentée que par le Parti de la mère patrie (*Anavatan Partisi- ANAP*), dirigé par Turgut Özal. Avant le coup d'État de 1980, le Parti du Salut National de Necmettin Erbakan (*Milli Selamet Partisi-MSP*) représentait l'islamisme politique, mais ce parti a été fermé après le coup d'État, et son chef est devenu inéligible. Après 1980, le MSP a été suivi par le Parti de la Prospérité (*Refah Partisi-RP*). Cependant, ce n'est que le 11 octobre 1987 qu'Erbakan a pu monter sur la scène politique après la fin de son interdiction politique. Le principal objectif d'Erbakan et de son parti était d'établir un « ordre juste ».⁹⁸ Pendant cette période, les services municipaux, les services publics et le rôle général de l'État dans le bien-être de la population en Turquie ont subi une transformation. Enfin, avec la victoire du RP aux élections de 1995, l'islamisme politique a pour la première fois accédé au pouvoir, en collaboration avec le Parti de la Voie Correcte (*Doğru Yol Partisi-DYP*)⁹⁹ et utilisé cette puissance pour la Cause. Dans cette optique, Erbakan, en rencontrant Mouammar Kadhafi en Libye et en organisant des dîners d'iftar pour les leaders de communautés religieuses et de confréries à la résidence du Premier ministre, a suscité des craintes des « activités réactionnaires » à la fois auprès de l'Armée et de certaines parties de la bureaucratie.

La conception politique islamique d'Erbakan présente un discours similaire à celui d'Abdülhamid II. L'objectif de « Leader Turquie », orné d'objectifs tels que la nécessité pour la Turquie d'être forte face à l'Occident et la coopération avec d'autres pays musulmans du monde sous l'égide de l'Islam, a évolué vers la création d'un « Marché commun islamique » en parallèle avec les États turcs qu'on observe chez Demirel et Özal.¹⁰⁰ Contrairement à la ligne kémaliste, il a cherché à développer la coopération avec des pays comme l'Iran ayant réalisé la Révolution

⁹⁸Fatıma Aksakal, "İslam Siyaset Düşüncesi Bağlamında Milli Görüş Hareketi Ve Siyasal Dinamikleri: Milli Görüş'ün Siyasi Söylemleri Ne Kadar Günceldir?", *Esam Ekonomik Ve Sosyal Araştırmalar Dergisi*, 2022 vol. 3, no. 1, p. 162. S. 155-168. *

⁹⁹ Successeur du Parti Démocrate fondé en 1946 (*Demokrat Parti- DP*) et du Parti de la justice fondé en 1961 (*Adalet Partisi-AP*).

¹⁰⁰ Ali Bilgenoglu, Barış Gürsoy, "Dağı Yerinden Oynatmak": Necmettin Erbakan'ın Dış Politika Perspektifinde Türkiye Merkezli İslam Birliği'nin İmkânı", *Avrasya Uluslararası Araştırmalar Dergisi*, 2023, vol. 11, no. 36, p. 346. 340-362.

islamique, la Libye de Kadhafi et la Malaisie. Naturellement, les liens internationaux avec les gouvernements ayant depuis longtemps amené l'Islam dans la sphère politique de ces pays ont également été renforcés en arrière-plan. Pendant le mandat d'Erbakan en tant que Premier ministre, le maire de Sincan, un quartier d'Ankara, Bekir Yıldız, a organisé une « Nuit de Jérusalem » similaire au régime de Khomeini et a invité l'ambassadeur d'Iran. Dans la salle de l'événement, de grandes portraits des dirigeants du Hamas et du Hezbollah étaient accrochés.¹⁰¹ L'ambassadeur d'Iran a prononcé un discours louant le régime iranien et critiquant les relations diplomatiques d'Israël avec la Turquie. Le maire organisateur a été démis de ses fonctions par le ministre de l'Intérieur, et les ambassadeurs des deux pays ont été rappelés mutuellement.

En conséquence, à peine un an après la formation du gouvernement de coalition, lors de la réunion du Conseil de sécurité nationale du 28 février 1997, l'élite militaire et bureaucratique a considéré l'islamisme, le soutien à la charia et l'opposition à la laïcité comme la principale menace pour la Turquie dans laquelle des mesures ont été prises en conséquence.

Après cette date, le Mouvement de *Milli Görüş* et les futures branches du politique islamique ont constamment fait référence au coup d'État « postmoderne » du 28 février, en établissant les fondements de leur « cause » sur le fait que les élites kémalistes et séculières ne reconnaissent pas leur identité et en raison de l'absence de libertés religieuses. Cela a maintenu la base toujours solide.

La politique étrangère mise en œuvre par Erbakan, qu'il a lui-même qualifiée de « politique étrangère honorable », visait à éliminer l'incohérence de la Turquie dans la période après-guerre froide et son rôle en tant que le jouet de l'Occident. Cependant, le MSP a été fermé par la Cour constitutionnelle le 16 janvier 1998 en raison de « comportements contraires au principe de la République laïque ».¹⁰² Les politiciens issus de la tradition du Mouvement du *Milli Görüş* ont rejoint le RP nouvellement formé. Cependant, des désaccords ont commencé à apparaître entre les partisans du changement et du progrès au sein du Mouvement de la vision nationale et la direction du parti, formant deux factions : les « Innovateurs » dirigés par Abdullah Gül et les « Traditionalistes ». Ces désaccords ont également été alimentés par des facteurs sociaux.

A l'époque d'Özal, ayant accès au capital grâce aux politiques néolibérales, les groupes de conservateurs anatoliens n'ont pas réussi à créer une bourgeoisie islamique relativement forte tant qu'ils maintenaient leur opposition à l'Occident. Ainsi, un groupe d'hommes d'affaires se

¹⁰¹ Hale, Op. Cit, p. 221.

¹⁰² IX. Conclusion 1.Paragraphe, (AYM, E.1997/1, (Siyasi Parti Kapatma) K.1998/1, 16.1.1998, § ...)

définissant par leur « identité musulmane » a fondé l'Association des industriels et hommes d'affaires indépendants (MÜSİAD) en opposition à l'Association des industriels et hommes d'affaires de Turquie (TÜSİAD) affiliée à l'élite séculière. En 1994, cette association était organisée dans 18 provinces. La même dynamique qui avait contribué à l'organisation du Parti du salut national a également fonctionné ici, promettant de permettre à l'identité islamique mise de côté d'accéder au capital et de devenir une classe aisée grâce au « capitalisme éthique ». La divergence au sein du Mouvement de la vision nationale est apparue ici. L'équipe d'Erbakan a choisi une approche accommodante et pragmatique au nom de la « cause », tandis que les « Innovateurs » ont cherché à s'intégrer au système international, à adopter une approche modérée en politique intérieure et ainsi à créer une « nouvelle Turquie ».

Lors du congrès du parti le 14 mai 2000, le candidat des « Innovateurs » Abdullah Gül a perdu la course à la présidence du parti de justesse avec 521 voix contre le candidat proche d'Erbakan, Recai Kutan, qui a remporté la présidence générale avec 633 voix. Le Parti de la vertu a été fermé le 22 juin 2001. Recai Kutan et Necmettin Erbakan ont fondé le Parti de la félicité, tandis qu'Abdullah Gül, Recep Tayyip Erdoğan, Bülent Arınç et d'autres n'ont pas rejoint ce parti. Le groupe « Innovateur » qui s'était séparé du Mouvement de la vision nationale a fait son entrée dans la politique en tant que Parti de la justice et du développement le 14 août 2001, remportant les élections suivantes en 15 mois et gouvernant le pays pendant 20 ans.

2.3.2. La création du cadre fondateur du parti de la Justice et du Développement

Le Parti de la Justice et du Développement (AK Parti) a été fondé sous la direction de Recep Tayyip Erdoğan le 14 août 2001. Lors de leur premier mandat, Abdullah Gül a été élu Premier ministre en tant que président du parti, car Erdoğan était alors en prison et sous « interdiction politique ». En fin de compte, Gül a transmis le poste de Premier ministre à son camarade de lutte Erdoğan lorsque le moment est venu. Parmi les membres fondateurs figuraient des personnalités telles qu'Ali Babacan, Ayşe Böhürler, Binali Yıldırım, Burhan Kuzu, Mevlüt Çavuşoğlu et Nurettin Canikli.

La séparation de cette équipe « innovatrice » du Mouvement du *Milli Görüş* a suscité beaucoup d'attention.¹⁰³ Ils sont également apparus sur la scène politique avec une prétention de « changement ». À cette époque, il y avait aussi une partie qui ne croyait pas en leur changement et qui pensait que leur tendance politique était similaire à celle de l'islamisme politique depuis les années 1970. Le chemin qu'ils ont défendu au sein de ce nouveau parti et

¹⁰³Hürriyet, "Ben değiştim", 8 janvier, 2008, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/erdogan-ben-degistim-47259> (accédé le 08 septembre 2023).

avec cette équipe « innovatrice » a été décrit comme un Islam politique modéré, démocratique et libéral.¹⁰⁴

La période du 28 février a porté une attaque sérieuse au parti d'Erbakan et au Mouvement du *Milli Görüş*.¹⁰⁵ Ce coup a conduit à une auto-critique à la fois au sein de la société et parmi les cadres politiques. De plus, des points tels que la nécessité de survivre dans le système capitaliste libéral ont suscité des réflexions sur la manière dont la religion et l'Islam devraient être liés. C'est à ce moment-là qu'AK Parti, qui a pu structurer la relation entre l'Islam et la politique via les « droits et libertés religieux »,¹⁰⁶ est devenu un représentant pour faire avancer la voix de la « communauté opprimée » lors du 28 février en portant les plaintes de la périphérie vers le centre. Cela a permis à l'AK Parti de devenir le premier parti voté en 2002. AK Parti a apaisé une crise politique de l'époque qui provient de la manque de bonne représentation auprès des partis politiques traditionnels.

L'islamisme politique a été perçue comme une menace pour la stabilité de l'État et la sécurité nationale. Le gouvernement d'AK Parti a cherché à surmonter cet obstacle et à s'intégrer à la vie politique sans perturber les bases établies par la Révolution d'Atatürk en Turquie. Pour ce faire et pour ne pas perdre sa base électorale, le chemin de la « démocratie conservatrice » a été choisi.¹⁰⁷ Cette identité politique a été publiée sous forme de manifeste par la maison d'édition du parti. Les électeurs du parti (y compris les citoyens affiliés au Mouvement du *Milli Görüş*) ont trouvé une réponse à leurs attentes de liberté religieuse sous le nom de « votes musulmans ». La démocratie libérale a permis que la voix de la communauté conservatrice, qui avait été exclue et marginalisée, soit entendue et représentée dans le système démocratique.

Cela a créé un récit attractif qui englobe à la fois le conservatisme et la démocratie. Après des années de coalitions, d'incertitudes et de crises économiques, le discours « modéré »¹⁰⁸ du parti, qui visait la massification, a été couronné de succès en 2002. Le livre « Muhafazakar Demokrasi » (La démocratie conservatrice) écrit par Yalçın Akdoğan pourrait être considéré comme un manifeste idéologique d'AK Parti. Akdoğan soutient que le

¹⁰⁴ Akdoğan, Op. Cit, p. 5.

¹⁰⁵ İnceoğlu, Op. Cit, p. 64.

¹⁰⁶ Ahmet Yıldız, “Ak Partinin “Yeni Muhafazakâr Demokratlığı”: Türkiye Siyasetinde Adlandırma Problemi” , *Liberal Düşünce*, 2004, p. 5.

¹⁰⁷ Yalçın, Akdoğan, *Ak Parti ve Muhafazakâr Demokrasi*, Alfa, İstanbul(istanbul: Alfa).

¹⁰⁸ Yıldız, Op. Cit., p. 6.

conservatisme favorise la démocratie, limite le pouvoir et, surtout, soutient le système économique capitaliste. Il défend le conservatisme dans le cadre d'un système démocratique qui accepte les différences culturelles et respecte les institutions et les valeurs uniques de chaque société. Selon Akdoğan, à une époque où les idéologies et les nationalités perdent de leur importance à l'ère du millénaire, le conservatisme du XIX^{ème} siècle est plus démocratique que le pur libéralisme ou le marxisme. De même, le conservatisme vise la prospérité pacifique de toutes les parties de la société, il ne s'intéresse pas à savoir si les politiques sont libérales, communistes, étatiques ou orientées vers la privatisation.¹⁰⁹ Les politiques économiques ne doivent pas être débattues à un niveau idéologique. Les politiques nécessaires pour assurer la coexistence pacifique de la société peuvent être mises en œuvre. S'il est nécessaire d'intervenir sur le marché, il intervient, puis le laisse fonctionner de manière autonome.¹¹⁰ Ainsi, AK Parti a créé cette identité manquante au moment de sa fondation avec ces discours. En réalité, cela découle de la préoccupation de ne pas avoir d'identité ou de ne pas accorder d'importance à la politique identitaire.

Les membres fondateurs de l'AK Parti comprenaient des personnalités telles que Bülent Arınç, Abdullah Gül, Abdülâtil Şener. Le parti a également inclus des personnalités issues du Parti du salut national (MSP), le Parti du Bien Être- le Parti de la Prospérité (ligne de *Milli Görüş*), du Parti de la Mère-Patrie (les personnes proches de Turgut Özal) et du Parti de la justice (centre-droit).¹¹¹

Après son poste de Premier ministre lors du premier gouvernement, Abdullah Gül a servi en tant que ministre des Affaires étrangères dans les gouvernements suivants. En 2007, il est devenu président de la République, puis a transmis son poste à Erdoğan en août 2014 et s'est retiré de la politique. Abdülâtil Şener, quant à lui, a été vice-premier ministre et ministre d'État dans le deuxième gouvernement d'Erdoğan après les élections de 2002.¹¹² En 2007, il n'a pas été nommé candidat aux élections et a démissionné de l'AK Parti, dont il était l'un des fondateurs. En 2009, bien qu'il ait fondé le Parti de la Turquie, il a démissionné de son poste de président du parti après n'avoir pas atteint les résultats escomptés. Ensuite, il est devenu candidat indépendant aux élections législatives de 2011 et n'a pas réussi à entrer au Parlement. Bülent Arınç, en particulier après l'enquête du 17 décembre, est devenu l'une des personnalités

¹¹⁰ Voir: Akdoğan, Op. Cit, p. 26-40.

¹¹¹ İsmail Şükür, "Adalet ve Kalkınma Partisi'nin Siyasi Partilerin Doğuş Teorileri, Tipolojileri ve Kurumsallaşmaları Açısından Değerlendirilmesi", *Uluslararası Yönetim Akademisi Dergisi*, 2020, vol. 3, no. 3, p. 687.

¹¹² Les membres fondateurs, Adalet ve Kalkınması Partisi, <https://www.akparti.org.tr/ak-kadro/kurucu-uyeler/>

qui ont perdu en influence au sein du parti. Il a été renommé candidat aux élections de 2015, mais après la tentative de coup d'État du 15 juillet, sa loyauté au sein du parti a été remise en question. Ali Babacan, pour sa part, a été ministre de l'Économie des 58^{ème} et 59^{ème} gouvernements. Ciblant l'électorat démocrate conservateur, il a créé un « système bancaire participative »¹¹³ basé sur le principe de partenariat entre le travail et le capital, offrant ainsi une alternative bancaire sans frais d'intérêt dans le système économique de marché libre et permettant au groupe religieux de disposer d'un espace économique distinct.

Alors que la ligne politique d'AK Parti était ainsi définie, il était évident que sa politique étrangère serait différente de ce qui avait été vu jusqu'alors en Turquie. De plus, cette nouvelle et jeune équipe ne vivait pas dans une ère de guerre froide où la menace de sécurité était à son apogée. À l'heure où les équilibres mondiaux changeaient et où les relations internationales prenaient une dimension différente, le gouvernement de l'AK Parti était conscient qu'il devait adopter une politique étrangère différente et active, fondée sur les valeurs qu'il défendait. De la même manière qu'il a élaboré la « démocratie conservatrice » dans son manifeste politique, cette nouvelle équipe dynamique, en particulier les personnalités formées dans les milieux académiques, a décidé que la politique étrangère turque devait être basée sur une théorie rationnelle.

2.4. La politique extérieure de la nouvelle tendance politique

Depuis 2002, lors des gouvernements d'AK Parti, le poste de ministre des Affaires étrangères a été successivement occupé par Yaşar Yakış, Abdullah Gül, Ali Babacan, Ahmet Davutoğlu, Feridun Hadi Sinirlioğlu et Mevlüt Çavuşoğlu.¹¹⁴ En outre, au cours de la période AK Parti, plusieurs acteurs ont été déterminants dans la construction, le discours et les mécanismes de prise de décision de la politique étrangère turque. Les vingt ans de règne du parti au pouvoir, en tant que parti unique pour quinze ans et après sous « l'alliance »¹¹⁵ avec le MHP, ont entraîné l'influence de différents facteurs et tendances sur la politique étrangère.

¹¹³ La banque participative : Il s'agit d'un système bancaire qui collecte des fonds sur la base d'une participation aux bénéfices et aux pertes et met des fonds à disposition par le biais du commerce, du partenariat et du crédit-bail, etc. Les transactions ne sont pas effectuées sur des sujets "jugés" nuisibles à la société tels que les boissons alcoolisées, les jeux de hasard, les armes et les produits du tabac (Ed. Aydın Yabancı, Participation Banking with Questions, TKBB, 2013, Istanbul).

¹¹⁴ La liste des ministres des affaires étrangères de la Turquie, Voir: <https://www.mfa.gov.tr/disisleri-bakanlari-listesi.tr.mfa>

¹¹⁵ Le système d'alliance ne doit pas être confondu avec le système de coalition connu. Depuis que la Turquie est passée à un système présidentiel lors du référendum de 2017, le gouvernement et le cabinet sont formés par le président. Les partis de l'alliance coopèrent pour la répartition des sièges au Parlement. Par conséquent, les ministres des affaires étrangères ont été nommés entièrement par l'AK Parti.

Selon Erdem Eren, dans les premières années du pouvoir, la politique étrangère a été définie comme la construction du libéralisme.¹¹⁶ La Turquie a d'abord reflété dans sa politique étrangère les politiques axées sur les droits fondamentaux et les libertés qu'elle a promis sur la scène intérieure. L'adhésion à l'Union européenne a impliqué d'importants engagements dans les domaines juridiques et des droits de l'homme. Même si la politique étrangère d'AK Parti a subi des transformations au cours des vingt ans, afin de comprendre les politiques du parti au pouvoir dans les premières années, les idées fondamentales et la vision du monde d'AK Parti doivent être analysés.

2.4.1. Théoriser la politique étrangère : la profondeur stratégique¹¹⁷

Ahmet Davutoğlu a été nommé ministre des Affaires étrangères de la Turquie le 1er mai 2009. Ayant exercé en tant que conseiller en chef du Premier ministre depuis 2002, Davutoğlu est connu comme l'architecte intellectuel de la politique étrangère turque pendant la période d'AK Parti. Titulaire d'un doctorat, il est le deuxième ministre turc des Affaires étrangères à posséder une expertise académique en relations internationales après le Professeur Şükrü Sina Gürel. Il a développé une nouvelle vision de la politique étrangère et l'a pu mis en œuvre en occupant les postes au sein de l'Etat. Les résultats de ses politiques sont encore sujets à débat et il fait l'objet de critiques tenant sa part de responsabilité dans la situation actuelle de la Turquie. Bien que ces interprétations subjectives ne fassent pas partie du sujet de cette étude, il convient de noter ses efforts pour conceptualiser la politique étrangère turque et ses travaux visant à théoriser cette approche. Grâce à sa théorie, la rhétorique et la pratique de la politique étrangère turque ont été considérablement modifiées en basant sur une perspective scientifique. La période de Davutoğlu dans la politique étrangère turque a permis à la Turquie de jouer un rôle plus actif dans la politique régionale, auprès des organisations internationales et sur la scène politique mondiale.

Davutoğlu a travaillé en tant qu'assistant professeur à l'Université internationale islamique de Malaisie de 1990 à 1995. En 1999, il est devenu professeur et a rejoint à l'université Beykent en Turquie. C'est là qu'il a publié son œuvre la plus marquante, « Profondeur stratégique », qui a été réimprimée 13 fois en un an. Davutoğlu a également commencé à s'impliquer activement en dehors de sa vie académique en donnant des conférences

¹¹⁶ Voir: Erdem Eren, *Bütüncül Teori İnşası: AK Parti Dönemi Türk Dış Politikası'nın Analizi*, UPA Strategic Affairs, 2021, Vol. 2.

¹¹⁷ La théorie d'Ahmet Davutoğlu et le livre du même nom. Voir : Ahmet Davutoğlu, *Profondeur stratégique*, Küre, Istanbul, 2001.

sur les relations internationales auprès divers plateformes, de l'Académie militaire (*Harp Akademisi*) à MÜSİAD.¹¹⁸ Il a rencontré Abdullah Gül pour la première fois grâce à un article qui avait attiré l'attention de Gül dans les années 1980. Il a ensuite rencontré Erdoğan, mais il était plus proche de Gül. Pendant que Gül était Premier ministre, Davutoğlu l'assistait de manière informelle, et lorsque Gül a formé le gouvernement après être devenu Premier ministre en 2002, Davutoğlu est officiellement devenu conseiller en chef.

Après que Gül ait cédé la poste du premier ministre à Erdoğan, Davutoğlu a continué à exercer ses fonctions. Pendant cette période, il est devenu de plus en plus influent dans les relations extérieures en tant que « ministre de l'arrière-plan ».

Davutoğlu était connu pour son esprit attractif, sa base intellectuelle et sa vision de la politique étrangère qui ont attiré l'attention d'Erdoğan. Il cherche à donner une base théorique aux efforts déployés par la Turquie depuis l'époque de Demirel et Özal pour positionner le pays dans le nouveau système international. Son objectif était de convaincre les lecteurs et les décideurs en les motivant à adopter ces idées. En effet, dès le début de son ouvrage, il déclare : « Aujourd'hui, plus que jamais, il est nécessaire de disposer de cadres d'analyse stratégique qui apportent des perspectives alternatives sur l'avenir du pays. »¹¹⁹ La rédaction de cet ouvrage n'était pas motivée par des préoccupations académiques, mais par la nécessité de générer des politiques.

En très court résumé, le livre traite de la manière dont l'accumulation culturelle et historique d'un État façonne la perception de la scène internationale et de sa société. Davutoğlu, en se basant sur de nombreux exemples de pays européens, soutient que la construction de l'identité d'une société influe sur les perspectives stratégiques des États et que ces éléments peuvent évoluer en conflits à des fins géopolitiques.

En réalité, Davutoğlu a théorisé les débats autour du néo-ottomanisme émergent dans les années 1990. Il est apparu comme le nouvel héritier de ce mouvement. Selon l'auteur, l'acceptation par la Turquie de l'héritage ottoman constitue, dans l'équation du pouvoir, un élément constant aux côtés de la géographie, de la population et de la culture. En d'autres termes, comme l'a exprimé Şükrü Karatepe une décennie auparavant, la Turquie est tenue, qu'elle le veuille ou non, de prendre en compte l'héritage laissé par l'Empire ottoman dans sa politique étrangère.¹²⁰

¹¹⁸ Le curriculum vitae du ministre des affaires étrangères A. Davutoğlu, <https://www.mfa.gov.tr/ahmetdavutoglu.tr.mfa>

¹¹⁹ Davutoğlu, Op. Ct., p. Préface.

¹²⁰ Uzgel, Yaramış, Op. Cit., p. 3.

Il a introduit un point de vue différent, au-delà des principes déjà existants, ceux qui sont thèmes de « lieu » et de « géographie » dans la politique étrangère turque. Davutoğlu affirme que les civilisations et les sociétés sont façonnées par la perception de l'espace-temps et revêtent une identité. Les conditions géographiques préparent les événements historiques.¹²¹ Il soutient que les déclarations commençant par « la position géopolitique de la Turquie » sont clichées et ne sont que superficiels. La position géopolitique de la Turquie a jusqu'à présent été utilisée comme joker contre ou pour les grandes puissances, au lieu d'être utilisée pour élaborer une stratégie d'ouverture, et elle était une excuse pour préserver la politique conservatrice (politique de statu quo) dans les relations extérieures.. À cet égard, l'utilisation stratégique de la géopolitique de la Turquie dans la politique étrangère a pu être mise en œuvre pendant le mandat de Davutoğlu en tant que ministre des Affaires étrangères.

Il y soutient que la manière dont un État perçoit le monde et comment il est perçu par le monde est influencée par son héritage culturel et historique. Il note que les clichés du type « La position géopolitique de la Turquie » sont utilisés sans profondeur pour évoquer la géographie. Au lieu de cela, Davutoğlu propose une nouvelle perspective en introduisant les concepts de « lieu » et de « géographie » dans la politique étrangère turque. Il affirme que la perception des civilisations et des sociétés est façonnée par leur compréhension de l'espace-temps.¹²² La situation géographique a une influence préliminaire sur les événements historiques. En démarrant avec des phrases comme « La situation géopolitique de la Turquie », il souligne que les clichés sont superficiels et que la géopolitique de la Turquie n'a pas encore été utilisée pour créer une stratégie d'ouverture, mais a plutôt été utilisée comme un atout pour préserver la sécurité et le statu quo en présence de grandes puissances.¹²³ Durant son mandat au ministère des Affaires étrangères, Davutoğlu a pu appliquer l'utilisation stratégique de la géopolitique de la Turquie dans sa politique étrangère. Sa politique de « Zéro Problème avec les voisins », sa stratégie de soft power à travers la diplomatie culturelle, l'aide humanitaire, l'éducation et l'interaction culturelle, l'élargissement du réseau de missions diplomatiques du ministère turc et finalement des investissements dans les programmes de formation et de renforcement des capacités diplomatiques du personnel du ministère ont reflété sa vision différente et ont marqué la bureaucratie traditionnelle.¹²⁴

¹²¹Davutoğlu, Op. Cit., p. 101.

¹²²Ahmet Davutoğlu, "Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007", Insight Turkey, 2008, Vol. 10, No. 1, p. pp. 77-96

¹²³ Davutoğlu, Op. Cit., (2001), p. 85.

¹²⁴Mehmet Ali Tuğtan, "Kültürel Değişkenlerin Dış Politikadaki Yeri: İsmail Cem ve Ahmet Davutoğlu", Uluslararası İlişkiler, 2016, vol. 13, no. 49, p. 7. s. 3- 24.

2.4.2. « Du choc des civilisations » au « dialogue inter-civilisationnel »

Le concept de culture est utilisé pendant cette période à la fois en politique pour la construction d'identité et comme un déguisement pour le « conservatisme », ainsi que comme un outil pour exercer une influence en politique étrangère.

Après l'ère de la Guerre froide, de nombreuses théories ont été introduites pour l'ordre après-Guerre froide, et des tentatives ont été faites pour prédire de nouvelles relations internationales. La politique étrangère que Davutoğlu cherche à établir s'opposait à la thèse du Choc des Civilisations d'Huntington. Dans cette thèse, même si la Turquie cherche à se détacher de la civilisation à laquelle elle appartient, elle est considérée comme une région rejetée (*torn country*) par la civilisation à laquelle elle aspire à faire partie.¹²⁵ Cependant, contrairement à cette vision, en adoptant une identité de civilisation inclusive, la Turquie pouvait devenir un pays qui maintient l'unité et l'intégrité malgré les différences internes.¹²⁶ De plus, cette approche peut dépasser les divisions géoculturelles régionales et transformer la Turquie en un acteur efficace. S'appuyant sur ses propres expériences civilisationnelles et historiques, la Turquie peut ouvrir une nouvelle voie civilisationnelle, échappant aux pièges de l'exclusion géoculturelle.

Par conséquent, après 1991, en raison de l'augmentation de la capacité d'influence des concepts tels que la culture, l'appartenance, la civilisation et la religion dans les relations internationales, ils seront utilisés pour créer un agenda positif et même pour influencer les questions régionales par le nouveau gouvernement, en particulier au Moyen-Orient, dans les Balkans, en Extrême-Orient et en Afrique. Certaines questions seront abordées et la Turquie va essayer d'être inclus sur la table de négociation en utilisant ses liens culturels et historiques. L'accent sera mis sur l'établissement d'une « alliance » entre les civilisations plutôt qu'un choc ou un conflit.

Dans ce contexte, le concept d'Alliance des Civilisations a été lancé en 2005 par le Premier Ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, et le Premier Ministre espagnol José Luis Rodríguez Zapatero.¹²⁷ Plus tard, il a été soutenu par le Secrétaire Général des Nations Unies (ONU). Cette initiative a visé à renforcer la compréhension mutuelle et la coopération entre les pays aux cultures et civilisations diverses, et ainsi à promouvoir la tolérance envers les

¹²⁵ Samuel P., Huntington, "The Clash of Civilizations", *Foreign Affairs*, 1993, New York, Vol. 72, no. 3, p. 11.

¹²⁶ Davutoğlu, Op. Cit. (2001), p. 17.

¹²⁷ Ministère des Affaires Étrangères, "Alliance des Civilisations", <https://www.mfa.gov.tr/medeniyetler-ittifaki.tr.mfa>

différences qui ont été perçues comme des sources de « conflit », notamment après les attentats du 11 septembre. Elle a mis l'accent sur le dépassement des suspicions mutuelles, des peurs et des clivages entre les pays musulmans et les sociétés occidentales.

Dans ce contexte, encourager la coopération en créant une volonté politique entre différentes cultures a été l'un des objectifs de Davutoğlu. Cette initiative a conduit à la création d'un groupe appelé « Groupe d'Amis de l'Alliance des Civilisations » auprès des Nations Unies, et plus tard de l'Organisation de coopération islamique et de l'OSCE.¹²⁸ Des forums mondiaux ont été organisés où des représentants gouvernementaux, des organisations internationales, des organisations de la société civile et des acteurs du secteur privé du monde entier ont participé. Ainsi, la Turquie a non seulement renforcé sa visibilité internationale dans ce cadre, mais a également contribué à légitimer sa politique de « profondeur stratégique ».

II. LES PILIERS DE LA POLITIQUE ETRANGERE TURQUE EN MEDITERRANEE ENTRE 2002 ET 2016

1. le début du gouvernement d'AKP : l'ère de l'optimisme (2002-2008)

Le Parti de la justice et du développement (AK Parti) agit conformément à la Profondeur Stratégique en politique étrangère et, dans cette voie, il respectait les règles du monde capitaliste, tout en étant accusé de conservatisme libéral. C'était aussi son intention au début. Il souhaitait améliorer les relations avec les pays occidentaux pour stabiliser, développer et moderniser le pays, et atteindre de nouveaux objectifs au millénaire. L'équipe de l'AK Parti est entrée au pouvoir avec beaucoup d'optimisme lors de son premier mandat. Avec 363 députés sur 550 au Parlement, le parti est devenu le plus grand parti politique turc à avoir la plus grande représentation depuis l'ère Menderes dans les années 1950.¹²⁹ Par conséquent, en sortant des élections de 2002, il était clair qu'un pouvoir fort et stable serait au pouvoir. Erdogan n'a pas pu se présenter aux élections en raison de son interdiction politique et n'a pas été élu député. Le 58ème gouvernement après les élections a été formé sous la direction d'Abdullah Gül. Ensuite, une proposition de loi a été présentée au Parlement turc pour lever l'interdiction politique d'Erdogan. Cette modification de la loi a été approuvée par une majorité au Parlement, et

¹²⁸Şeyma Kızılay, “Türkiye’nin Arabuluculuk Faaliyetleri”, Politika Akademisi (accédé le 02 août 2023), <http://politikaakademisi.org/2020/06/16/turkiyenin-arabuluculuk-faaliyetleri/>

¹²⁹TRT, “AK Parti 16 Yılda 13 Seçimden Zaferle Çıktı”, <https://www.trthaber.com/haber/gundem/ak-parti-16-yilda-13-secimden-zaferle-cikti-371720.html> accédé le 3 juin 2023.

environ trois mois après les élections, le 59e gouvernement a été formé sous la présidence d'Erdogan.

Dans la vie politique turque, les actions des gouvernements au cours de leurs "100 premiers jours" étaient considérées comme un critère de réussite. L'AK Parti a également promis des actions limitées dans le temps au cours de ses 100 premiers jours au pouvoir. À cet égard, les premiers jours du gouvernement AK Parti ont suscité d'un retour positif et des signes de changement tant dans l'opinion publique que dans le secteur privé.¹³⁰ L'AK Parti s'est montré ambitieux en matière de réformes. L'une de ses premières actions a été de réduire le nombre de ministères de 36 à 25 dans le but d'économiser.¹³¹

En politique étrangère, l'AK Parti a adopté une attitude active, prometteuse et ambitieuse par rapport à d'autres gouvernements. Au cours de ses 100 premiers jours, il a participé au sommet de Copenhague de l'Union européenne le 12 décembre. En fait, bien qu'il n'ait pas encore officiellement pris la tête du gouvernement, il a rencontré huit chefs d'État en 140 heures lors du sommet.¹³² Ses campagnes préélectorales, ses politiques monétaires compatibles avec le FMI et sa promesse d'adhérer à l'Union européenne lui ont également valu la sympathie de l'UE.¹³³ Cette section détaillera les actions du nouveau gouvernement en matière de politique étrangère.

Entre 2002 et 2008, alors que le gouvernement souhaitait être encore plus actif en politique étrangère, il semblait réellement mettre cela en pratique avec une stratégie inclusive. L'AK Parti est venu préparé, bien qu'il ait eu une certaine réflexion en coulisses, pour une stratégie inclusive basée sur des concepts géopolitiques, bien que la politique étrangère n'ait pas encore été complètement théorisée avant l'ère Davutoğlu.¹³⁴

¹³⁰ Fabrika çarklarından Gül'e 'canlı' hoş geldin", *Hürriyet*, 20 novembre 2002, <https://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/fabrika-carklarindan-gule-canli-hosgeldin-38431893>

¹³¹ Erdoğan: 8 Bakanlık kaldırıldı 6 yeni bakanlık geliyor.", Bloomberg HT, <https://www.bloomberght.com/haberler/haber/892519-erdogan-8-bakanlik-kaldirildi-6-yeni-bakanlik-geliyor> (accédé le 6 juin 2023)

¹³² "AK Parti'nin İlk 100 Günü", Mehmet Ali BİRAND, 32. *Gün Arşivleri*, TRT, 1985- 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=LlcpLS2aVJI>

¹³³ Erdoğan: AB değerlerini paylaşıyoruz", *Hürriyet*, 3 septembre 2003 <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/erdogan-ab-degerlerini-paylasiyoruz-169175>

¹³⁴ ¹³⁴ Adalet ve Kalkınma Partisi, "AK Parti Programı : Kalkınma ve Demokratikleşme Programı", *TBMM*, 11 février 2002, <https://acikerisim.tbmm.gov.tr/xmlui/bitstream/handle/11543/926/200205071.pdf?sequence=1&isAllowed=y> (accès ouvert, consulté le 2 septembre 2023).

Cette section examinera les innovations, les ouvertures et les répercussions en politique étrangère de l'AK Parti au cours de ses six premières années au pouvoir de 2002 à 2008, ainsi que son point de vue et son attitude envers la région méditerranéenne

2.2. La non-consolidation du pouvoir politique dans les affaires étrangères : le rejet de la résolution du 1^{er} mars 2003

L'un des premiers tests du gouvernement de l'AK Parti a été le processus d'invasion de l'Irak par les États-Unis.

L'opération des États-Unis en Irak a été lancée sans acquiescer la légitimité internationale sous prétexte que l'Irak produisait des armes de destruction massive.¹³⁵ Les États-Unis n'ont pas pu obtenir le soutien militaire de l'ONU, mais ont formé une coalition avec le Royaume-Uni contre l'État irakien.

L'invasion de l'Irak par les États-Unis, également connue sous le nom de Seconde guerre du golfe, est le début d'une période très difficile avec des conséquences à long terme pour la dynamique interne et externe de la Turquie. Cela a été un processus très rapide, complexe et douloureux pour la Turquie. Le processus de prise de décision a été bloqué à plusieurs reprises et l'harmonie entre les organismes du mécanisme a été rompue. Le point le plus critique du processus pour la Turquie a été le rejet de la résolution du 1^{er} mars 2003. À ce stade, la Turquie a vécu un point de rupture tant en politique intérieure qu'étrangère. Dans cette période, AK Parti ne pouvait pas faire preuve d'unité et de poids, même si l'Armée turque n'a pas fortement influencé le processus de prise de décision (qui était le cas depuis 1960, le premier coup d'État dans l'histoire de la République ; l'Armée était toujours une source du pouvoir politique¹³⁶).

Cette opération en Irak a suscité l'inquiétude de la Turquie sur quatre points principaux. Le premier de ces points est d'établir un État kurde dans le nord de l'Irak, le deuxième est le déploiement du PKK dans le nord de l'Irak et la possibilité de se renforcer dans l'instabilité de la région, le troisième est la possibilité que les Turkmènes en Irak deviendront une minorité en Irak, et enfin la possibilité d'une capture des villes Mossoul et Kirkouk qui sont stratégiquement importantes pour les partis nationalistes kurdes (UPK-PDK).¹³⁷ Au début du

¹³⁵ Mustafa Kayar, *Türk-Amerikan İlişkilerinde Irak Sorunu*, İstanbul, IQ Kültür Sanat, 2003, p.189.

¹³⁶ Pour aller plus loin: Ümit Cizre, « *Egemen İdeoloji ve TSK: Kavramsal ve İlişkisel Bir Analiz* », İstanbul, İletişim Yayınları, 2006. Ümit Cizre constate que l'expansion du rôle politique de l'Armée turque ne sont pas basée sur la force, mais sur le soutien et le consentement accentuée de la société. » L'exemple le plus concret de cela se révélerait dans le soutien public accordé aux coups d'État (à l'exception de la tentative de coup d'État de 15 juillet)

¹³⁷ Kayar, Op.Cit., p.262.

processus, la Turquie était gouvernée par une coalition tripartite avec l'ANAP et le MHP sous la direction du chef du DSP, Bülent Ecevit. Ecevit, lors de sa visite à Washington du 15 au 19 janvier 2002, a montré qu'il n'était pas favorable à une opération militaire contre l'Irak.¹³⁸

Quand AK Parti devient le parti au pouvoir, les États-Unis exigeait désormais beaucoup plus de la Turquie que lors de la Première guerre du golfe. Cette fois, les États-Unis voulaient utiliser directement le sol turc pour ouvrir un deuxième front contre l'Irak.¹³⁹

La première étape du plan américain qui était le recherche fait sur les infrastructures de la Turquie a été acceptée et l'Assemblée a approuvé l'arrivée des ingénieurs américains avec le mémorandum du 6 février 2003. Toutefois, pour les deuxième et troisième étapes, il y'avait d'une divergence des opinions. 250 MP ont voté contre le Mémorandum. Parmi les raisons derrières du rejet de la Résolution il y'a la divergence à la fois inter-institutionnelle et au sein du AK Parti.¹⁴⁰

A.N. Sezer, a été désigné comme un leader laïc et kémaliste, n'a pas accepté cette Mémorandum du 1^{er} mars. Derrière cette attitude, il y'avait la conviction que ladite opération aurait créé un problème de légitimité internationale. Sezer considérait que les exigences de l'article 92 de la Constitution ne était pas remplies.¹⁴¹ Après le rejet, le Premier ministre Abdullah Gül a proposé à Sezer de "négocier à nouveau" avec les chefs de parti et le chef de cabinet, mais Sezer a rejeté cette offre, affirmant que le processus judiciaire fonctionnait déjà correctement.¹⁴² Comme le montre cet exemple, Sezer, qui est le nom au plus haut niveau de l'Etat, n'a pas comporté de manière positive et le gouvernement a été bloqué par le Président de la République.

Au sein du parti il y'avait également de divergence, de désobéissance. Bülent Arınç, le président de l'Assemblée et le membre fondateur du parti était parmi des noms qui s'opposent au mémorandum du 1^{er} mars.¹⁴³ Peu de temps avant le vote, il a fait une déclaration en disant: "J'espère que la résolution ne sera pas soumise au Parlement".¹⁴⁴ En outre, avant le vote du 1^{er} mars, les diplomates du ministère des Affaires étrangères n'étaient pas autorisés à faire un

¹³⁸ William Hale, *1774'ten Günümüze Türk Dış Politikası*, Ankara, Serbest Akademi, 2021, p. 203.

¹³⁹ Deniz Bölükbaşı, *1 Mart Vakası Irak Tezkeresi ve Sonrası*, İstanbul, Doğan, p.34.

¹⁴⁰ Bölükbaşı, *Ibid*, pp.129-162.

¹⁴¹ *Ibid*, p.132.

¹⁴² <https://www.yenicaggazetesi.com.tr/-159837h.htm> consulté: 3 mai 2022.

¹⁴³ Pour aller plus loin, voire : Gazete Vatan, "Erdoğan 1 Mart'ta Devlete Yenildi", 25 mars 2011, <https://www.gazetevatan.com/gundem/erdogan-1-martta-devlete-yenildi-367239>.

¹⁴⁴ Hürriyet, "Arınç: Uluslararası Meşruiyet Olmadan Tezkere Gelmesin", 24 février 2003, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/arinc-uluslararasi-mesruiyet-olmadan-tezkere-gelmesin-129827>.

discours devant le Parlement afin d'expliquer le memorandum.¹⁴⁵ Des autres, favorisait l'opposition dominante anti-guerre et notamment la publication d'articles humiliant la Turquie dans la presse américaine, et enfin, les hésitations venant du mémoire de masse venant du Première guerre du golfe à ce que la Turquie soit entraînée dans le conflit irakien ont causé des séparations.

Inter-institutionnellement, il y'avait toujours une manque de communication (peut etre volontairement). Alors que les négociations officielles se poursuivaient sous la direction du ministère des Affaires étrangères, on a vu que la diplomatie déguisée des conseillers d'Erdogan qui avait interrompu le processus de prise de décision. De nombreux responsables de l'époque ont déclaré que, en particulier, ces activités d'Egemen Bağış et de Cüneyt Zapsu rendaient difficile pour les États-Unis de comprendre pleinement le point de vue de la partie turque. Simultanément, les négociations par le Ministère avant l'opération a été réalisé avec une équipe de diplomates (Le sous-secrétaire Uğur Ziyal et le négociateur en chef Deniz Bölükbaşı) le 11 février 2003. Le Ministère a remis ses évaluations au gouvernement le 23 février. Avant le vote du mémorandum, un rapport a été partagé qui souligne les avantages de l'implication de la Turquie dans la Seconde guerre du golfe et conclut que le choix de non-participation entraînerait divers problèmes dans la politique étrangère.¹⁴⁶

1.2. La deuxième vague néo-ottomaniste : La politique de « zéro problème avec les voisins »

Bien que Davutoğlu n'ait pas encore pris le poste de ministre des Affaires étrangères, il a activement influencé et influencé la politique étrangère turque depuis 2002 et a eu un impact sur les décideurs. En 2002, il est devenu conseiller principal du Premier ministre, puis a exercé la fonction de conseiller principal d'Erdogan en matière de politique étrangère jusqu'à sa nomination en 2009 en tant que ministre des Affaires étrangères.

On peut dire que les idées que Davutoğlu a abordé étaient une version évoluée du mouvement néo-ottomaniste de l'ère Özal. Cependant, Davutoğlu n'a jamais accepté ni adopté cette dénomination. Il croyait même qu'il y avait de "mauvaises intentions" derrière cette désignation.¹⁴⁷ Il soutenait que ses déclarations et ses politiques étaient basées sur des références historiques. Bien qu'il ait trouvé le discours "De l'Adriatique à la Chine, le Monde

¹⁴⁵ Bölükbaşı, *Ibid*, p.156

¹⁴⁶ *Ibid*, p.79-81.

¹⁴⁷ *Hürriyet*, "Neo-osmanlı Yakıştırması Kötü Niyetli", <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/neo-osmanli-yakistirmasi-kotu-niyetli-18601714> (accédé le 27 septembre 2023).

Turc" trop idéaliste, il a souvent utilisé l'idée que la Turquie ne pouvait pas rester indifférente à sa géographie et à ses lieux tout en conduisant la politique étrangère turque.¹⁴⁸ Contrairement à Özal, il a évité les expressions idéalistes et spéculatives, mais il a également défendu l'idée que la Turquie devait renforcer son influence dans les régions où l'Empire ottoman avait régné. Selon lui, la géo-culture et la conceptualisation historique devraient être utilisées pour positionner la Turquie, sinon il serait difficile de répondre à des questions comme pourquoi la Turquie avait autant de problèmes internationaux.¹⁴⁹ La prévision de Davutoğlu selon laquelle le terme néo-ottomaniste créerait des problèmes en relations étrangères était l'une des raisons de sa réticence à l'accepter.¹⁵⁰

De plus, lorsqu'il est devenu Premier ministre en 2014, il a nommé le professeur Vedat Bilgin comme conseiller principal. Bilgin avait précédemment été conseiller de l'ultranationaliste leader du MHP, Devlet Bahçeli, et était l'un des fondateurs du magazine « Türkiye Günlüğü » qui est connu sous le nom de néo-ottomaniste.¹⁵¹ Par conséquent, la politique étrangère que Davutoğlu a tracée et influencée en tant que conseiller principal à long terme reflète clairement la mentalité néo-ottomane.

Pendant son mandat de conseiller, c'est-à-dire deux ans avant de devenir ministre des Affaires étrangères, Davutoğlu a déclaré que la politique étrangère turque devrait être basée sur cinq principes fondamentaux. Dans un article qu'il a écrit, il a brièvement déclaré que la nouvelle "orientation" de la politique étrangère turque devrait être basée sur les principes suivants : une politique étrangère libre, une politique de zéro problème avec les voisins, une structure multilatérale et multidimensionnelle en politique étrangère, le développement d'un nouveau style diplomatique pour faire de la Turquie un pays central (*merkez ülke*)¹⁵², et l'adoption d'une approche diplomatique rythmique en fonction des conjonctures.¹⁵³

Davutoğlu, dans son analyse synthétisant ces cinq axes, a décrit la Turquie comme un "promoteur de la paix", visant à agir avant que les conflits et les crises ne s'aggravent dans les pays voisins.¹⁵⁴ La Turquie renforcerait ce rôle en menant des réformes démocratiques sur le

¹⁴⁸ Davutoğlu, Op. Cit. (2001), p. 230.

¹⁴⁹ Davutoğlu Op. Cit. (2001), p. 20.

¹⁵⁰ Uzel, Yarımlı, Op. Cit., p. 3.

¹⁵¹ ¹⁵¹Star, "Davutoğlu'nun Yeni Başdanışmanı Prof. Vedat Bilgin", 31 Ekim 2014, <https://www.star.com.tr/guncel/davutoglundun-yeni-basdanismani-prof-vedat-bilgin-haber-959763/>

¹⁵² La source littéraire: Ahmet Davutoğlu, "Türkiye Merkez Ülke Olmalı," Radikal, 26 Nisan 2004. L'accès aux archives numérique de ce journal a été fermé en 2016. Pour cette raison, l'article n'est visible qu'en tant que journal littéraire.

¹⁵³ Davutoğlu, Op. Cit., (2008), p. 77.

¹⁵⁴ Ahmet Davutoğlu, "Turkey's Zero Problems Foreign Policy", *Foreign Policy Magazine*, (accédé le 20 mai 2023).

plan intérieur. Ironiquement, grâce à son identité académique, la politique de zéro problème avec les voisins de la Turquie a suscité un grand intérêt et des débats dans la presse mondiale et les cercles universitaires.

Pendant cette période, alors que des problèmes et des crises graves se sont produits chez les voisins, la Turquie a adopté une attitude de neutralité dans la division sunnite-chiite et a cherché à jouer un rôle de médiateur en tant que pays musulman démocratique et pro-occidental en cas de crises entre les deux camps. Dans ce contexte, la participation de la Turquie à une organisation réunissant sept pays sunnites au Pakistan n'a pas empêché des consultations avec l'Iran sur la question du PKK et la médiation dans le cadre des négociations entre l'UE et l'Iran sur le programme nucléaire iranien.¹⁵⁵ Parallèlement, la présence du PKK dans le nord de l'Irak, les opérations militaires de la Turquie contre le PKK et les relations avec l'Irak n'ont pas nui à ses relations avec les Kurdes peshmergas du nord de l'Irak. En outre, la Turquie a été active dans les Balkans et a contribué à l'intégration de ces pays dans la communauté internationale grâce à de bonnes relations avec l'UE. La Turquie n'a pas non plus ignoré les développements au Liban et a joué un rôle de médiateur en 2006 en rencontrant à la fois le Hezbollah, le dirigeant sunnite Saad Hariri et le dirigeant chiite Nabih Berri.¹⁵⁶ Depuis lors, la présence diplomatique de la Turquie au Liban a considérablement augmenté.

En ce qui concerne le Caucase, la Turquie a pris une décision historique en ouvrant son espace aérien à l'Arménie en octobre 2003 pour résoudre les problèmes entre les deux pays. En juillet 2008, Abdullah Gül a exprimé le souhait que l'Arménie renonce à l'occupation des territoires azerbaïdjanais et rejoigne l'accord sur la voie ferrée entre la Géorgie, la Turquie et l'Azerbaïdjan. Dans ce contexte, Gül a participé en septembre 2008 à un match de football entre les équipes nationales des deux pays, utilisant la "diplomatie du football" pour normaliser les relations avec l'Arménie.

En résumé, à partir de 2002, la Turquie a mis en œuvre une stratégie de zéro problème avec ses voisins et a cherché à résoudre les problèmes des pays voisins à différents niveaux. Les résultats positifs de cette politique ont conduit à la prise en charge complète de la politique étrangère par Ahmet Davutoğlu en 2009.

1.3. Interroger sa place en Méditerranée : la redécouverte de la région

¹⁵⁵ Communiqué de presse, No:71, 24 avril 2007, "Larijani-Solana Görüşmesi hk.", Ministère des Affaires Etrangères de la Turquie.

¹⁵⁶ Davutoğlu, Op. Cit., 2008, p. 81.

La région méditerranéenne n'a pas été complètement abordée ni dans les milieux universitaires turcs, ni dans la vie politique turque, ni dans la politique étrangère turque. Pour la Turquie, la région méditerranéenne est toujours restée au niveau de la question chypriote et des problèmes avec la Grèce. Le ministère des Affaires étrangères n'a pas de département spécifique chargé uniquement de la Méditerranée. Dans la littérature académique et les articles, les sections sur la Méditerranée commencent directement par la question chypriote. La région méditerranéenne est limitée à l'île de Chypre, au-delà de laquelle on ne prête pas attention et à laquelle on n'accorde pas d'importance. Par conséquent, dans la littérature turque, le concept de "Méditerranée orientale" est principalement utilisé, à l'exception de quelques écrivains et chercheurs. De même, aucun homme d'État n'a jamais fait de déclaration sur l'identité méditerranéenne de la Turquie. Pour la Turquie, la région méditerranéenne est toujours restée au niveau de la question chypriote et des problèmes avec la Grèce. À tel point que, dans une déclaration à la presse en 1997, l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'époque, İsmail Cem, se plaignait du fait que l'UE qualifiait la Turquie de "pays voisin de la Méditerranée".¹⁵⁷ Cem n'a pas qualifié la Turquie de pays méditerranéen, pensant que l'UE cherchait délibérément à exclure la Turquie de la sphère. Le renforcement des liens de la Turquie avec la Méditerranée n'a jamais figuré sur l'agenda politique de quiconque.

En examinant l'histoire, on peut constater qu'entre les deux guerres mondiales, la Turquie avait une perception accrue de la Méditerranée en raison des mouvements agressifs et expansionnistes de l'Italie. Dans ce sens, la région méditerranéenne était considérée comme une voie de passage maritime directe pour la Turquie. La Turquie a cherché à créer une alliance entre les pays balkaniques pour arrêter l'avancée de l'Italie, et elle a assuré la protection des détroits avec le Traité de Montreux.¹⁵⁸ Pendant la guerre froide, la Méditerranée est restée un enjeu pour la Turquie dans le contexte de la rivalité Est-Ouest, mais elle n'a pas réussi à élaborer une politique indépendante et pragmatique au-delà de limiter la présence soviétique en Méditerranée. Dans les années 1960, avec l'émergence de la question chypriote, l'attention s'est concentrée sur Chypre et l'importance globale de la région a été négligée.

Lorsque l'on remet en question la politique méditerranéenne de la Turquie, il convient de mentionner les raisons de cette absence ou ignorance. La première raison est que la Turquie

¹⁵⁷“Dışişleri Bakanı Sayın İsmail Cem'in Basın Toplantısı (8 Ekim 1997)”
<http://www.turkishgreek.org/index.php/kuetuephane/item/32-disisleri-bakani-sayin-ismail-cem-in-basin-toplantisi-8-ekim-1997>, (accédé le 20 mai 2023).

¹⁵⁸ Faruk Sönmezoğlu, *İki Savaş Sırası ve Arasında Türk Dış Politikası: 1914-1945*, İstanbul: Der Yayınları, 2015, p. 366.

ne se considère pas comme un "pays méditerranéen" et n'a jamais adopté une identité méditerranéenne.¹⁵⁹ L'identité turque s'est progressivement éloignée de la Méditerranée depuis la domination ottomane jusqu'à la formation de la République de Turquie. Même si la domination ottomane était présente dans la région pendant les 15-17^{ème} siècle, l'identité méditerranéenne n'a jamais été rappelée et aucune politique étrangère basée sur des fondements historiques n'a été élaborée en conséquence.¹⁶⁰ Cependant, du point de vue de la réalité historique, la Turquie est aujourd'hui une actrice importante à l'est de la Méditerranée, aux côtés de la Syrie, du Liban, d'Israël, de la Jordanie, de la Palestine, de Chypre et de l'Égypte. Cependant, la Turquie n'a jamais développé ces relations avec une perspective géostratégique, se concentrant principalement sur des problèmes tels que le conflit israélo-palestinien et la question chypriote, mais ne les élargissant jamais dans le cadre d'une vision géostratégique.

Une deuxième raison est que pendant la guerre froide, en raison de l'hésitation et des pressions de l'allié américain (lettre de Johnson, embargo sur les armes, etc.), la Turquie est restée constamment isolée face à la Grèce. D'autre part, elle a toujours ressenti la menace de l'Union soviétique dans la région méditerranéenne et n'a pas développé de politique axée sur la Méditerranée en raison de la compétition entre les deux superpuissances et au sein du bloc occidental. Dans ce contexte, la Turquie a toujours suivi une politique tactique visant à "sauver la mise".

À ce stade, Ahmet Davutoğlu critique également la politique étrangère turque dans la même direction. Cependant, sa solution ne va pas au-delà de la notion de "zéro problème avec les voisins" en ce qui concerne la politique méditerranéenne de la Turquie. Pour lui, "la Turquie est un pays méditerranéen". Mais il classe la Méditerranée orientale comme la "zone de bassin maritime proche" de la Turquie.¹⁶¹ Par conséquent, il considère que le manque d'attention accordé à la Méditerranée est en réalité dû à l'absence d'une stratégie générale de la Turquie pour les mers et les voies d'eau. De cette façon, Davutoğlu voit la Méditerranée comme un lieu d'application de la stratégie maritime globale : la fin de la guerre froide a entraîné une augmentation de l'activité dans les régions du Caucase, du Moyen-Orient et des Balkans, qui sont toutes reliées par les voies maritimes. Cette perspective confère une importance secondaire à la Méditerranée en la rendant significative avec des facteurs non directs.

De 2002 à 2008, la Turquie a examiné la Méditerranée à travers ses relations de voisinage, se limitant ainsi à la Méditerranée orientale, sans adopter une perspective

¹⁵⁹ Oba, Op. Cit, p. 33.

¹⁶⁰ Güler, Yıldız, Savaş, Op. Cit., p. 8.

¹⁶¹ Davutoğlu, Op. Cit, (2001) p. 110.

géographique. Elle a développé des relations économiques avec les pays arabes de la région, et la politique de "zéro problème" a été mise en œuvre en tant que médiateur. Ces ouvertures, qui ont été réalisées sous la direction de Davutoğlu, n'avaient pas pour objectif principal de développer une politique géostratégique envers la Méditerranée, mais plutôt de résoudre les crises et l'instabilité dans la "proximité géographique" (qui incluait également l'est de la Méditerranée) pour garantir la paix et la prospérité dans les régions voisines. Néanmoins, ces politiques qui ne se limitent pas à la Méditerranée ont eu un impact positif sur le statut de la Turquie en Méditerranée orientale.¹⁶²

Par exemple, la Turquie a signé des accords de visa avec les pays de la région, a établi des zones de libre-échange et a cherché à développer ses relations à travers des outils de soft power.¹⁶³ Pendant cette période, l'objectif principal de la Turquie était de remplir sa responsabilité en tant que "pays central" pour assurer le développement socio-économique et l'intégration nécessaire pour la paix et la prospérité dans ses régions voisines.

Après 2002, la politique méditerranéenne de la Turquie a été influencée par l'ouverture de la "profondeur stratégique", mais une politique globale et géostratégique n'a pas été élaborée. En d'autres termes, la région de la Méditerranée orientale et ses pays ont été examinés à la lumière de la politique "zéro problème" de la Turquie, mais aucune politique globale n'a été mise en œuvre. Autrement dit, si la Méditerranée orientale et ses pays étaient aussi stables que la Méditerranée occidentale, aucune ouverture n'aurait été entreprise, et la Turquie aurait opté pour le maintien du statu quo. La Méditerranée orientale est devenue importante pour la Turquie en raison de l'intensification de l'interaction entre le Moyen-Orient et les Balkans avec la fin de la guerre froide.

1.4. La doctrine de la « patrie bleue » (2006)

Le terme "Patrie bleue" (*Mavi Vatan*) a été mentionné pour la première fois lors d'un symposium sur la mer Noire et la sécurité maritime organisé par l'amiral en chef Cem Gürdeniz le 14 juin 2006 au sein de la Marine turque. Par conséquent, ce terme contient naturellement un jugement subjectif. Selon la définition de Gürdeniz, le "Mavi Vatan" est le nom donné à la patrie qui englobe les zones maritimes (eaux territoriales, plateau continental et zone

¹⁶² Altunışık 2011.

¹⁶³ Hakan Karaaaslan, "Türk Dış Politikasında Bir Bölge Olarak Akdeniz: Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri Bağlamında Bir Değerlendirme", *Dumlupınar Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, 2023, No. 75, p. 267 260–283.

économique exclusive) de la Turquie entourée par la mer, y compris la mer Noire, la mer Méditerranée et la mer Égée.¹⁶⁴

Cem Gürdeniz est diplômé de la Faculté des relations internationales de l'Académie navale en 1979. Il a été nommé commandant du TCG Gaziantep en 1998 et a également exercé les fonctions de secrétaire spécial du commandant en chef de la Marine. En 2008, il a été promu au grade de contre-amiral. Le 11 février 2011, il a été arrêté dans le cadre de l'affaire "Balyoz" (Marteau) à venir¹⁶⁵, libéré par décision de la Cour constitutionnelle et acquitté en 2015.¹⁶⁶ Outre son titre militaire et sa carrière, Gürdeniz a écrit de nombreux ouvrages sur la marine, tant civile que militaire.

La question de savoir si l'idée de "Mavi Vatan" représente une stratégie réelle suivie par la Turquie fait l'objet de débats. Cependant, il est considéré que c'est le seul courant qui aborde de manière géostratégique la Méditerranée et la présence de la Turquie en Méditerranée, en mettant l'accent uniquement sur cette région. Ce concept, initié et soutenu par un groupe de membres de la bureaucratie militaire, est devenu de plus en plus populaire, en particulier ces dernières années avec les tensions en mer Égée et en mer Méditerranée orientale, et a été présenté comme la position officielle de la Turquie. Cependant, il n'y a aucune déclaration officielle du ministère turc des Affaires étrangères qui adopte ce concept. De plus, Gürdeniz a souligné à plusieurs reprises que ses discours ne reflétaient que son opinion personnelle et ne représentaient pas la position du gouvernement turc.

D'autre part, en 2019, le ministère turc de la Défense a organisé une "Exercice tactique Mavi Vatan" qui a été conçu en 2022 pour englober effectivement les zones définies par Gürdeniz.¹⁶⁷ De plus, des revues et des articles sur le "Mavi Vatan" ont été publiés. Dans les milieux académiques, le "Mavi Vatan" continue d'être débattu en tant que concept théorique. Dans les milieux politiques, en particulier à partir de 2020, ce concept a été utilisé pour défendre les activités de la Turquie en mer Égée et en Méditerranée orientale, bien qu'il ait été modifié par rapport à sa forme initiale et à son origine. Selon certaines déclarations de membres du parti AKP, le "Mavi Vatan" ne représente pas tant un concept géostratégique ou un objectif qu'une

¹⁶⁴ Cem Gürdeniz, *Mavi Vatan Yazıları*, İstanbul, Kırmızı Kedi Yayınevi, 2017, p. 35.

¹⁶⁵ *Sencer Başat ve diğerleri* [GK], B. No: 2013/7800, 18/6/2014) <https://kararlarbilgibankasi.anayasa.gov.tr/BB/2013/7800>

¹⁶⁶ Sedat Ergin, "Montrö'nün önemi ve amiraller bildirisi davasında gelen beraat", *Hürriyet*, <https://www.hurriyet.com.tr/yazarlar/sedat-ergin/montronun-onemi-ve-amiraller-bildirisi-davasinda-gelen-beraat-42192082> (accédé le 8 juin 2023)

¹⁶⁷ Communiqué de presse, <https://www.msb.gov.tr/Basin-ve-Yayin/Aciklamalar/mavi-vatan-2022-tatbikati-basin-duyurusu-642022>

tentative de nommer les politiques du gouvernement turc.¹⁶⁸ En revanche, pour le parti ultranationaliste MHP, le "Mavi Vatan" est considéré comme un plan qui doit être mis en œuvre. Son leader, Devlet Bahçeli, a déclaré que le "Mavi Vatan" nécessitait trois étapes, la première étant l'adoption par la Turquie d'une loi sur les zones de compétence maritime, à déclarer unilatéralement aux parties concernées (loi nationale).¹⁶⁹ Dans les déclarations officielles du ministère des Affaires étrangères, les tensions actuelles sont présentées comme étant le résultat des actions unilatérales de la Grèce et des "revendications maximalistes" de la République de Chypre (GKRY).¹⁷⁰ De plus, cette question est interprétée comme une remise en cause des droits et des intérêts de la République turque de Chypre du Nord (KKTC).¹⁷¹ Un discours a été construit autour de la "protection des droits de la Turquie en mer Égée", mais le terme "Mavi Vatan" n'a jamais été préféré, à la fois parce qu'il n'a pas été officiellement adopté par les autorités turques et parce qu'il suscite des préoccupations en raison de son image révisionniste.

Pourquoi le terme "Mavi Vatan" n'est-il pas apparu avant le début des années 2000 ? En réalité, la revendication des zones de compétence maritime en mer Égée, qui est au cœur des tensions de longue date entre la Turquie et la Grèce, est bien antérieure à l'apparition soudaine de ce terme. L'introduction du concept de "Zone Économique Exclusive" (ZEE) en 1982 a ajouté une nouvelle dimension aux différends maritimes entre ces deux pays. La prise de conscience des ressources naturelles dans les lits marins et du potentiel économique qu'elles représentent a émergé avec les développements technologiques qui ont permis les découvertes. Par conséquent, l'acceptation par les États des revendications de zones de compétence maritime a pris du temps, comme cela a été le cas en Turquie.

Le concept de "Mavi Vatan" contient de nombreux objectifs idéalistes mentionnés dans les écrits de Cem Gürdeniz. Pour un pays comme la Turquie, entouré de trois côtés par la mer, revendiquer et étendre ses zones de compétence maritime est une nécessité.¹⁷² Cependant, selon Gürdeniz, la Turquie a atteint cette vision trop tardivement. Selon lui, la Turquie doit accorder de l'importance à ses mers à la fois sur le plan militaire et civil, promouvoir la navigation auprès

¹⁶⁸ *Hürriyet*, 25 septembre 2021, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/ak-partili-unal-turkiyenin-yaninda-olan-ve-duran-herkesle-siyasi-gorusu-ne-olursa-olsun-beraberiz-41903155>

le pourparleurs de l'AK Parti, "Sonuna kadar Mavi Vatan'a sahip

çıkacağız" <https://www.akparti.org.tr/haberler/sonuna-kadar-mavi-vatana-sahip-cikacagiz-25-09-2022-151951/>

¹⁶⁹ Mavi Vatan için üç aşamalı öneri, 15 juin 2022, <https://www.aydinlik.com.tr/haber/mavi-vatan-icin-uc-asamali-oneri-321150>

¹⁷⁰ La note du Ministère des Affaires Étrangères de la Turquie, https://www.mfa.gov.tr/no_-321_-yunanistan-ve-gkry-nin-dogu-akdeniz-de-gerginligi-arttiran-faaliyetleri-hk.tr.mfa

¹⁷¹ La communiqué de presse No:58, Ministère des Affaires Étrangères, 28 février 2020, https://www.mfa.gov.tr/no_58_-dogu-akdeniz-sondaj-faaliyetlerimiz-hk.tr.mfa

¹⁷² Gürdeniz, Op. Cit, p. 36

de la population et adopter une "culture maritime" comme identité nationale. Cela permettra à la Turquie de retrouver l'élan qu'elle avait atteint dans la marine à l'époque d'Atatürk et de trouver sa place dans le nouveau monde en mutation. Selon Gürdeniz, la Turquie doit également jouer un rôle influent dans le contrôle des ressources énergétiques dans sa zone de compétence, gagner le soutien de la Russie et de la Chine en fonction des découvertes actuelles en Méditerranée, entre autres.

Bien que cela ne soit pas officiellement adopté comme politique d'État, le concept de "Mavi Vatan" est entré dans la littérature turque, a été adopté par les milieux académiques et médiatiques, et a fait l'objet de débats à l'étranger. C'est la première doctrine qui a apporté une vision aussi complète des mers et qui a été considérée comme le "destin géopolitique" de la Turquie. À cet égard, bien que le "Mavi Vatan" puisse apporter une approche géostratégique réelle à la question de l'orientation de la Turquie vers la Méditerranée, il n'a pas dépassé les idées des amiraux turcs, car les décideurs ont préféré lire les événements en Méditerranée à travers des décisions pragmatiques et des considérations économiques, plutôt que de produire des politiques stratégiques fondées sur cette doctrine déjà existante. En d'autres termes, il ne peut pas être dit que ce qui se passe en Méditerranée est principalement motivé par des ambitions géopolitiques.

2. Les perceptions erronées : la dissolution du rêve de Davutoğlu (2009-2016)

Ahmet Davutoğlu, après la réélection de l'AK Parti au pouvoir en 2002, a été nommé ministre des Affaires étrangères en 2009. Il avait déjà exercé les fonctions de conseiller en politique étrangère pour Erdoğan jusqu'à cette date. À partir de sa nomination en tant que ministre des Affaires étrangères, il est devenu une figure prédominante tant sur le plan institutionnel qu'en matière de mise en œuvre de la politique étrangère turque. De 2014 à 2016, il a également été le Premier ministre de la République de Turquie.

La période de 2003 à 2009 a été la période la plus réussie de la doctrine de « zéro problème avec les voisins » en ce qui concerne les relations avec les voisins de la Turquie. Cette période a été marquée par des relations actives avec les voisins du Moyen-Orient, une participation active aux efforts de stabilisation dans les Balkans, des tentatives de réconciliation avec la Grèce sur la question chypriote et le début des négociations d'adhésion à l'UE, pour ne citer que quelques exemples. Sur le plan intérieur, ces années ont également été les plus performantes en termes de croissance économique et de prospérité, grâce à la démographie du pays et au soutien des institutions financières internationales.

À partir de 2009, la Turquie a commencé à faire face à des défis majeurs dans sa région proche, tels que l'incident du Mavi Marmara et les événements de la printemps arabe, qui ont posé des problèmes pour le concept de « Profondeur stratégique » de la Turquie. Cette période a vu la Turquie être confrontée à de sérieux problèmes dans sa région proche malgré ses bonnes relations de voisinage et la réalisation de ses objectifs régionaux. L'image de la Turquie en tant que pays qui maintenait de bonnes relations avec tous ses voisins et réalisait ses objectifs régionaux s'est effondrée, aboutissant à la démission d'Ahmet Davutoğlu de son poste de Premier ministre.

2.1. La consolidation du mécanisme de décision dans les affaires extérieures

De la levée de l'interdiction politique d'Erdogan et de son accession au gouvernement en 2003 jusqu'aux élections générales de 2007, l'administration du Parti AK a compilé un bilan réussi. L'économie turque a montré une croissance constante de 2002 jusqu'à la crise des prêts hypothécaires en 2008 en termes de PIB.¹⁷³ En 2007, sous la direction d'Erdogan, le Parti AK a retrouvé le pouvoir unipartite pour la deuxième fois. Avec les changements constitutionnels de 2007, la voie a été ouverte pour le troisième mandat d'Erdogan en tant que président, élu par le peuple. Lors des élections locales de 2009, le Parti AK a remporté 442 postes de maire.

Lors des élections générales de 2011, le Parti AK a remporté le pouvoir unipartite pour la troisième fois, avec 327 sièges. Lors des élections locales de 2014, le Parti AK est devenu le parti leader et a remporté la majorité des grandes villes.¹⁷⁴ Erdogan, élu par le peuple pour la première fois, est devenu président en 2014.

Avec le deuxième mandat, le Parti AK a renforcé son organisation, et le gouvernement a commencé à accroître son pouvoir sur les institutions. Au troisième mandat, il est devenu clair que le pouvoir politique était pleinement consolidé dans l'administration de l'État. Trois facteurs qui influençaient la politique étrangère turque ont considérablement diminué pendant cette période. Il s'agit de la bureaucratie militaire turque, de la bureaucratie du ministère des Affaires étrangères et du mécanisme d'équilibre apporté par le système parlementaire.

2.1.1. Le nouveau leader du ministère des affaires étrangères

¹⁷³https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?end=2009&locations=TR&name_desc=false&start=2002

¹⁷⁴Les résultats des élections en 2011, <https://www.haberturk.com/secim/secim2011/genel-secim>

Avec sa nomination en tant que ministre des Affaires étrangères, Davutoğlu va profondément transformer l'ordre institutionnel. Cela s'explique par le fait qu'avant même de s'engager activement en politique, il avait exprimé ses critiques à l'égard de l'organisation du ministère des Affaires étrangères. Il a souligné que, en raison de la focalisation exclusive du ministère des Affaires étrangères turc sur la Grèce dans sa stratégie de politique étrangère, la vision des diplomates turcs était limitée et qu'ils étaient en déficit pour traiter d'autres événements d'importance internationale.¹⁷⁵

En conséquence, depuis sa nomination en tant que ministre des Affaires étrangères, il a apporté des changements radicaux au ministère des Affaires étrangères. Tout d'abord, il a mis en avant des personnes qui partagent sa propre approche de la politique étrangère en effectuant des changements au niveau des hauts responsables du ministère des Affaires étrangères. Les nominations d'ambassadeurs politiques sont devenues de plus en plus fréquentes, contrairement à la période précédente où elles étaient exceptionnelles.¹⁷⁶ En 2010, la loi n° 6004 sur la création et les missions du ministère des Affaires étrangères a été préparée. En conséquence, des ambassadeurs à Nairobi, au Vatican, à Nicosie, à Nouakchott et à Mogadiscio ont été nommés par des personnes qui n'étaient pas des fonctionnaires de carrière.¹⁷⁷ Davutoğlu a souhaité que des universitaires comme lui-même soient davantage en vue dans la diplomatie tout en poursuivant sa politique de "profondeur stratégique". Il a ébranlé certaines dynamiques immuables du ministère des Affaires étrangères en essayant de mettre en place son autorité en écartant des idées, des attitudes et des "clics" établis depuis la République.¹⁷⁸

En outre, Davutoğlu a cherché à montrer qu'il était également un réformateur au sein de l'institution. En 2009, après avoir exercé une seule fois la fonction d'ambassadeur, il a initié la période de la "jeune génération en diplomatie" en rappelant 45 jeunes ambassadeurs au siège. De plus, il a personnellement informé les épouses des ambassadeurs par téléphone de ses décisions de nomination en pleine nuit.¹⁷⁹

¹⁷⁵ Davutoğlu, Op. Cit., (2001) p. 58, p. 148.

¹⁷⁶ Gökçen Tuncer, "Dışışleri "gelenekle" mi devam etmeli, "yenileri" buyur mu etmeli?", 21 septembre 2019, <https://www.indyturk.com/node/73051/haber/d%C4%B1%C5%9Fi%C5%9Fleri-%E2%80%9Cgelenekle%E2%80%9D-mi-devam-etmeli-%E2%80%9Cyenileri%E2%80%9D-buyur-mu-etmeli> (accédé le 7 septembre 2023).

¹⁷⁷ Haber 7, "Davutoğlu, dışışleri teşkilatını da değiştirdi", 8 novembre 2011, <https://www.haber7.com/dis-politika/haber/792783-davutoglu-disisleri-teskilatini-da-degistirdi> (accédé le 30 août 2023)

¹⁷⁸ Hüseyin Sert, "İki Darbe Arasında: 1960-1980 Döneminde Genel Özellikleriyle Türk Dışışleri Bakanlığı", *Yakın Dönem Türkiye Araştırmaları Dergisi*, 2022, (41), p. 56.

¹⁷⁹ *Yeni Şafak*, "Diplomasiye Gençlik Aşısı", <https://www.yenisafak.com/gundem/diplomasiye-genclik-asisi-200512> (accédé le 19 septembre 2023)

Dépasser la bureaucratie du ministère des Affaires étrangères ne signifie pas exclure complètement le ministère du processus. En fait, au cours de ce processus, le Parti AK tentera de combler le vide laissé par les forces armées avec un ministère des Affaires étrangères actif. Contrairement aux périodes précédentes en Turquie, le ministère existe en harmonie avec le gouvernement. Le ministère des Affaires étrangères n'était pas satisfait de céder son pouvoir décisionnel à l'armée. Le Parti AK attachait également de l'importance au ministère des Affaires étrangères. Les personnalités les plus importantes, brillantes et compétentes du parti ont été jugées dignes de devenir ministres des Affaires étrangères. (Abdullah Gül, Ali Babacan, Ahmet Davutoğlu)

2.1.2. La discréditation de TSK (*Türk Silahlı Kuvvetleri*) : la période d'Ergenekon et de Balyoz

Les succès économiques au cours de la période initiale du parti, le processus d'adhésion à l'UE, les politiques néolibérales et l'acquisition de nouveaux partenaires affaibliraient la bureaucratie militaire dans les mécanismes de prise de décision en matière de politique étrangère, notamment en 2008. Les procès Ergenekon et Balyoz, qui ont terni l'image de l'armée, combinés à des campagnes de propagande noire dans les médias et aux développements suivant le mémorandum en ligne (*e-muhtıra*),¹⁸⁰ ont finalement permis au Parti AK de réussir à mettre définitivement de côté la classe militaire, peut-être son plus grand rival dans la détermination de la politique étrangère.

Depuis le coup d'État militaire du 27 avril 2007, son influence dans la politique turque et la politique étrangère turque a diminué progressivement. Une des raisons les plus importantes en est les procès Ergenekon et Balyoz intentés contre les membres de l'armée.

À partir de 2007, au cours des longues années de procès Ergenekon et Balyoz, de nombreux officiers ont été jugés, et l'armée turque a été ciblée par certains organes de presse. Il n'est pas question de se pencher sur les débats politiques stériles liés à ce processus, mais plutôt de se concentrer sur une réalité claire résultant de ces événements : une érosion de l'image de l'armée a été voulue, et cela a été réussi dans une certaine mesure à l'époque grâce à diverses arrestations et purges. Ces arrestations ont touché des généraux de haut rang, et l'armée a été

¹⁸⁰Independent Türk, "Türk Demokrasisinde Kara Bir Gün: 27 Nisan E-Muhtıraası", <https://www.indyturk.com/node/169886/siyaset/türk-demokrasisinde-kara-bir-gün-27-nisan-e-muhtıraası> (accédé le 6 juin 2023)

totalement mise sous le contrôle de la politique civile, abandonnant son rôle d'acteur influent dans la politique et la politique étrangère.¹⁸¹

Alors que le mandat du président de l'époque, Ahmet Necdet Sezer, touchait à sa fin, Abdullah Gül s'est présenté comme nouveau candidat à la présidence, mais le Parti AK n'a pas réussi à obtenir suffisamment de sièges au Parlement. Comme indiqué précédemment, la publication de la cybernote par les forces armées, intervenant dans le domaine politique, a conduit le Parti AK à des élections anticipées. L'attitude de l'armée, qui avait joué un rôle interventionniste dans la vie politique turque et la politique étrangère depuis des années, a cette fois-ci rencontré une réaction très différente de ce qui avait été observé dans le passé, et le Parti AK a pratiquement réalisé une "révolution démocratique". La mobilisation du public face à la note de l'armée a porté un coup supplémentaire à l'image de l'armée. Le Parti AK a maintenu son pouvoir avec un taux de vote bien plus élevé (47,5 %) lors des élections de 2007¹⁸², et l'accession d'Abdullah Gül à la présidence a en quelque sorte rafraîchi sa légitimité au pouvoir.¹⁸³

2.1.3. L'augmentation du rôle du gouvernement dans le processus de décision

Pendant cette période, un exemple de changement d'équilibre dans la prise de décision en politique étrangère pourrait être donné en relation avec les Protocoles de Zurich (2009)¹⁸⁴ établis après de longues discussions entre le gouvernement de l'AK Parti et l'Arménie, avec le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Ahmet Davutoğlu, en tant que principal représentant de la Turquie. Sous la direction de Davutoğlu, membre du gouvernement du Premier ministre de l'époque, Recep Tayyip Erdoğan, ce processus a été finalisé avec l'approbation de la Grande Assemblée nationale de Turquie.

La tendance à nommer des politiciens en tant qu'ambassadeurs a été utilisée pendant la période de l'AK Parti. Compte tenu de la réticence de la bureaucratie du ministère des Affaires étrangères à mettre en œuvre des politiques qui secouaient les traditions gouvernementales, des relations ont été développées avec des nominations politiques.

¹⁸¹ Ali Balcı, Tim Jacoby, "Guest Editors' Introduction: Debating the Ergenekon Counter-Terrorism Investigation in Turkey", *Middle East Critique*, 2012, 21(2), p. 139.

¹⁸² *Haber Türk*, "Seçim 2007", <https://www.haberturk.com/secim2007> (accédé le 21 septembre 2023)

¹⁸³ Bkz. Didem Diker Yılmaz, 11. Cumhurbaşkanı Abdullah Gül'ün Seçim Sürecinde Yaşanan Gelişmeler, 11. Cumhurbaşkanı Abdullah Gül'ün Seçim Sürecinde Yaşanan Gelişmeler, *Ekonomi İşletme Siyaset ve Uluslararası İlişkiler Dergisi*, 2021, 7(2), 244-259.

¹⁸⁴ BBC, Türkiye-Ermenistan 1. Protokol Metni https://www.bbc.com/turkce/haberler/2009/09/090901_turkey_protocole (accédé le 1 juin 2023)

Avec le retrait progressif de l'influence des forces armées, le gouvernement civil n'a pas tardé à combler ce vide. Une réduction graduelle du rôle du Conseil de sécurité nationale (MGK), chargé d'aider à la prise de décisions relatives à la sécurité nationale et de fournir des avis fondamentaux au Conseil des ministres sur les décisions, a été entreprise.¹⁸⁵ La prise en compte très large du terme "sécurité nationale", en particulier dans les domaines des relations extérieures et de la défense, permettait au MGK de définir les décisions de l'État en tant que politique gouvernementale. Ainsi, pour la Turquie, qui avait jusqu'à présent interprété la plupart des questions sous l'angle de la "sécurité", le MGK était devenu un acteur clé dans la détermination de la politique étrangère. Sous le gouvernement de l'AK Parti, en 2003, une réglementation a été mise en place pour que le MGK se réunisse tous les deux mois au lieu de chaque mois. Enfin, une réglementation a été introduite stipulant que le Secrétaire général du MGK devrait être civil, plutôt qu'un militaire. Avec l'ajout de la pression liée au processus d'adhésion à l'Union européenne et à la démocratisation, le travail de l'AK Parti a été facilité.

2.2. La détérioration des relations avec les acteurs de la région

Davutoğlu a réussi à changer dans une large mesure le discours et les pratiques traditionnels dominants en matière de politique étrangère. Au cours du premier mandat du parti AK, alors que la Turquie renforçait ses liens avec ses voisins et établissait de meilleures relations économiques et politiques avec ces pays, elle a connu de profondes crises dans ses relations avec les pays de la région et ses voisins lors des bouleversements en Tunisie, en Égypte et en Libye, qui étaient les épicycles du Printemps arabe.¹⁸⁶ Les relations avec Israël se sont détériorées au point de rompre, les initiatives avec l'UE et la Grèce qui avaient commencé sur une note positive ont échoué.¹⁸⁷ L'ouverture envers l'Arménie a échoué, l'ouverture envers les Kurdes à l'intérieur du pays s'est transformée en un échec, et les problèmes se sont aggravés. La question chypriote n'a pas été résolue, et les Chypriotes turcs, qui ont été l'objet d'insultes graves, se sont éloignés de la Turquie. Les tentatives de forage de gaz naturel par les Grecs dans la mer Méditerranée et les crises avec Israël ont encore aggravé ces problèmes.

En particulier, en intervenant dans les affaires intérieures de pays voisins comme la Syrie, des décisions stratégiques erronées ont été prises. Cette situation a légitimé le slogan de "l'isolement honorable" au lieu de la politique de "zéro problème avec les voisins".

¹⁸⁵ Ahmet Barbak, "Türkiye'de Yönetimin Sivilleşmesi: Ordunun Siyasal Kontrol Süreci Üzerine Bir İnceleme", *Akademik Yaklaşımlar Dergisi*, İlkbahar 2018, vol. 9, no. 1, p. 49 (31-65)

¹⁸⁶ Oran, Op. Cit., p. 405.

¹⁸⁷ "Sıfır Sorun Değil, Sıfır Sorun!", 14 août 2012, <https://www.tuicakademi.org/sifir-sorun-degil-sifir-sorun/>

2.2.1. Le Printemps arabe : une ouverture inespérée pour l'influence turque en Méditerranée ?

Dans ce sous-partie on ne traitera pas de l'émergence et du développement du Printemps arabe. Au lieu de cela, nous nous concentrerons sur la manière dont la Turquie a perçu le Printemps arabe et sur la question de savoir si elle a cherché à exercer une influence en Méditerranée. Au départ, la Turquie a considéré ces développements comme une opportunité, pensant qu'elle pourrait directement influencer les dynamiques changeantes de la région. La diminution de l'intérêt des États-Unis pour les questions régionales a également contribué à créer une atmosphère favorable. De plus, le Printemps arabe étant vu comme une demande de démocratie par les peuples, il renforçait le discours de la Turquie en tant que "pays démocratique central". En d'autres termes, tout semblait aller dans la bonne direction au début. Cependant, lorsque les soulèvements au Moyen-Orient ont atteint un niveau inattendu d'impact sur le système mondial, les États-Unis ont été poussés à intervenir pour prendre le contrôle de la situation.¹⁸⁸ Cela a compliqué la capacité de la Turquie à jouer un rôle de régulateur dans le processus du Printemps arabe. En effet, les expériences vécues lors de la construction d'un nouvel ordre au Moyen-Orient après la Guerre du Golfe et après le 11 septembre ont montré que les intérêts des États-Unis et de la Turquie ne coïncidaient pas toujours. Initialement, la Turquie et les États-Unis partageaient des politiques harmonieuses envers la Tunisie, l'Égypte et la Libye, soutenant les peuples en quête de démocratie et s'opposant aux dictateurs. La Turquie cherchait à être réaffirmée en tant que modèle de "pays musulman démocratique".¹⁸⁹ L'appellation du Printemps arabe par Davutoğlu en tant que "Printemps turc" était un signe de cet optimisme.¹⁹⁰

Cependant, lorsque la politique de la Turquie face aux soulèvements arabes a commencé à différer de celle des États-Unis, en particulier après l'émergence de l'État islamique (EI), les États-Unis ont choisi de se concentrer uniquement sur la lutte contre l'EI en ignorant l'avenir du pays. À cause de cela, la Turquie a été confrontée à une période difficile. Elle a même coopéré sur le terrain avec le PKK dans cette lutte, en fournissant un soutien militaire et une formation à l'organisation. En fin de compte, la guerre civile en Syrie s'est transformée en une guerre

¹⁸⁸ Veysel AYYHAN, *Arap Baharının ABD-Türkiye İlişkilerine Etkisi*, *Ortadoğu Analiz*, Aralık 2011, 3(36), 21-22.(17-22)

¹⁸⁹ Kemal Kirişçi, "The Rise and Fall of Turkey as a Model for the Arab World" *Brookings Institute*, Commentary, août 2013.

¹⁹⁰ *Akşam*, "Arap Baharı Olduğu Kadar Türk Baharı", 25 mai 2011, <http://www.aksam.com.tr/siyaset/arap-bahari-oldugu-kadar-turk--42810h/haber-42810>

violente, entraînant de lourdes pertes économiques pour la Turquie, un afflux de réfugiés, des problèmes de sécurité aux frontières, et renforçant la présence du PYD-YPG dans le nord de la Syrie. Par conséquent, alors que la Turquie plaidait pour le renversement du régime d'Assad par la force militaire si nécessaire, l'opposition des États-Unis à cette idée a conduit la Turquie, sous la direction de Davutoğlu, à une impasse.

Une autre déception a été le manque d'analyse de certains facteurs dans la formulation de la politique étrangère sous le leadership de Davutoğlu. Les relations avec la Syrie, qui avaient atteint le niveau de coopération stratégique en 2004, se sont détériorées en raison des menaces proférées par Erdoğan lors de la campagne électorale.¹⁹¹ La politique répressive de Bachar al-Assad envers les Frères musulmans a également contribué à tendre les relations du côté turc.¹⁹² Le facteur des Frères musulmans, ainsi que le fait que le développement de liens avec les populations régionales ne devrait pas nécessairement conduire à l'amélioration des relations interétatiques, n'ont pas été pris en compte.¹⁹³

Le retard de la Turquie dans la lutte contre Daesh, les relations en détérioration avec Israël, et le désaccord avec les pays arabes, en particulier après l'émergence de Sisi en Égypte, ont contribué à son isolement. Le manque d'une stratégie globale envers les pays du bassin méditerranéen, comme cela a été démontré pendant le Printemps arabe, a conduit à une inadéquation entre les politiques de la Turquie et les réalités sur le terrain. Ainsi, bien que la Turquie ait aspiré à être une puissance qui façonne le jeu dans la région, elle a été poussée hors du système en raison de son incapacité à comprendre les dynamiques régionales. Davutoğlu a été critiqué par de nombreux secteurs pour son "idéalisme" et son incapacité à produire des alternatives face à des réalités changeantes.¹⁹⁴

2.2.2. Israël : la sensibilité palestinienne, l'accident de Mavi Marmara, la crise de Davos

Jusqu'au début des années 1990, les relations entre la Turquie et Israël étaient maintenues au niveau de Deuxième Secrétaire, mais à partir de 1991, à la suite de la guerre Israël-Palestine en 1990 et de la signature des Accords d'Oslo, les relations diplomatiques ont

¹⁹¹ *Aydınlık*, "Erdoğan Esad'ı Tehdit Etti", <https://www.aydinlik.com.tr/haber/erdogan-esadi-tehdit-etti-tamami-144242> (accédé le 17 juin 2023).

¹⁹² Mustafa Akcan, "Türk Dış Politikasında "Davutoğlu Etkisi" ve Suriye Krizi", *Toplumcu Düşünce Enstitüsü*, Değerlendirme Notu, 16-005, 23 mai 2016, <https://www.toplumcudusunceenstitusu.org/turk-dis-politikasinda-davutoglu-etkisi-ve-suriye-krizi/>

¹⁹³ Fikret Bila, *Milliyet*, "Davutoğlu Sıfır Sorunda Israrlı", <https://www.milliyet.com.tr/yazarlar/fikret-bila/davutoglu-sifir-sorun-da-israrli-1440577> (accédé le 23 avril 2023)

¹⁹⁴ Emre Özdemir, "Yeni Türkiye": Davutoğlu'nun Hayalci Dış Politikası ile Nereye? *Sosyal Demokrat Dergi*, 31 octobre 2014, <http://www.sosyaldemokratdergi.org/emre-ozdemir-yeni-turkiye-davutoglunun-hayalci-dis-politikasi-ile-nereye/>

été rétablies au niveau d'ambassadeur.¹⁹⁵ À partir de cette période, les relations entre la Turquie et Israël ont continué sur la base d'intérêts mutuels, des accords ont été signés pour légaliser les coopérations établies entre les deux pays, et de nombreuses visites de haut niveau ont été réalisées mutuellement.

Des années 1990 au début des années 2000, les relations entre la Turquie et Israël, comme avec d'autres pays, étaient optimistes et se déroulaient de manière positive du point de vue militaire, stratégique et diplomatique. En 2005, le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan a visité Israël dans le but d'établir des liens commerciaux et militaires pour servir de médiateur pour la paix au Moyen-Orient. Lors de cette visite de deux jours avec de nombreux hommes d'affaires, il a rencontré le Premier ministre Ariel Sharon et le président Moshe Katsav. Erdoğan a déposé une couronne au Mémorial de l'Holocauste Yad Vashem et a transmis à Sharon que le parti AK considérait l'antisémitisme comme un "crime contre l'humanité".¹⁹⁶ De plus, Erdoğan a déclaré que le programme nucléaire de l'Iran était une menace non seulement pour Israël, mais pour le monde entier.¹⁹⁷

Au début de l'année 2006, les relations entre la Turquie et Israël ont été décrites comme "excellentes" par le ministre israélien des Affaires étrangères. Grâce aux efforts de la Turquie, la création d'un parc industriel conjoint entre Israël et les Palestiniens a commencé. Le président israélien Shimon Peres et le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas se sont rendus en Turquie avec un jour d'intervalle et ont prononcé des discours au Parlement turc.¹⁹⁸ La déclaration de Shimon Peres selon laquelle "pour l'Amérique, la Syrie, la Palestine et nous, la Turquie est un acteur important au Moyen-Orient" a été particulièrement remarquée. Shimon Peres a également effectué une visite de trois jours en Turquie en novembre 2007, rencontrant le président Abdullah Gül et prononçant un discours au Parlement turc. Abdullah Gül a promis d'aider à la libération de trois soldats israéliens détenus par les Palestiniens.¹⁹⁹

la sensibilité palestinienne & la crise de Davos

¹⁹⁵ Ministère des Affaires Etrangères de la Turquie, <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-israil-siyasi-iliskileri.tr.mfa> 14 février 2022.

¹⁹⁶ *New York Times*, 2 Mayıs 2005; *Hürriyet*, 2 Mayıs 2005.

¹⁹⁷ Şefik Kolat, "İkibinli Yıllarda Türkiye-İsrail İlişkileri Yüksek Lisans Tezi", Sakarya Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, 2006, p. 95.

¹⁹⁸ "Gül'ün İsrail'deki Gizli Randevusu", <https://www.dunyabulteni.net/arsiv/gulun-israildeki-h4475.html> (accédé le 5 juillet 2023)

¹⁹⁹ Kolat, Op. Cit, p. 77.

Cependant, ces excellentes relations ont été gravement altérées à partir de 2008 en raison de l'intensification de la violence d'Israël envers les Palestiniens et du scandale du Mavi Marmara, qui a laissé des séquelles durables.

La condamnation par la Turquie de la guerre d'Israël à Gaza en 2008-2009 et son engagement à aider les Palestiniens à déterminer leur propre avenir ont tendu les relations entre les deux pays. L'opération *Dökme Kurşun* durci a aggravé l'atmosphère de méfiance entre la Turquie et Israël. En janvier 2009, lors du Forum économique mondial à Davos, les efforts visant à trouver une solution au conflit israélo-palestinien ont été discutés sous le titre "Modèle pour le Moyen-Orient". Lorsque le président israélien Peres a déclaré qu'Israël utilisait son droit légitime à la légitime défense contre le Hamas, cela a provoqué une forte réaction du Premier ministre Erdoğan. La réaction d'Erdoğan, exprimée par son cri "Une minute", était en fait une réponse à Israël et était destinée à rappeler à Israël les nombreuses promesses non tenues faites à la Turquie. Avec cette réponse ferme, Erdoğan a démontré son soutien au peuple palestinien qui était opprimé par Israël d'un côté, tout en rappelant le rôle que la Turquie avait assumé entre Israël et la Palestine. En agissant ainsi, il cherchait à préserver la montée de sa la réputation de la Turquie à cette époque.²⁰⁰ De plus, les influences du mouvement politique islamique ont également joué un rôle dans cette dynamique. La présence persistante de l'ancien groupe d'Erbakan au sein du parti AKP était un facteur, et il y avait un fort soutien du public envers le mouvement palestinien.²⁰¹

Le 11 octobre 2009, la Turquie a interdit la participation d'Israël à l'exercice militaire "Anatolian Eagle", dans lequel étaient également impliqués les États-Unis et l'Italie. Initialement, Israël avait été invité à l'événement international "Anatolian Eagle" organisé par la Turquie en 2009, mais cette invitation a été annulée par le gouvernement turc à la suite des attaques israéliennes à Gaza. Par la suite, une délégation américaine qui soutenait Israël a également annulé sa participation à l'événement et a protesté contre cette décision.²⁰² Cette interdiction a été mal perçue par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui a contesté le rôle de médiateur de la Turquie entre Israël et la Palestine.²⁰³

²⁰⁰ Tufan K. Boran, "Adalet Kalkınma Partisi Döneminde Türkiye- İsrail İlişkileri", *Selçuk Üniversitesi. Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, 2020, 44, 33-35.

²⁰¹ Tarık Oğuzlu, "Türkiye-İsrail İlişkilerinin Değişen Dinamikleri", *ORSAM Analiz*, Nisan 2009, vol.1 no. 4, p. 20, https://www.orsam.org.tr/d_hbanaliz/2_tarik_4.pdf

²⁰² Hürriyet, "ABD: Anadolu Kartalı'na İsrail Yüzünden Değil Kesintilerden Katılamadık" <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/abd-anadolukartali-na-israil-yuzunden-degil-kesintilerdenkatilamadik-23681567> (accédé le 3 septembre 2023)

²⁰³ Selçuk Doğukan Doğu, "Türk Dış Politikasında Karar Alma Mekanizmalarında Sahibin El Değiştirmesi Ve Asker-Sivil Denkleminin Kökleri", *DİPAM Analiz*, 2021, no. 7, p. 20

L'incident Mavi Marmara

L'incident du Mavi Marmara en 2010, au cours duquel neuf citoyens turcs ont perdu la vie, a complètement détérioré les relations entre la Turquie et Israël. À la suite de cette attaque, la Turquie a décidé de réduire ses relations diplomatiques avec Israël au niveau de deuxième secrétaire et de suspendre tous les projets militaires conjoints avec Israël.²⁰⁴

Le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu, a annoncé les conditions pour que les relations entre la Turquie et Israël puissent revenir à la normale après l'attaque du Mavi Marmara. Ces conditions comprenaient des excuses d'Israël pour l'attaque, le versement d'une indemnisation aux familles des victimes, la création d'une commission internationale pour enquêter sur l'attaque, la levée du blocus de Gaza et la restitution des navires saisis.²⁰⁵

Cependant, la commission Palmer, créée par les Nations unies sous la médiation de Barack Obama, a rendu un rapport qui a jugé l'intervention israélienne légale, bien qu'il n'ait pas été juridiquement contraignant.²⁰⁶ La Turquie a fortement réagi à ce rapport et l'a considéré comme non crédible, prenant des mesures de représailles.²⁰⁷

Les relations entre la Turquie et Israël ont commencé à se normaliser en 2013 grâce aux efforts de médiation de Barack Obama pour réunir les deux parties. De plus, l'émergence de groupes radicaux dans la région due à la printemps arabe a poussé les dirigeants israéliens à prendre des mesures en ce sens.

En fin de compte, en 2013, Israël a présenté des excuses pour l'attaque du Mavi Marmara, et en 2016, l'indemnisation des personnes décédées a été versée.²⁰⁸ Les relations entre la Turquie et Israël sont revenues à la normale, mais les attaques contre la Palestine et la reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale continueront de créer des tensions dans les relations."

²⁰⁴ Boran, Op. Cit., s.36.

²⁰⁵ Davutoğlu'nun konuşması için bkz. 2 Haziran 2010, http://www.mfa.gov.tr/basin_toplantisi-metni

²⁰⁶ Le rapport a été publié par le NY Times le 1er septembre 2011.

²⁰⁷ Pour le discours du ministre des affaires étrangères Davutoğlu évaluant le rapport après son annonce, voir <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/davutoglugun-konusmasinin-tam-metni-18633531> (accédé le 20 septembre 2023).

²⁰⁸ Pour les victimes du Mavi Marmara, 20 millions USD ont été envoyés par Israël sur les comptes du ministère de la Justice de la République de Turquie et versés aux bénéficiaires par le biais d'un fonds spécial. Voir <https://www.ntv.com.tr/dunya/israil-20-million-dolarlik-tazminatati-yatirdi> (accédé 24 juin 2023) Voir également la note du ministère des affaires étrangères, <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-israil-siyasi-iliskileri.tr.mfa>

2.2.3. Les relations avec l'UE

L'un des problèmes majeurs entre la Turquie et l'Union européenne est la question chypriote. Chypre a constamment été au centre de l'agenda en raison de questions telles que le Plan Annan élaboré en 2004²⁰⁹, le protocole additionnel élargi de l'Accord d'Ankara et les isolations imposées aux cypristes turcs.²¹⁰ En 2004, un référendum a été organisé dans le cadre du Plan Annan, mais les deux communautés n'ont pas pu parvenir à un accord commun. Ainsi, la feuille de route proposée par les Nations unies n'a pas été mise en œuvre.

Pendant cette période, les relations entre la Turquie et l'Union européenne ont été bloquées et politisées en grande partie en raison de l'influence de la Grèce et de Chypre. Pour que la Turquie puisse progresser sur la voie de l'Union européenne, elle devait signer le Protocole additionnel, ce qui signifiait d'une part que la Turquie reconnaîtrait la République de Chypre, qu'elle ne reconnaissait pas en tant qu'État, et d'autre part, que les ports et aéroports turcs seraient ouverts aux Chypriotes grecs, que les marchandises chypriotes pourraient être commercées et que des ambassades seraient établies conformément à ses décisions. En conséquence, le fait que la Turquie ait lié l'approbation du Protocole additionnel à la levée de l'isolement imposé à la RTCN, et en retour, que l'Union européenne ait exigé l'approbation du Protocole additionnel pour la poursuite des négociations avec la Turquie, a conduit à une impasse dans les relations entre les deux parties.²¹¹

Les conflits et l'insécurité survenus au Moyen-Orient en 2010, ainsi que les actes de terrorisme en Turquie et en Europe, ont également eu un impact négatif sur les relations entre la Turquie et les pays occidentaux. En 2013, lors du coup d'État militaire en Égypte, la Turquie a réagi de manière très hostile, tandis que les pays européens et les États-Unis ont adopté une position moins ferme. De plus, le soutien de certains pays européens aux manifestations de Gezi

²⁰⁹ Le plan Annan est un plan des Nations Unies qui propose l'unification de l'île de Chypre, divisée en deux parties, grecque et turque, en un État indépendant. Il porte le nom de Kofi Annan, l'ancien secrétaire général des Nations unies qui l'a proposé. Le plan envisageait l'unification des parties restantes de l'île de Chypre, à l'exclusion de la zone des bases britanniques, en un État fédéral indépendant. Selon ce plan, au moins un tiers des ministères de la République unie de Chypre seraient turcs. Les postes de chef d'État et de premier ministre devaient changer de mains entre les Turcs et les Grecs tous les dix mois. Le plan, qui a été soumis au vote lors de référendums organisés dans le nord et le sud de l'île en avril 2004, a été accepté par 64,91 % des Turcs, mais n'a pas pu être mis en œuvre car 75,38 % des Grecs l'ont rejeté. Pour le texte intégral du plan Annan, voir https://www.mfa.gov.tr/bm-kapsamli-cozum-planl-_annan-planl_.tr.mfa (12.06.2023)

²¹⁰ “Türkiye-AB İlişkileri Kapsamında Kıbrıs Sorunu”, 21 juin 2011, https://tasam.org/tr-TR/Icerik/2414/turkiye-ab_iliskileri_kapsaminda_kibris_sorunu (accédé le 13 juillet 2023)

²¹¹ AB Başkanlığı, “Katılım Müzakerelerinde Mevcut Durum”, https://www.ab.gov.tr/katilim-muzakerelerinde-mevcut-durum_65.html, (accédé le 24 août 2023).

Park en Turquie et la crise des réfugiés provoquée par la guerre civile en Syrie ont été des facteurs déterminants de cette période.

Le Plan d'Action Commun sur la Migration mis en œuvre le 29 novembre 2015 et l'accord du 18 mars 2016 lors du III^e Sommet Turquie-UE à Bruxelles visaient à résoudre la crise des réfugiés en Europe.²¹² Cependant, l'accord a été critiqué pour favoriser davantage les intérêts de l'UE que ceux de la Turquie. L'accord prévoyait le renvoi de tous les migrants irréguliers arrivant sur les îles grecques depuis la Turquie à partir du 20 mars 2016. Pour chaque Syrien renvoyé en Turquie, un réfugié syrien vivant en Turquie serait réinstallé dans un pays de l'UE, tandis que l'UE fournirait une aide financière de 3 milliards d'euros pour les réfugiés en Turquie.²¹³

Bien que l'accord ait permis à la Turquie de devenir le pays accueillant le plus grand nombre de réfugiés au monde, il a également entraîné un fardeau économique, politique et social considérable pour la Turquie.

Bien que la facilitation des voyages sans visa pour les citoyens turcs soit considérée comme une avancée positive, il existe un débat sur le fait que cela puisse être considéré comme un gain significatif, compte tenu de la question de la "politique supérieure" telle que le rapatriement des réfugiés, qui pourrait poser de graves problèmes à l'avenir. De plus, l'Union européenne continue d'imposer des conditions pour la libéralisation des visas, et il ne semble pas que ces conditions puissent être remplies à court terme du point de vue de la Turquie. Par conséquent, l'accord est souvent considéré comme une conséquence de l'objectif de l'UE de faire de la Turquie et d'autres États de l'est de l'Europe une zone tampon pour arrêter, limiter et repousser les migrations vers l'UE.²¹⁴ C'est ainsi que cet accord entre l'UE et la Turquie est perçu également dans l'opinion publique turque.

Un autre événement majeur qui a affecté les relations entre la Turquie et l'UE ainsi que l'Occident est la tentative de coup d'État du 15 juillet. Les problèmes survenus après la tentative de coup se sont approfondis davantage, et ceux-ci seront examinés dans le prochain chapitre. En raison de nouveaux développements des deux côtés, les problèmes survenus pendant cette période ont eu des conséquences politiques, économiques et sociales. La crise de confiance qui a émergé entre la Turquie et les pays européens pendant cette période a mis en péril la

²¹² ²¹² https://www.ab.gov.tr/files/AB_Iliskileri/29_kasim_2015_turkiye_ab_zirvesi_bildirisi_.pdf (accédé le 23 septembre 2023).

²¹³ European Commission, 08.09.2016; <https://www.mfa.gov.tr/soru-cevap.tr.mfa> (accédé le 23.07.2023)

²¹⁴ Oğuzhan Demir, Yusuf Soyupek, "Mülteci Krizi Denkleminde AB ve Türkiye: İlkeler, Çıkarlar ve Kaygılar," IGlobal Analiz, no. 6, 2015, p. 34.

candidature de la Turquie. En fait, il y a des pays, tels que l'Allemagne, la France, la Lituanie, la Finlande et d'autres, qui plaident en faveur de la cessation des négociations d'adhésion à l'UE.²¹⁵

Ces derniers temps, les développements liés aux préoccupations sécuritaires en Méditerranée orientale et aux réserves d'hydrocarbures découvertes, en prenant également en compte l'incident du Mavi Marmara, ont rendu les relations de la Turquie avec les pays occidentaux encore plus sensibles. L'intervention d'Israël contre des activistes civils en eaux internationales, ayant entraîné la perte de neuf vies, a mis en avant les inquiétudes en matière de sécurité de la Turquie dans la région.²¹⁶ De plus, le lancement des activités d'exploration de gaz naturel par la Grèce et d'autres pays dans la région a déplacé le problème chypriote, déjà considéré comme une zone de sécurité par la Turquie sur le plan militaire et politique, vers un nouveau domaine. Chypre, précédemment déclarée zone de sécurité militaire et politique, est maintenant considérée comme un domaine que la Turquie doit protéger avec une grande sensibilité également sur le plan économique.

D'autre part, le rapprochement d'Israël avec la partie grecque de Chypre et sa collaboration étroite dans le domaine de l'énergie ont poussé la Turquie à percevoir toutes ces évolutions comme des menaces. Dans cette optique, la déclaration de mesures militaires et le déploiement de navires en Méditerranée pour protéger les intérêts économiques du peuple turc de Chypre et de la Turquie ont encore accru les tensions. L'UE a accusé la Turquie de comportement agressif, tandis que la Turquie a affirmé qu'elle protégerait de manière intransigeante ses droits découlant du droit international et qu'elle pourrait même envisager des options militaires si nécessaire. Toutes ces évolutions sont devenues des facteurs déterminants dans les relations entre la Turquie et les pays occidentaux dans cette nouvelle période.

2.2.4. La méfiance envers les États Unis

Au début du règne de AK Parti, la relation autrefois forte avec l'allié, les États-Unis, a commencé à se refroidir. Il y a des facteurs qui ont été ajoutés précédemment et qui ont exacerbé les problèmes. Parmi ceux-ci, on peut citer les nouveaux paradigmes qui ont émergé dans la politique étrangère turque après la Guerre froide, les intérêts contradictoires des deux parties

²¹⁵ Cemal Kakişım, Seven Erdoğan, "Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri ve 15 Temmuz Darbe Girişimin Ardından Yaşanan Gelişmeler," *Karadeniz Sosyal Bilimler Dergisi*, 2018, vol. 10 no. 18, p. 413.

²¹⁶ Abdullah Yıldız, "Türkiye'nin Doğu Akdeniz'i Güvenlikleştirilmesi", *Barış Araştırmaları ve Çatışma Çözümleri Dergisi*, 2015, vol. 3 no. 1, p. 20.

dans la question kurde et la montée du sentiment anti-américain en Turquie.²¹⁷ Lors de sa visite en Turquie les 6 et 7 avril 2009, le président Obama a introduit le concept de "Partenariat de Modèle" pour les relations entre les deux pays, mais ce concept n'a pas été concrétisé. Le sentiment de méfiance envers les États-Unis a augmenté à la fois au sein du gouvernement et de l'opinion publique, limitant ainsi la politique de la Turquie visant à devenir un pays central dans la région.

Le rejet de la Résolution du 1er mars a constitué l'une des crises les plus graves dans les relations entre la Turquie et les États-Unis depuis la lettre de Johnson en 1964. De plus, la crise de Suleimaniye (*Çuval krizi*) du 4 juillet 2003 a également contribué à l'essor de l'hostilité envers les Américains dans l'opinion publique. Les forces spéciales turques en Irak ont défilé aux États-Unis, et environ 100 militaires américains et des combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont mené une opération contre le bureau de liaison de Suleimaniye. Onze soldats turcs, dont 3 officiers et 8 sous-officiers, ont été détenus pour des "activités illégales" et relâchés deux jours plus tard.²¹⁸ Les images des soldats, la tête couverte d'un sac par les soldats américains, ont suscité une grande indignation en Turquie.

En 2009, le soutien réticent des États-Unis à leur allié lors de la crise du Mavi Marmara a également nui aux relations.²¹⁹ De plus, l'opposition en Turquie à Israël s'est amalgamée avec l'hostilité envers les États-Unis parmi la population islamique. En outre, la tentative de la Turquie de bloquer les sanctions contre le programme nucléaire iranien lors de son mandat temporaire au Conseil de sécurité des Nations unies en 2009-2010 a suscité le mécontentement des États-Unis. Enfin, le Printemps arabe a été un test pour la résilience des relations turco-américaines. La politique de retenue des États-Unis dans la région, résultant de leçons tirées de l'ère Bush, a finalement été influencée par des pressions publiques, en particulier après la mort de l'ambassadeur américain en Libye, les forçant à ne pas s'impliquer directement dans les conflits en Syrie. La proposition de la Turquie de créer une zone d'interdiction de vol pour les réfugiés fuyant la Syrie en raison de la violence a été rejetée par l'administration Obama. La Turquie s'est ainsi retrouvée à faire face à la fois à une organisation terroriste soutenue par l'armée américaine et à un problème de réfugiés. La décision de l'administration américaine de

²¹⁷ Voir: Füsün Türkmen, "Kırılğan İttifaktan "Model Ortaklığı", *Türkiye-ABD İlişkileri*, Timaş, İstanbul 2012.

²¹⁸ Ayşe Küçük, "2003 Süleymaniye "Çuval" Krizi", *Les recherches des crises de la politique étrangère turque*, 10 octobre 2013, <https://tdpkrizleri.org/index.php/2003-sueleymaniye-cuval-krizi>

²¹⁹ Bulut Gürpınar, Dış Politika Ve Kamuoyu: Mavi Marmara Krizi, *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi*, vol. 53, no. 10, p. 245.(241-253)

fournir des armes et des équipements au PYD/YPG à la fin de 2014, rompant ainsi complètement ses liens avec la Turquie, a conduit à une rupture des relations.²²⁰

Il est possible de dire que la Turquie et les États-Unis ont ébranlé leur relation d'alliance mutuelle, particulièrement à la suite de la Guerre froide, en raison des évolutions dans la région immédiate de la Turquie, en particulier au Moyen-Orient. Des raisons telles que des intérêts contradictoires dans les événements régionaux et une perception américaine négative en Turquie entraveront les efforts de la Turquie pour atteindre ses objectifs. La Turquie n'a jamais pu obtenir des résultats entièrement réussis de ses politiques et de ses efforts concernant la Méditerranée. Les relations avec Israël, l'acteur le plus important de la région pour l'accès au Moyen-Orient, sont totalement interrompues, et les efforts de médiation et de leadership de la Turquie dans la région depuis 2002 ne sont plus soutenus par les États-Unis. En conséquence, les relations avec les États-Unis subissant de multiples épreuves pendant cette période rendront les politiques régionales de la Turquie plus difficiles et limiteront sa marge de manœuvre.

2.2.5. Les relations avec la Grèce : les enjeux infinis

L'AK Parti, est arrivé au pouvoir avec l'ambition de développer les relations avec la Grèce, qui a dominé l'agenda et la politique étrangère de la Turquie depuis la fondation de la République de Turquie jusqu'à nos jours, en dépit de 14 crises en politique étrangère et de la question chypriote qui dure depuis plus de 70 ans.²²¹

Davutoğlu a expliqué l'incapacité de la Turquie à développer une politique étrangère profonde en liant cela aux problèmes stagnants avec la Grèce créant une perception de "menace pour la sécurité", ce qui a conduit à l'indexation de la politique étrangère turque uniquement sur ces problèmes. Parmi ces problèmes, l'un des plus importants est que l'AK Parti a soutenu dans sa campagne électorale de 2002, promettant la démocratie et la réforme, la création d'un État

²²⁰ Zehra Doğan, "Türkiye-ABD İlişkilerinin Temel Dinamikleri Ve Stratejik İttifak Boyutu", <http://libfdergisi.Ksu.Edu.Tr/Tr/Download/Article-File/906828>

²²¹ Zehra Gürsoy Mahdy, Fuat Aksu, "Türkiye ve Yunanistan Arasındaki Dış Politika Krizlerinde Karar Birimlerinin Siyasi Evren Algıları", *Journal of International Eastern European Studies*, 2020, Vol. 2, No. 2, p. 514.

avec la reconnaissance de deux communautés souveraines et la nécessité d'une résolution rapide de la question chypriote.²²²

L'AK Parti a insisté pour que ce problème qui entravait depuis des années la politique étrangère turque soit résolu rapidement. C'est pourquoi, bien qu'il ait été réticent à l'égard du Plan Annan, il a été finalement accepté. L'AK Parti a adopté une approche pragmatique, définissant ces problèmes comme des "problèmes à résoudre" plutôt que comme la "cause nationale" des gouvernements précédents ou comme une "sujet de la sécurité nationale" de la bureaucratie militaire.²²³ Dans cette optique, l'AK Parti a estimé que les relations avec la Grèce se normaliseraient si une coopération économique et d'autres domaines pouvaient être établis. Dans le processus d'adhésion à l'UE, la question chypriote a été considérée comme un obstacle et a été reléguée au second plan, tandis qu'un programme de travail positif était tenté. Dans cette direction, un accord d'interconnexion de gaz naturel a été signé entre les deux pays et un Mécanisme de renforcement de la confiance a été établi²²⁴.

En 2009, George Papandréou est arrivé au pouvoir en Grèce, tandis qu'Ahmet Davutoğlu est devenu ministre des Affaires étrangères en Turquie. En juin, lors d'une réunion sur les problèmes en mer Égée tenue en marge du 26e Atelier sur la Défense Globale, la Grèce s'est opposée à l'idée de voler dans les espaces aériens respectifs l'un de l'autre au sein de l'OTAN. Le mois suivant, Davutoğlu a effectué une visite en Grèce, mais les deux parties n'ont pas fait de concessions. En outre, la pression exercée par le côté américain pour l'ouverture de l'école de théologie, le veto aux chapitres des négociations d'adhésion à l'UE, les déclarations de la Grèce selon lesquelles le Protocole Additionnel n'était pas appliqué, ainsi que le rapprochement de la Grèce avec Israël, dont les relations avaient été gravement endommagées par le Mavi Marmara en 2010, sont autant d'exemples qui ont accru les tensions. La même année, conformément à la devise de "zéro problème avec les voisins" et malgré sa réticence initiale, il a été décidé de créer un Conseil de Coopération de Haut Niveau, mais les problèmes séculaires entre la Turquie et la Grèce sont restés à l'ordre du jour de 2009 à 2016, contredisant l'approche de Davutoğlu. En effet, lors de la troisième Conférence des Ambassadeurs à laquelle Papandréou a été invité en 2011, il a déclaré devant tous les dirigeants et diplomates turcs que

²²²AK Parti, Le programme d'élection, novembre 2002, <https://www.akparti.org.tr/media/318780/3-kasim-2002-genel-secimleri-secim-beyanamesi-sayfalar.pdf>

²²³Salih Şengün, "Türk Dış Politikasında Kıbrıs Sorunu: Ak Parti Ve Chp'nin Kıbrıs Politikaları Yüksek Lisans Tezi, 2016, İstanbul, p. 88.

²²⁴La note explicative, Ministère des Affaires Etrangères de la Turquie, <https://www.mfa.gov.tr/ege-sorunu-ile-ilgili-son-gelistmeler.tr.mfa>

huit avions de chasse turcs avaient violé la souveraineté grecque en survolant l'île d'Égine. Cette déclaration a entraîné une riposte immédiate de la Turquie, et les années suivantes ont été marquées par des provocations mutuelles d'avions militaires en mer Égée et en mer Méditerranée, ainsi que par l'annonce de NAVTEX.²²⁵ En 2011, lors d'une réunion de Davutoğlu avec le Commissaire européen à l'élargissement et à la politique de voisinage de l'UE, il a été déclaré que l'obstruction des relations UE-Turquie était liée à Chypre. Contrairement aux discours minimisant la question chypriote,²²⁶ cette fois-ci, elle a été mise en avant comme un obstacle majeur. Parce que l'illusion selon laquelle Davutoğlu pourrait résoudre les problèmes de la politique étrangère turque avec son cadre théorique avait été comprise, et il a été admis que ces problèmes ne pouvaient pas être si facilement passés sous silence.²²⁷

En 2014, les ressources en hydrocarbures en Méditerranée ont commencé à occuper le programme bilatéral. À cette époque, alors que la Turquie s'isolait dans sa région après le Printemps arabe, la Grèce renforçait sa position en Méditerranée en développant ses relations avec ces pays. Une déclaration commune a été publiée avec l'Égypte concernant les recherches gazières. De plus, la Grèce a organisé des exercices militaires conjoints avec Israël et, après la crise des avions russes en 2015, a fait des déclarations de soutien à la Russie. Alors que la question des réfugiés en provenance de Syrie était un problème commun aux deux pays, cela n'a pas suffi à créer un sentiment de confiance et de coopération mutuels en établissant un mécanisme commun. Il est clairement visible ici que la Grèce s'est ouverte aux pays avec lesquels la Turquie avait de mauvaises relations à l'époque. Non seulement la Turquie, mais aussi la Grèce a construit sa politique méditerranéenne sur le rapprochement avec les pays opposés à la Turquie, plutôt que sur la coopération spontanée avec les pays méditerranéens et sur des politiques plus approfondies. La politique régionale de la Grèce à l'époque, centrée sur la Turquie, a été un échec. Alors que les deux pays ont réitéré leurs discours de coopération, ils ont adopté des attitudes qui ne cédaient pas de terrain. En fin de compte, les années 2009-2016, où le slogan "zéro problème avec les voisins" est devenu un isolement régional, ont donné à la Grèce l'occasion de développer ses relations avec les pays de la région, tandis que le ministère turc des Affaires étrangères et le ministère de la Défense ont commencé à faire des déclarations

²²⁵ Nejat Tarakcı, "Kıbrıs AB Sorunu Değil Türk - Yunan Sorunudur", 11 décembre 2006, https://tasam.org/tr-TR/Icerik/1603/kibris_ab_sorunu_degil_turk_-_yunan_sorunudur

²²⁶ Şengün, Op. Cit., p. 67

dominées par l'idée que « cette formation anti-Turquie n'aurait pas lieu dans la Méditerranée orientale ». ²²⁸

III. LA MILITARISATION DE LA POLITIQUE ETRANGERE EN MEDITERANEE (2016-2022)

1. Les raisons derrières de la militarisation de la politique étrangère turque

En Turquie, l'année 2016 a marqué un tournant majeur à la fois en politique intérieure et en politique étrangère en raison de la démission du Premier ministre Ahmet Davutoğlu en mai, suivie de la tentative de coup d'État du 15 juillet. Avec la destitution de Davutoğlu, la stratégie future de la Turquie a changé, la politique étrangère s'est orientée vers la sécurité en raison de la tentative de coup d'État du 15 juillet, et en 2017, le passage au système présidentiel a centralisé le mécanisme de prise de décision.

Dans ce contexte, on examinera le fait que la politique étrangère de l'ère AK Parti est devenue plus militariste par rapport à la période 2002-2016. Bien que les développements récents en Méditerranée aient eu une influence considérable sur ce tournant en politique étrangère, affirmer que la militarisation est uniquement due aux développements actuels en Méditerranée ne constituerait pas une analyse suffisante.

Une raison importante réside dans le départ de Davutoğlu, qui a commencé à influencer la politique étrangère turque en coulisses depuis les années où il a été limogé de son poste de Premier ministre, en raison de sa première image positive suivie de la dégradation progressive du "système qu'il avait créé". Le départ de la personnalité la plus compétente de l'AK Parti en matière de politique étrangère a sonné le glas de sa théorie et de ses pratiques, poussant la Turquie vers une politique plus dure, axée sur la sécurité et les intérêts, lorsqu'elle n'a pas trouvé ce qu'elle cherchait dans le soft power et la politique de zéro problème.

D'autre part, bien que la Turquie soit un pays habitué aux coups d'État militaires, la tentative de coup d'État du 15 juillet s'est démarquée à la fois par sa méthode et sa motivation. Cette tentative de coup d'État et ses répercussions ont provoqué un choc chez la population et dans de nombreux secteurs de l'État. Par conséquent, alors que tout ce qui s'est passé pendant

²²⁸“Bakan Akar: Doğu Akdeniz’de Türkiye’yi Enerji Denkleminin Dışında Tutan Tüm Projeler Başarısızlığa Mahkumdur”, *Anadolu Ajansı* <https://www.aa.com.tr/tr/turkiye/bakan-akar-dogu-akdenizde-turkiyeyi-enerji-denklemin-disinda-tutan-projeler-basarisizliga-mahkumdur/1925435> (accédé le 8 septembre 2023)

la période de l'état d'urgence a suscité la peur et l'inquiétude chez le peuple, un climat plus anxieux, prudent et préoccupé par la sécurité nationale s'est installé à la fois dans la politique intérieure et les relations extérieures du gouvernement.

Enfin, dans ces années où la diminution de l'hégémonie américaine et la transformation du système international étaient plus fortement ressenties, l'augmentation de l'incertitude, des crises et des conflits dans différentes régions, ainsi que la multiplication des menaces dans le voisinage immédiat de la Turquie, expliquent également cette transformation de la politique étrangère turque.

1.1.La tentative de coup d'Etat du 15 Juillet

La nuit du 15 juillet 2016 a été l'un des plus marquant événements de l'histoire politique turque. Pour la première fois de son histoire, des membres de l'armée turque ont ouvert le feu sur les citoyens dans le but de prendre le contrôle de l'État, tuant des soldats et des civils. Dans la nuit du 15 juillet, les soldats affiliés au FETÖ (organisation guleniste, *Fethullahçı Terör Örgütü*) au sein des forces armées turques ont occupé le siège central du parti au pouvoir, survolé en rase-mottes toute la nuit les bâtiments publics clés à Ankara avec les avions de chasse F-16 volés à l'inventaire de l'armée, et bombardé plusieurs bâtiments publics, dont le Parlement, la Présidence et le siège de la police d'Ankara. Le chef d'état-major, a été pris en otage par ses gardes du corps, et les commandants des forces terrestres et aériennes ont été pris en otage alors qu'ils assistaient à un mariage à Marmaris le vendredi soir.²²⁹

La tentative de coup d'État du 15 juillet n'a pas eu lieu dans le cadre de la chaîne de commandement militaire. Cependant, contrairement aux coups d'État précédents, il ne s'agissait pas d'un coup d'État mené par quelques groupes d'officiers au sein de l'armée contre les politiques du gouvernement. Les soldats impliqués dans la tentative de coup d'État étaient membres de l'organisation guleniste, et ils ont perpétré ce coup d'État conformément aux ordres qu'ils avaient reçus de cette organisation. Autrement dit, il ne s'agissait pas d'une tentative de prise de pouvoir par l'élite militaire pour des raisons politiques. Cela a donc été un processus qui a choqué la société. ²³⁰Par conséquent, tandis que tout ce qui s'est passé pendant la période de l'état d'urgence a suscité la peur et l'inquiétude dans la population, un climat plus anxieux,

²²⁹ <https://www.aa.com.tr/tr/15-temmuz-darbe-girisimi/15-temmuzda-ankarayi-bombalayan-darbeci-pilotlarin-ortak-stratejisi-inkar/2010511>

²³⁰ Ed. M. Hakan Yavuz and Bayram Balci, *Turkey's July 15th Coup: What Happened and Why*, Salt Lake City: University of Utah Press, 2018, p. 78.

prudent et préoccupé par la sécurité nationale a prévalu à la fois dans la politique intérieure et dans les relations extérieures du gouvernement.

Une des conséquences les plus importantes de la tentative de coup d'État du 15 juillet a été l'augmentation des préoccupations liées à l'identité socio-politique de la société turque et à la survie de son tissu social. Après la tentative de coup d'État, l'État a cherché à éliminer tous les éléments liés au FETÖ. Cependant, en raison de l'ampleur imprévisible du réseau de l'organisation, des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées, révoquées de leurs fonctions ou emprisonnées. Cette situation a entraîné une diminution de la capacité des institutions de l'État et des crises d'emploi, ainsi que la création d'une atmosphère de peur et de désespoir chez la population. L'armée a écarté près de la moitié de ses membres.

1.1.1. Le problème du « soft power » : le réseau international de l'organisation güleniste

Selon Bayram Balçı, l'Asie centrale et les Balkans ont été les régions les plus critiques qui ont permis à l'organisation de s'internationaliser et de nourrir ce réseau mondial.²³¹ L'organisation, qui opère à travers les institutions gouvernementales, les écoles, les cours privés et les ONG à l'intérieur du pays, a en réalité établi une structure solide à l'étranger. L'infrastructure de l'organisation comprend des universités privées, des lycées, des écoles primaires, des dortoirs étudiants, des cours privés, plus de 100 fondations / associations et des sociétés privées affiliées. Elle englobe des hommes d'affaires, des enseignants, des journalistes, des étudiants et des fonctionnaires, ce qui a permis de maintenir le pouvoir et d'utiliser ces personnes comme source de financement.

Depuis l'ère d'Özal, cette organisation a infiltré divers secteurs tels que l'éducation, les médias, le secteur des affaires et les œuvres caritatives, et en 2003, elle avait déjà établi un système. En Afrique, en Asie centrale et dans les Balkans, elle a favorisé l'entrée de produits turcs en établissant des écoles et de nouvelles opportunités commerciales, contribuant ainsi à la diffusion de la culture turque et à l'augmentation des investissements, et commençant à créer une forme de pouvoir informel. Les écoles de FETÖ ont particulièrement influencé l'opinion publique après l'ouverture de la Turquie en Asie centrale à partir de 1991. À l'exception de la Fondation des affaires religieuses (Diyanet Vakfı), la plupart des écoles, entreprises et médias présents dans la région appartiennent à l'organisation, offrant une éducation en anglais, turc et langues locales.

²³¹ Yavuz et Balçı, Op. Cit., p. 25.

L'organisation a utilisé l'argument du "dialogue interculturel et interreligieux" tout en étendant son réseau à l'échelle mondiale.²³² Selon ses disciples, ce mouvement vise à promouvoir la compréhension et la tolérance interculturelles, ainsi qu'à diffuser "l'islam modéré" par le biais de l'éducation, tout en éloignant l'islam de l'extrémisme.²³³ Bien que l'arrière-plan des activités religieuses soit une structure qui n'est pas basée uniquement sur les activités de charité, ces revendications ont contribué à mettre en avant l'organisation en tant qu'acteur de la diplomatie de la puissance douce et en tant qu'acteur non étatique majeur. Les écoles étaient soutenues financièrement par des donateurs issus du monde des affaires, et l'objectif était de former une élite éduquée dans ces écoles turcophones afin qu'elle puisse occuper des postes importants à l'avenir, de manière à préserver l'influence (tout comme cela avait été fait en Turquie).

Cependant, ce réseau international n'ait pas été un représentant officiel de l'État turc, il a mené des activités qui ne reflétaient pas les politiques gouvernementales, ce qui a créé des perturbations dans les relations extérieures grâce à son influence.²³⁴ Contrairement aux coups d'État précédents, la hiérarchie militaire n'était pas en faveur du coup d'État, et même les militaires qui critiquaient précédemment les politiques du gouvernement n'étaient pas prêts à accepter la possibilité d'une guerre civile.

Les activités de l'organisation n'étaient pas largement acceptées par la société séculière avant d'être qualifiées de "structure parallèle" par le gouvernement et avant les allégations de corruption du 17 -25 décembre.²³⁵ La Turquie n'était pas satisfaite de l'image "religieuse" qu'elle avait à l'étranger.²³⁶ Cependant, l'organisation n'a pas tardé à combler ce vide d'autorité, notamment dans les endroits où la présence des institutions turques à l'étranger était limitée. En réalité, l'organisation güleniste a préféré collaborer davantage avec des organisations chrétiennes ou juives que musulmanes, ce qui a réduit la concurrence et a favorisé la prétendue "tolérance interculturelle". De plus, cela a permis d'établir des liens beaucoup plus étroits avec les autorités locales, les associations et la population.

Le concept de soft power de la Turquie, auquel elle attachait une grande importance sous l'ère Davutoğlu,²³⁷ et même la diplomatie publique en matière de politique étrangère, à

²³² Andrew Wilson, "The Network", TRT World, 2019, 4:50, <https://www.youtube.com/watch?v=w4JY8Xn-PWA>

²³³ Wilson, Op. Cit.

²³⁴ Oran, Op. Cit. p.

²³⁵ Euronews, "17-25 Aralık 2013'te neler oldu ve o dönemin 17 aktörü bugün nerede?" <https://tr.euronews.com/my-europe/2021/12/17/17-aralikin-17-aktoru-bugun-nerede> (accédé le 7 août 2023).

²³⁶ Oran, Op. Cit., p. 202.

²³⁷ <https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/diplomasi-kapali-kapilar-ardinda-yapilan-muzakereler-degil-206544>

laquelle Davutoğlu a personnellement œuvré pour sa réalisation, étaient sous le contrôle de l'organisation güleniste jusqu'en 2013. Cependant, la crise de corruption des 17-25 2013 et du 15 juillet a encore affaibli les sympathies de l'organisation à l'étranger. Elle est désormais perçue non seulement comme un mouvement éducatif, mais aussi comme une organisation culturelle ayant des arrière-pensées. La rupture totale entre le mouvement et l'État turc après juillet 2016 a poussé les diplomates turcs dans ces pays à exiger la fermeture de toutes les écoles gülenistes en Europe, dans les Balkans, en Asie centrale et dans le Caucase ou leur transfert à la fondation turque Maarif. Bien que toutes ces demandes n'aient pas encore été satisfaites, les activités d'ouverture en Afrique et dans les Balkans, qui se sont intensifiées au cours de la dernière période de l'AK Parti, et les relations d'Erdoğan avec les dirigeants d'Asie centrale et l'Organisation des États turcs ont réussi, dans une large mesure, à combler ce vide laissé par l'organisation güleniste.

1.1.2. La stérilisation de l'Armée turque

Les enquêtes judiciaires sur la tentative de coup d'État ont eu le plus grand impact sur les Forces armées turques (TSK). En Turquie, les allégations selon lesquelles les TSK, l'institution la plus respectée de la société turque, étaient impliquées dans des activités de type "structure parallèle" visant à prendre le contrôle de l'appareil de l'État ont profondément ébranlé le pays et ont fait sensation, en particulier en raison des dommages causés aux civils lors de la nuit du 15 juillet.

Depuis le 15 juillet, l'aile militaire de a subi un sérieux revers. Cependant, toutes les enquêtes n'ont pas encore été conclues en raison de l'ampleur de l'affaire. Près de la moitié de la haute hiérarchie générale/amirale des TSK a été expulsée de l'armée. Au total, près de 15 000 militaires ont été révoqués. D'autre part, il est connu que 5 761 officiers et sous-officiers ont participé à la tentative de coup d'État du 15 juillet.²³⁸ Ce chiffre montre que la tentative de coup d'État du 15 juillet a porté un coup bien plus important aux TSK que prévu, entraînant des pertes matérielles accrues pour l'armée et nécessitant beaucoup de temps pour remplacer le personnel expulsé.²³⁹ La tentative de coup d'État a menacé la stabilité de la Turquie à une période très critique. À l'époque, la Turquie était déjà aux prises avec les attaques de l'État islamique (EI) et

²³⁸ Mert Hüseyin Akgün, *FETÖ'nün Askeri Kanadı: Genelkurmay Çatı Davası*, SETA, 2020, İstanbul, p. 15.

²³⁹ Bkz. Serdar Gülener-Serencan Erciyas, *Dünyada Arındırma Uygulamaları Ve Türkiye'de Devletin Fetö'den Arındırılması*, *Analiz*, Aralık 2016, no. 179, p. 17.

une économie en ralentissement. De plus, l'armée turque était en conflit direct avec le PKK dans le sud-est du pays. En 2015, la Force aérienne turque s'est également retrouvée en confrontation avec la Russie lors de la "crise des avions de chasse". Par conséquent, la vulnérabilité de la Turquie sur le plan de la sécurité, à la fois en termes de menaces extérieures et intérieures, ainsi que l'affaiblissement de l'armée, ont suscité de vives inquiétudes au sein de l'État et du gouvernement.

Le fait que certains officiers aient été impliqués dans une trahison alors qu'ils étaient membres des forces armées a également eu un effet dégradant sur l'image des TSK. Cependant, après la levée de l'état d'urgence et la consolidation du pouvoir par le gouvernement, cette image sera renforcée par le gouvernement lui-même. De plus, il sera affirmé que les échecs dans la lutte contre le terrorisme avant le 15 juillet étaient basés sur des complots de membres de FETÖ. Par conséquent, à peine un mois après la tentative de coup d'État, la Turquie a lancé l'opération Bouclier de l'Euphrate contre l'État islamique (EI) à la frontière syrienne. Des allégations ont été avancées selon lesquelles cette opération, qui a été constamment entravée au sein de la bureaucratie par des membres de FETÖ, était une opération que l'organisation avait l'intention d'entraver. Le succès de l'opération a été lié à la dénonciation et à l'effondrement de l'organisation.²⁴⁰ En outre, il a été décidé de mettre en œuvre des politiques de puissance dure en Syrie, en Libye ou en mer Méditerranée orientale pour rétablir la réputation des TSK.²⁴¹

Déjà discréditée par les procès Ergenekon et Balyoz, l'Armée, qui avait déjà perdu sa crédibilité et la confiance du public, a été encore plus discréditée après le 15 juillet. Elle a perdu toute son autonomie juridique, les commandants des forces ont été rattachés au ministère de la défense nationale, qui fait partie du cabinet gouvernemental, et l'organisation de l'armée a été civilisée.²⁴² Les lycées militaires et les écoles de cadets, où le FETÖ avait infiltré l'institution et semé ses graines, ont été fermés. En conséquence, l'armée a perdu toute son influence sur la politique étrangère et s'est retrouvée dans la Turquie de l'après-2016 non pas en tant que

²⁴⁰ Can Acun, "Fırat Kalkanı Operasyonu 15 Temmuz'a Cevaptır", 5 septembre 2023,

<https://www.setav.org/firat-kalkani-operasyonu-15-temmuza-cevaptir/>

"Bu Ordu Sadece Türk Milletinin Ordusudur", <https://www.ntv.com.tr/turkiye/bu-ordu-sadece-turk-milletinin-ordusudur,r1q-wUOVRUGZCqmt4q4YYQ> (accédé le 9 septembre 2023).

²⁴¹ La cérémonie militaire. *La présidence de la république de la Turquie*, "çindeki hainleri temizleyen kahraman ordumuz zaferden zafere koşuyor", <https://www.tccb.gov.tr/haberler/410/99071/-icindeki-hainleri-temizleyen-kahraman-ordumuz-zaferden-zafere-kosuyor->

²⁴² "Son dakika: Genelkurmay Başkanlığı, Milli Savunma Bakanlığına bağlandı", <https://www.haberturk.com/son-dakika-genelkurmay-baskanligi-milli-savunma-bakanligina-baglandi-2059351>, (accédé le 12 août 2023)

décideur en matière de politique étrangère, mais en tant qu'exécutant instrumentalisé de la politique étrangère

1.1.3. L'aggravation des relations de la Turquie à l'issue de la tentative du coup d'Etat du 15 juillet

Après la nuit du 15 juillet et la lutte du peuple contre la tentative du coup d'Etat, le gouvernement élu en est sorti même plus renforcé. Par la suite, au cours de la période d'état d'urgence qui a suivi, le gouvernement a consolidé son pouvoir sur de nombreux sujets grâce aux décrets-lois adoptés. Avec le référendum du 16 avril 2017, la Turquie est passée à un système présidentiel, permettant ainsi au président de devenir le décideur unique grâce aux décrets présidentiels qu'il publie.

En outre, le fait que Fethullah Gülen vive en exil aux États-Unis et ne soit pas renvoyé en Turquie par les États-Unis a créé de l'hostilité envers les États-Unis dans l'opinion publique. Beaucoup de gens ont même soutenu que les États-Unis avaient planifié le coup d'État. Cela a été alimenté par une perception négative basée sur le rôle des États-Unis dans le coup d'État de 1980, l'invasion de l'Irak en 2003 et la croyance que les États-Unis soutiennent toujours les régimes despotiques dans les pays musulmans. De plus, les premières réactions des pays de l'Union européenne, perçues comme insuffisantes, ont eu un impact négatif sur les relations de la Turquie avec ces pays et ses institutions. Ainsi, pendant un certain temps, la Turquie a cherché des solutions à son isolement dans le système international.

Après la répression de la tentative de coup d'État, la Turquie a attendu des déclarations de soutien de la part de ses alliés de l'OTAN. La nuit du 15 juillet, les dirigeants des institutions de l'UE étaient en Mongolie pour le Sommet Asie-Europe (ASEM). Dès que des informations détaillées ont été obtenues d'Ankara, une déclaration commune a été publiée, affirmant que "l'UE soutient le gouvernement démocratiquement élu du pays, ses institutions et la primauté du droit".²⁴³ Le retard de trois jours dans la condamnation claire attendue par Ankara, le fait que le gouvernement accuse les pays de soutenir le coup d'État²⁴⁴, en revanche les implications faites au cours de l'état d'urgence par le gouvernement étaient les deux grandes facteurs pour la détérioration des relations. De plus, les titres de la presse ont créé une perception négative chez les turcs. Par exemple, au cours de la période du 15 juillet, le journaliste de MSNBC, Kyle

²⁴³Erhan İçener, "Turkey – EU Relations after the Failed July 15 Coup Attempt", 2016, no. 79 (accédé le 4 avril

²⁴⁴ <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/erdogan-turkey-coup-latest-news-blames-us-west-terrorism-gulen-a7168271.html>

Griffin, a tweeté : "Une source militaire américaine de haut niveau a déclaré à NBC News que Erdogan, qui s'est vu refuser l'atterrissage à Istanbul, avait demandé l'asile en Allemagne." De plus, un article du New York Post intitulé "Un coup d'État en Turquie pourrait signifier de l'espoir" a suscité une vive réaction auprès de l'opinion publique et des politiciens turcs. La demande de la Turquie de mettre sur leur liste des organisations terroristes, d'extradition pour les gens allégés liés à la tentative du coup d'État étaient les points de défis dans l'agenda international.

Dans ce contexte, les relations de la Turquie avec ses alliés ont été affectées en raison du 15 juillet. D'autre part, cette tension a également ouvert la voie à une convergence entre la Turquie et la Russie. La Russie a été le premier pays à exprimer son soutien pendant la période de coup d'État et des mesures visant à normaliser rapidement les relations bilatérales ont été prises après la crise des avions de chasse de 2015. Cependant, cela a renforcé la perception que la Turquie se rapprochait de la Russie au détriment de ses alliés et a encore refroidi les relations avec les pays de l'OTAN. Selon la Turquie, les attitudes et les politiques négatives adoptées par les États-Unis et les pays européens ont également joué un rôle important dans le rapprochement des deux pays.²⁴⁵

La tentative de coup d'État du 15 juillet et la période d'état d'urgence qui a suivi, ont créé un traumatisme national au sein du gouvernement, de la bureaucratie et de la société. Avec la croissance des actes de terrorisme et des attaques à grande échelle menées par l'État islamique (EI) et aussi par le PKK, le sentiment d'insécurité du gouvernement s'est renforcé. C'est dans ce contexte qu'une politique d'isolement et d'insécurité a façonné les politiques de l'après-15 juillet et a évolué vers une "politique dure".

1.2.La conjoncture internationale : le retour des rivalités géopolitiques

L'année 2016 marque une période au cours de laquelle des transformations majeures ont émergé dans le système international à la suite de certains événements spécifiques. Outre les développements de la politique intérieure en Turquie, de nombreux nouveaux problèmes ont également commencé à se propager sur la scène politique internationale.

Les changements majeurs dans la géopolitique mondiale, la montée en puissance de l'Asie, la déclaration par l'administration Obama de la "Pivot vers l'Asie" et des initiatives telles que le Partenariat transpacifique (TPP) ont montré que le système d'après la Guerre froide était en train de changer. Au cours de ces années, des acteurs régionaux sont entrés en compétition

²⁴⁵ Tekin Aycan Taşçı, "Rusya'da Hükümet Ve Medyanın 15 Temmuz Darbe Girişimine Yaklaşımları", *Erciyes Akademi*, 2021, vol. 35, no. 2, p. 510.

régionale pour des objectifs géopolitiques, ce qui a donné lieu à une rivalité de puissance régionale.

La période de l'administration Trump aux États-Unis, caractérisée par le protectionnisme, ainsi que les doutes croissants des États européens quant à l'alliance atlantique et leur proposition du projet d'architecture de sécurité autonome PESCO, ont été des développements notables.

L'augmentation de l'utilisation des armes de destruction massive, la montée de la menace nucléaire de la Corée du Nord, le Brexit avec la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, ont créé des environnements d'incertitude et d'insécurité.

En plus de la tentative de coup d'État du 15 juillet, l'ingérence étrangère dans les élections présidentielles aux États-Unis, ainsi que de nombreuses menaces sécuritaires telles que le conflit armé persistant en Syrie avec l'aggravation du régime d'Assad, la prise de contrôle de Mossoul et de nombreuses autres villes par l'État islamique (EI), l'intervention de la Russie et de l'Iran, l'absence de relations avec l'Égypte, le veto de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité des Nations unies concernant FETÖ, ainsi que les attaques terroristes massives de l'État islamique à l'aéroport Atatürk en Turquie et dans les villes de l'est, ont créé de nombreuses menaces sécuritaires dans la proximité géographique de la Turquie. Tout cela a rendu difficile l'adaptation de la Turquie à cet environnement en constante évolution.

2. La transformation du régime parlementaire au régime présidentiel

Le 16 avril 2017, la Turquie a connu un changement majeur dans son système gouvernemental grâce à un référendum historique, passant officiellement au système de gouvernement présidentiel sous le nom de Système Présidentiel de Gouvernement. Cette transformation a également entraîné des changements significatifs dans la formulation de la politique étrangère. Sur le plan institutionnel, le chef de l'exécutif, le président, est désormais élu différemment du pouvoir législatif, et les autres membres de l'organe exécutif, y compris les vice-présidents et les ministres, sont nommés entièrement selon sa préférence. Les ministres ne sont plus responsables devant le pouvoir législatif et n'ont plus besoin d'obtenir la confiance de celui-ci. De plus, la phrase "surveiller le Conseil des ministres et les ministres" de l'article 87 de la Constitution a été retirée.²⁴⁶ En outre, les décrets-lois peuvent désormais être

²⁴⁶ <https://daktilo1984.com/d84intelligence/cumhurbaskanligi-hukumet-sistemi-ve-turkiyede-dis-politika/>

promulgués sans avoir besoin de l'approbation de l'organe législatif, permettant à l'organe exécutif de modifier et de structurer la législation à sa guise.²⁴⁷

Ces changements ont également modifié la structure institutionnelle de la formulation de la politique étrangère. Le pouvoir législatif a perdu la plupart de ses pouvoirs, à l'exception de la décision de déclarer la guerre et d'approuver les traités internationaux. De plus, même le ministère des Affaires étrangères a vu ses pouvoirs dans la formulation de la politique étrangère réduits. L'amendement constitutionnel en question a complètement transféré ce pouvoir du pouvoir législatif à l'organe exécutif.

Pour expliquer plus en détail, le ministre des Affaires étrangères, les vice-ministres des Affaires étrangères, les ambassadeurs et les autres hauts fonctionnaires n'ont plus aucun pouvoir dans leur nomination ou leur révocation. Toutes les décisions concernant la nomination, la révocation, la mutation, les droits, etc. des fonctionnaires ministériels, quel que soit leur niveau, sont maintenant concentrées entre les mains de l'organe exécutif. L'organe législatif n'a plus aucun rôle à jouer dans les processus de nomination, de révocation, de mutation, de droits, etc. à tous les niveaux ministériels, et les pouvoirs de surveillance et d'approbation du pouvoir exécutif ont été éliminés.

En pratique, depuis 2017, on a fondé un Conseil de la sécurité et de la politique étrangère pour guider le président sur les questions de sécurité et de politique étrangère.²⁴⁸ Les responsabilités de ce conseil incluent le développement de recommandations politiques pour améliorer les relations internationales de la Turquie, renforcer sa sécurité, résoudre les problèmes régionaux, suivre les développements mondiaux et préparer des rapports. Cependant, la contribution de ce conseil à la détermination de la politique étrangère de la Turquie et dans quelle mesure elle a contribué sont encore floues.

Par conséquent, depuis 2017, le processus de prise de décision en matière de politique étrangère s'est largement concentré au sein de la présidence. Le ministère des Affaires étrangères n'a plus agi en tant qu'élément équilibrant dans le processus de prise de décision et n'a pas réussi à atténuer les actions parfois excessives de l'exécutif en coulisses, ni à les adoucir. La politique intérieure a parfois été utilisée comme un outil pour la politique étrangère, créant

²⁴⁷Umut Turgut Yıldırım, "Cumhurbaşkanlığı Hükümet Sistemi'nin Eleştirileri: Türkiye'de Muhalefet Partileri Üzerinden Bir İnceleme", *Journal of Academic Social Science Studies* vol. 13, no. 79, p. 518.

²⁴⁸Serkan Gündoğdu, "Dış Politikada Karar Verme Süreci ve Modelleri Bağlamında Bürokratik Politika Modeli Örneği Olarak Cumhurbaşkanlığı Güvenlik ve Dış Politikalar Kurulu", 2023, *Yüzüncü Yıl Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, no. 59, p. 245.

un ordre du jour populiste pour détourner l'attention des problèmes intérieurs.²⁴⁹ Le ministère des Affaires étrangères n'a plus joué un rôle dans les consultations interinstitutionnelles et les décisions politiques les plus importantes en matière de politique étrangère ont parfois été prises sans que le ministère des Affaires étrangères ne soit informé. En fin de compte, la politique étrangère a manqué de décisions stratégiques à long terme, et des décisions tactiques ont été prises au lieu de cela.

Sans le pouvoir législatif et le ministère des Affaires étrangères pour agir comme facteurs d'équilibrage, la politique étrangère turque est devenue moins réaliste, militariste et a été utilisée comme un outil de politique étrangère dure. Les objectifs de politique étrangère n'ont pas toujours été en adéquation avec les capacités du pays ou la conjoncture internationale, comme dans le cas du problème des réfugiés. En fin de compte, l'activisme en politique étrangère a posé de sérieux problèmes.

3. L'implication de nouvelle orientation politique en Méditerranée

Jusqu'à l'ère de l'AK Parti, la politique étrangère turque envers la Méditerranée était principalement axée sur les menaces à caractère sécuritaire et les défis, et était abordée au niveau de la question chypriote, des différends avec la Grèce, des tentatives de normalisation des relations avec la Syrie et du conflit israélo-palestinien.²⁵⁰ Dans le cadre de la politique étrangère sous l'influence de Davutoğlu, l'AK Parti a évalué la région méditerranéenne dans le contexte de la politique de "zéro problème avec les voisins" et de la stratégie visant à devenir un "pays central". Cependant, ces objectifs optimistes n'ont pas perduré longtemps et les problèmes mentionnés sont réapparus, auxquels se sont ajoutés d'autres événements qui ont monopolisé l'agenda turc, ce qui a conduit la Turquie à durcir sa politique en Méditerranée. Au cours de la période 2016-2022, les politiques méditerranéennes de la Turquie ont été examinées à travers la gestion de la crise des réfugiés provoquée par la guerre en Syrie, l'intervention dans la guerre civile libyenne, les zones de compétence maritime en Méditerranée et en mer Égée, ainsi que les politiques liées à la guerre en Syrie. À travers ces exemples, il sera tenté de montrer que les politiques turques à l'égard de la Méditerranée au cours de la dernière période de l'AK

²⁴⁹ Fırat Yıldız, Evren Küçük, "Türk Dışışleri Bürokrasisinde Değişen Normlar: Kariyerdışı Büyükelçi Atamalarının

Yasal Arka Planı", *Amme İdaresi Dergisi*, 2022, vol. 55, no. 2, p. 101 et 106.

²⁵⁰ Meliha Benli Altunışık, "Turkey as a Mediterranean power. Turkey: reluctant Mediterranean Power", *Mediterranean Paper Series*, 2011, p. 19.

Parti étaient tactiques plutôt que stratégiques, basées sur des préoccupations temporaires plutôt que sur des objectifs géopolitiques durables.

3.1. La guerre en Syrie

La politique syrienne de l'AK Parti peut être examinée en trois périodes : la première, qui commence en 2002, se caractérise par de bonnes relations et même des collaborations avec la Syrie dans le cadre de la politique de « zéro problème avec les voisins » ; la deuxième période s'étend de l'avènement du Printemps arabe jusqu'à la démission d'Erdogan ; enfin, la troisième période commence en 2016 et se poursuit jusqu'en 2022, marquée par un changement de politique et de nouvelles orientations.

Lors de la première période de l'AK Parti au pouvoir, des résultats positifs ont été obtenus dans les relations avec la Syrie, qui était un acteur clé en politique étrangère, en 2007. Cependant, lorsque la guerre civile a éclaté, la Turquie, dirigée par Davutoglu, a cherché à intervenir activement dans la résolution du conflit et n'a pas réussi à mettre en œuvre ses politiques. La violence exercée par le régime d'Assad contre les civils, qui a entraîné la mort de centaines de milliers de personnes, des pertes matérielles considérables et un afflux massif de réfugiés, a été un fardeau supplémentaire pour la Turquie. De plus, sur le terrain, la présence du régime syrien, des groupes rebelles, ainsi que l'émergence du Front al-Nosra et le renforcement du groupe terroriste PYD/YPG en raison du vide de pouvoir ont rendu le dossier syrien encore plus complexe pour la Turquie. La stabilisation de la Syrie n'a pas été atteinte non seulement par la Turquie, mais aussi par les Nations unies, la Ligue arabe, l'Union européenne, les États-Unis et les pays européens, malgré leurs efforts bilatéraux. En fin de compte, la participation de nombreux États ou acteurs non étatiques à cette crise a rendu difficile la mise en place d'une politique cohérente et constante.

Les développements sur le terrain :

La crise a commencé avec le Printemps arabe et s'est transformée en une guerre civile avec l'organisation du peuple syrien en révolte contre le régime d'Assad. Alors que le pays se dirigeait vers l'instabilité, des acteurs non étatiques ont également gagné en puissance.

Les affrontements entre le PYD/YPG d'un côté et l'Armée syrienne libre (ASL) et le Front al-Nosra de l'autre se sont intensifiés à la fin de l'année 2013. Profitant de ces affrontements, l'État islamique (EI) a renforcé sa présence dans la région et pris le contrôle de

zones stratégiques.²⁵¹ En réaction aux succès de l'EI, la communauté internationale a décidé de réagir : les États-Unis ont choisi de soutenir les Unités de protection du peuple (YPG) dans leur lutte contre l'EI, tandis que la Russie a décidé de soutenir le régime d'Assad en réponse à son appel officiel à l'aide.²⁵² De son côté, la Turquie a choisi de soutenir l'ASL et adopté une position hostile au régime pour empêcher le PYD/YPG de créer un État à sa frontière.²⁵³

En réponse, Assad a officiellement appelé la Russie à l'aide. En septembre 2015, la Russie a mené des frappes aériennes massives contre l'EI et l'ASL. Cependant, la crise des relations entre la Russie et la Turquie a éclaté lorsque la Turquie a abattu un avion de chasse russe Su-24 qui avait violé son espace aérien. Cet incident a montré que la Russie et la Turquie avaient des positions différentes en Syrie.²⁵⁴

La décision des États-Unis d'intégrer les YPG à leur programme de formation et d'augmenter considérablement leur soutien en armes et en équipements pour lutter contre l'EI a été perçue comme une menace majeure, à la fois par la Turquie et le régime d'Assad. En réponse, la Russie a intensifié ses attaques contre les groupes d'opposition en Syrie.

La Syrie, soutenue par l'Iran, a acquis un avantage significatif dans sa lutte contre les groupes d'opposition grâce à la coopération entre Moscou, Téhéran, Damas et Beyrouth. La résolution 2168 du Conseil de sécurité des Nations unies a permis la reprise des villes de Palmyre, Manbij et Al-Bab à l'EI, et un accord entre les États-Unis et la Russie a conduit à la création de zones de désescalade sans affrontement entre les deux États.²⁵⁵

Après la tentative de coup d'État du 15 juillet en Turquie, le pays a rapidement lancé l'opération "Bouclier de l'Euphrate" contre l'EI. Les villes syriennes de Jarablus, Al-Bab et Rai ont été capturées, et l'opération a été temporairement suspendue en mars 2017.²⁵⁶ La principale raison de cette suspension temporaire était de préparer les conditions nécessaires, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, pour que la Turquie puisse également capturer Manbij, contrôlée par

²⁵¹ Aytaç İ. Kadioğlu, "Suriye İç Savaşı ve Türkiye: Çatışma, Güvenlik, Sığınma", *Uluslararası Toplum Araştırmaları Dergisi*, vol. 16 no. 29, 2020, p. 2184; İskender Karakaya, "Küresel Terörizmle Mücadele: Yerel, Bölgesel Ve Küresel Güçlerin İşid İle Mücadele", *Kırklareli Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 2020, 9(1), p. 103.

²⁵² Ayşegül Sever, "Regional Power Role and Intervention: The Turkish Case Over Syria in the 2000s", *Contemporary Review of the Middle East*, 2020, p. 20.

²⁵³ Mehmet Seyfettin Erol, Kadir Ertay Çelik, "ABD'nin Suriye Politikasında Vekil Aktör Olarak Terör Örgütleri: YPG Örneği", *Bölgesel Araştırmalar Dergisi*, 2018, vol. 2, no. 2, p. 30.

²⁵⁴ Astana görüşmeleri için bkz. Elçin Neciyev, "Türkiye-Rusya Görüşmeleri Bağlamında Astana Görüşmeleri", *Süleyman Demirel Üniversitesi Vizyoner Dergisi*, 2021, 12(31), p. 991.

²⁵⁵ Kadioğlu, Op. cit, p. 2185.

²⁵⁶ Mustafa ÖZALP, Türkiye'nin Suriye'ye Düzenlemiş Olduğu Fırat Kalkanı Operasyonu *Bartın Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 2018, vol. 9, no. 18, p. 170.

les YPG, au nord de l'Euphrate, et Raqqa, contrôlée par l'EI. En ce sens, la principale priorité de sécurité de la Turquie était d'éliminer l'influence des groupes considérés comme des extensions du PKK à sa frontière et de les forcer à se retirer à l'est de l'Euphrate.

Après la prise de Raqqa à l'EI par les forces américaines et les YPG, la principale préoccupation de la Turquie est de contrecarrer les tentatives du PYD/YPG de créer un État dans la région.²⁵⁷ Dans ce contexte, la Turquie a lancé l'opération "Rameau d'olivier" visant à éliminer la présence du PYD/YPG à Afrin et à Tel Rifaat.

En 2019, l'annonce unilatérale par les YPG de l'autonomie dans le nord de la Syrie a incité la Turquie à lancer l'opération "Barış Pınarı" afin de prévenir un nouvel afflux de réfugiés et d'établir une zone de sécurité de 32 km le long de sa frontière. Alors que les combats se poursuivent entre le régime d'Assad, l'ASL et d'autres groupes d'opposition, la Turquie a cherché à compenser ses premières initiatives infructueuses dans les premières années du conflit en se rapprochant de la Russie sur la question syrienne. Dans cette optique, un accord de Sotchi a été signé et un cessez-le-feu a été déclaré, prévoyant le retrait des YPG/SDG à 32 km au sud de la frontière turque, avec des patrouilles conjointes des forces turques et russes.²⁵⁸

Enfin, la Turquie reste active le long de la frontière syrienne avec les opérations "Griffe" commencée à Hakurk en 2019, suivie de "Griffe de l'aube" à Sinat-Haftanin, puis "Griffe de tigre" à Metina et Avaşın-Basyan, et enfin "Griffe d'aigle" dans la région de Zap.²⁵⁹ Ces opérations visent à lutter contre les éléments terroristes à la fois par voie aérienne et terrestre.

Comment lire la politique de la Turquie ?

La Syrie, avant le déclenchement du Printemps arabe, occupait une place centrale dans la nouvelle politique du Moyen-Orient que la Turquie avait construite sur le principe de "zéro problème avec les voisins" et visait à transformer le pays en une puissance régionale, voire plus encore. Les relations économiques et commerciales avec la Syrie, riche en hydrocarbures, étaient un aspect important de cette politique. En outre, la Syrie était la porte d'entrée de l'économie turque vers d'autres pays de la région, notamment l'Égypte, la Jordanie et les pays du Golfe, au-delà des importantes relations commerciales entre les deux pays. Enfin, Ankara ne voulait pas compromettre la coopération avec Damas dans la lutte contre le PKK, que la Syrie avait autrefois parrainé, en matière de lutte contre le terrorisme.

²⁵⁷ Özalp, Op. Cit., p. 171.

²⁵⁸ La note explatoire, Ministère des Affaires Étrangères, <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-suriye-siyasi-iliskileri-tr.mfa>

²⁵⁹ La note explatoire, Ministère de la Défense nationale, <https://www.msb.gov.tr/PenceSerisiOperasyonu>

Au début de la crise, la Turquie, sous l'impulsion de son leader, pensait pouvoir trouver une issue en utilisant ses bonnes relations avec Assad, en encourageant le dialogue avec l'opposition au régime et en élevant son influence croissante au niveau régional, sans que les pays ne soient impliqués dans des crises internes. Là-dessus, Davutoğlu avait une grande influence. Il soutenait que la résolution des problèmes politiques en Syrie devait se faire sous le régime d'Assad, arguant que "la Syrie était l'un des acteurs les plus importants du processus de paix au Moyen-Orient et que, par conséquent, les pourparlers avec le gouvernement syrien devaient se poursuivre".²⁶⁰ Cependant, les actions possibles du régime Assad étaient inimaginables, et les critiques à l'encontre du régime Assad ont commencé à se multiplier, à la fois sur le plan intérieur et sur le plan international.

Pendant cette période, les liens entre les deux pays qui étaient encore engagés dans des négociations officielles ont commencé à se tendre. Cette détérioration des relations n'était pas inattendue, car les deux pays s'étaient souvent retrouvés en conflit tout au long de leur histoire, et les problèmes tels que la question du Sandjak, l'hébergement du PKK et les problèmes liés à l'eau avaient été une menace pour la sécurité des deux pays.

En 2011, Davutoğlu s'était rendu à Damas pour rencontrer Assad et exprimer les attentes de la Turquie, mais il avait été confronté à l'intransigeance d'Assad et à son attitude critique envers la Turquie. De retour en Turquie, Davutoğlu avait donné un délai limité au régime syrien, affirmant qu'Assad avait une dernière chance de mettre en œuvre des réformes.²⁶¹ Car le régime Assad avait renforcé sa position en profitant du silence de la communauté internationale. Erdogan avait déclaré qu'il n'y avait plus rien à discuter avec le gouvernement syrien et qu'ils ne faisaient pas confiance au régime Assad, marquant ainsi le début d'une nouvelle politique syrienne.

Il est clair que la profondeur stratégique que Davutoğlu ne voulait pas réduire à un seul pays et qu'il souhaitait aborder la position de la Turquie dans son ensemble avait été piégée en Syrie.

Par la suite, la Turquie a pris des sanctions contre la Syrie, et la Syrie a répondu de manière similaire. Les coopérations établies précédemment ont été complètement rompues. La Syrie n'a plus eu de sens en tant qu'objectif majeur, car Assad a consolidé son pouvoir avec le soutien de la Russie et de l'Iran à partir de 2015, et la Russie est intervenue militairement pour

²⁶⁰ Bakan Davutoğlu'nun yüzde 50 iddiası," Milliyet, 7 Haziran 2011. <http://www.milliyet.com.tr/bakan-davutoglu-nun-yuzde-50-iddiasi-siyaset-1399695/>

²⁶¹ "Davutoğlu: Esad'ın sayılı günleri kaldı," Haber7, 10 Ağustos 2011. <http://www.haber7.com/dis-politika/haber/772875-davutoglu-esadin-sayili-gunleri-kaldi>

soutenir le régime. Par conséquent, il était de plus en plus difficile pour la Turquie de trouver un soutien pour sa politique en Syrie. En fin de compte, des objectifs majeurs tels que le changement de régime ont perdu leur sens.

La démission de Davutoğlu, suivie de la conjoncture intérieure et extérieure de la période du coup d'État du 15 juillet et de la consolidation du pouvoir exécutif, a également entraîné un changement significatif de la politique syrienne.

À mesure que l'instabilité augmentait en Syrie, le PKK se renforçait également en Syrie et devenait une menace beaucoup plus urgente et importante pour la Turquie. L'augmentation extraordinaire du nombre d'acteurs en conflit sur le terrain et les relations de chaque acteur en conflit avec un acteur international ont créé une atmosphère de guerre de mandats, où une grande variété d'intérêts complexes se disputent.²⁶² À partir de ce moment-là, la Turquie a adopté une politique axée sur la sécurité, en se concentrant sur des objectifs microscopiques et en cherchant à les atteindre progressivement, en établissant des alliances flexibles et en s'adaptant rapidement aux conditions changeantes.

Cependant, lorsque la Turquie a commencé à lutter contre le PKK, une menace à sa sécurité, elle n'a pas pu coopérer avec son allié, les États-Unis, comme lors de la première guerre du Golfe, bien que les deux pays partagent théoriquement la même position sur la Syrie. À partir de 2015, l'attitude des États-Unis à l'égard du YPG et l'intervention militaire russe en soutien au régime Assad ont créé une image négative des attentes de la Turquie. Ainsi, en 2016, les intérêts de sécurité de la Turquie et de ses alliés occidentaux, en particulier les États-Unis, ont divergé, et il est devenu clair que ces désaccords ne seraient pas résolus avant la fin de la guerre en Syrie. Le coup d'État du 15 juillet, associé à cela, a conduit à une crise de confiance.

À partir de 2016, ce changement de politique a suscité des critiques à la fois sur le plan intérieur et de la part des alliés de la Turquie, et de nombreux analystes ont interprété cela comme un échec en Syrie et estimé qu'il était désormais trop tard pour agir. Cependant, la Turquie, en tant que pays principalement lié à l'OTAN en matière de sécurité, a toujours dû suivre une politique pragmatique, rationnelle et équilibrée tout au long de son histoire en raison de sa position géopolitique.

La Turquie a adopté une approche rationnelle en mettant en avant ses objectifs en Syrie dans le cadre de la lutte contre le PKK. Par conséquent, elle a suivi une stratégie de défense active. Tout en poursuivant cette stratégie, elle a maintenu et même renforcé son efficacité sur le terrain sur le plan militaire et financier. Ce qu'elle avait appliqué comme une "puissance

²⁶² Who is Fighting Whom in Syria”, *The New York Times*, 30 Eylül 2015.

douce" dans les années 2000 est devenu de plus en plus une "puissance dure" grâce à l'utilisation de moyens militaires. La Turquie, ayant acquis de l'expérience et confrontée à ses problèmes de sécurité non résolus à la table des négociations, a préféré la lutte sur le terrain.

3.2.La guerre en Libye

Le cas libyen une affaire où la Turquie est intervenue avec beaucoup plus d'expérience après la Syrie et où une politique plus rationnelle a été suivie, sans répéter les erreurs commises en Syrie.

La Libye a été l'un des pays touchés par le Printemps arabe. Les manifestations en Libye ont mis fin à un régime en place depuis environ un demi-siècle, celui de Kadhafi.²⁶³

La résolution 1973 de l'ONU a été adoptée, donnant aux États le pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils. Cette résolution a légitimé l'intervention étrangère, incitant ainsi les États à considérer qu'ils avaient le droit d'intervenir en Libye.²⁶⁴

Suite à cette décision de l'ONU, la communauté internationale a soutenu un changement de régime en Libye. Le Gouvernement d'union nationale (GUN) a été établi et reconnu comme le gouvernement légitime de la Libye. Ces développements ont abouti à la capture et à la mort de Kadhafi à Syrte le 20 octobre 2011, mettant ainsi fin à ses 42 années au pouvoir. Cependant, la période après Kadhafi a été marquée par des conflits entre les milices pro-Kadhafi et les groupes révolutionnaires.

En 2014, les combats en Libye ont pris une nouvelle dimension lorsque le général à la retraite Khalifa Haftar, qui avait occupé divers postes sous Kadhafi, a lancé une opération militaire. Le 18 mai 2014, les forces de Haftar se sont affrontées avec des tribus soutenant le Congrès général national.

Au cours de cette nouvelle période, deux assemblées législatives et deux gouvernements distincts sont apparus en Libye, divisant effectivement le pays en deux. Les efforts de réconciliation sous l'égide de l'ONU ont abouti en décembre 2015 à l'accord politique libyen signé à Skhirat, au Maroc. Sur la base de cet accord, le Gouvernement d'union nationale (GUN) a été formé, et l'ONU a reconnu ce Conseil présidentiel comme la représentation légitime de la

²⁶³ Burak Güneş, "Libya İç Savaşı ve Kriz Yönetimi", *Güvenlik Bilimleri Dergisi*, vol. 7, no 2, Kasım 2018, p. 274.

²⁶⁴ ²⁶⁴ A. Bağbaşıoğlu, *İnsan Güvenliği ve Nato*, Tasarı Yayınları, İstanbul 2017, s.515; Burak Güneş, Op Cit., p. 277.

Libye. Cependant, le parlement basé à Tobrouk, sous le contrôle de Haftar, n'a pas approuvé la nouvelle liste gouvernementale, entraînant l'échec du nouveau processus.²⁶⁵

Malgré cette résolution de l'ONU, de nombreux pays ont soutenu Haftar pour protéger leurs intérêts politiques dans la région. Grâce à ce soutien, les forces de Haftar se sont emparées de champs pétroliers dans l'est du pays en 2017.²⁶⁶ En septembre 2017, l'envoyé spécial de l'ONU, Gassan Salame, a proposé un plan d'action en trois étapes, mais aucune des phases de ce plan n'est entrée en vigueur.²⁶⁷ Les forces de Haftar ont continué d'avancer et ont pris le contrôle des deux tiers du pays. Profitant de cette agitation, DAESH a accru ses activités sur le territoire libyen. Au printemps 2019, Haftar a intensifié ses attaques, visant à prendre Tripoli, où réside une grande partie de la population libyenne, et le bastion du GUN. Avec le soutien ouvert de la France, des Émirats arabes unis, de l'Égypte et de la Russie, Haftar a tenté de prendre Tripoli, mais a été arrêté grâce au soutien militaire de la Turquie et du Qatar. En réponse, Haftar a déclaré la Turquie comme son ennemi, menaçant les transports maritimes et aériens.

Pendant cette période, le gouvernement légitime de la Libye et la Turquie ont signé des mémorandums d'entente sur la délimitation des zones maritimes en Méditerranée et sur la coopération en matière de sécurité militaire le 27 novembre 2019.

À la fin de 2019, les forces de Haftar ont de nouveau menacé la capitale, Tripoli, et le GUN a officiellement demandé de l'aide à la Turquie. Le Parlement turc s'est réuni en session extraordinaire pour discuter de cette demande d'aide, et la résolution relative à la Libye a été adoptée par une majorité de voix. Après l'approbation de la résolution, les forces turques sont arrivées en Libye le 5 janvier et ont commencé à coopérer avec le GUN.

En 2020, les forces du GUN ont lancé l'opération "Tempête de Paix". Avec le soutien militaire et matériel de la Turquie, y compris les drones Bayraktar, cette opération a rapidement obtenu des résultats positifs. Des installations stratégiques importantes, telles que la base aérienne de Watiya et la ville de Tarhouna, ont été reprises aux forces de Haftar.

²⁶⁵Güneş, Op. Cit, s.282-283.

²⁶⁶ Elifnur Düzsöz, "Kaos İçerisinde Düzen Arayışı: Kaddafi Dönemi ve Sonrası", *Barış Araştırmaları ve Çatışma Çözümleri Dergisi*, 9(2), p.312.

²⁶⁷ La première phase prévoyait la révision du traité de Suheyrat, la deuxième phase le dialogue national, et la troisième phase une constitution et des élections présidentielles. Voir Hakan Karaaslan, "The Libyan Crisis as an International Problem : An Evaluation on the Fragile Security Environment in Libya in the Context of Internal and External Factors", *Journal of Academic Traces*, 2023, 8(1), pp.236-240.

Suite à cela, Haftar a déclaré qu'il ne reconnaissait pas l'Accord de Skhirat de 2015 et s'est autoproclamé chef de l'État libyen.²⁶⁸ En juin, Haftar a reconnu que l'intervention de la Turquie avait changé l'équilibre des forces sur le terrain et a appelé à une solution politique.²⁶⁹ Le cessez-le-feu a été annoncé, et des efforts diplomatiques ont commencé. L'Égypte, avec le soutien de l'Arabie saoudite, de Bahreïn, de la Jordanie, des Émirats arabes unis, des États-Unis, de la Russie et de la France, a soutenu la proposition de cessez-le-feu contenue dans la Déclaration du Caire.

Enfin, bien que les élections présidentielles aient été annoncées pour décembre 2021 et février 2022, les listes finales des candidats n'ont pas pu être publiées. La Commission électorale nationale a annoncé en décembre 2022 que les élections ne pourraient pas avoir lieu à la date prévue en raison de lacunes dans la législation électorale et de diverses décisions judiciaires concernant les candidats.

En avril 2022, la levée du blocus pétrolier peut être considérée comme une évolution positive pour le gouvernement et le peuple libyens. Les efforts de réconciliation en vue du processus électoral se poursuivent sous la direction de l'ONU en collaboration avec les institutions libyennes.²⁷⁰

Comment lire la politique de la Turquie?

Lorsque la résolution présidentielle autorisant l'envoi de troupes en Libye a été présentée au Parlement turc pour être discutée le 2 janvier, les mémorandums d'accord sur la délimitation des zones maritimes en Méditerranée et sur la coopération en matière de sécurité militaire ont déjà été approuvés par le Parlement. On peut donc dire que la raison derrière la première intervention de la Turquie à l'étranger après la Corée et Chypre est sa solitude face à la Grèce, Israël et l'Égypte en mer Méditerranée orientale, ainsi que la menace pesant sur ses intérêts dans la région. Cette décision a été prise en réponse à la demande du gouvernement libyen et peut être considérée comme une continuité de la politique de la Turquie à l'égard de la Libye. En effet, l'agression des milices de Haftar contre Tripoli et le conflit déclenché par Haftar pour établir une dictature militaire en Libye menaçaient la structure démocratique et la stabilité de la Libye, et c'est pourquoi la Turquie, en tant qu'acteur défenseur de la stabilité, a été contrainte d'apporter une aide militaire, en particulier à la lumière des tensions en Méditerranée orientale.

²⁶⁸ Bkz. Ali Kemal Erdem, "Kendisini Libya'nın Tek Devlet Başkanı İlan Edilen Haftar Neden Böyle Bir Karar Aldı?", *Independent Türkçe*, 30 Temmuz 2022(çevrimiçi)

²⁶⁹ Düzsöz, Op. Cit., s.335.

²⁷⁰ Voir: "Libya'nın Siyasi Görünümü", Türkiye Cumhuriyeti Dışişleri Bakanlığı, mfa.gov.tr/Libya-siyasi-gorunumu.tr.mfa (accédé le 14 septembre 2023)

La Turquie s'est retrouvée politiquement isolée en Libye, tout comme dans d'autres régions. En prenant cette mesure, la Turquie visait à empêcher les États hostiles à la Turquie (à l'époque, les relations étaient très mauvaises avec l'Égypte, Israël et la Grèce) de partager les richesses hydrocarbonées de la mer Méditerranée orientale en excluant la Turquie. De plus, en raison de leur soutien à Haftar, les Émirats arabes unis et Israël ont été critiqués, tout comme leur rôle dans la destitution de Morsi en Égypte, ce qui a renforcé la position de la Turquie.

En outre, l'intervention militaire de la Turquie en Libye a été critiquée par l'Union européenne, qui a estimé qu'elle nuisait à l'efficacité de l'embargo sur les armes des Nations unies.²⁷¹

Pour la Turquie, la situation peut être résumé comme suit : Depuis 1954, la Turquie a déjà eu de nombreux problèmes et crises avec la Grèce, et aucun d'entre eux n'a été résolu, ce sont des problèmes gelés. Au début des années 2000, la question de la manière de partager les ressources en Méditerranée orientale est venue s'ajouter à ces problèmes. Cependant, les développements récents ont rompu les relations de la Turquie avec les pays côtiers de la région, laissant la Turquie isolée. Alors que dans les premières années des années 2000, des cadres de coopération et des accords étaient établis avec la Syrie, la Grèce, Israël et l'Égypte, ces mêmes pays se sont unis contre la Turquie en 2019-2020, adoptant une position commune contre elle. C'est pourquoi, selon l'ambassadeur (R) N. Tan, "Des éléments militaires ont été mis en place en mer Égée et en Méditerranée orientale pour adopter une politique de dissuasion et de tension".²⁷²

3.3.La délimitation des zones maritimes en Méditerranée orientale

La mer Méditerranée orientale est devenue une zone géographique controversée pour les relations internationales de la Turquie au cours des dernières années en raison des opportunités qui y sont directement liées aux intérêts nationaux de la Turquie et des désaccords sur la répartition de ces opportunités avec d'autres États de la région. Lorsque l'US Geological Survey a publié des rapports en 2010 révélant d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel

²⁷¹ L'UE- 2022 Rapport de la Turquie,

https://www.ab.gov.tr/siteimages/birimler/kpb/2022_turkiye_report_tr_27.11.2022_22.05.pdf

²⁷² Namık Tan, "Yalnızlık Diplomasisi", 15 septembre 2020, <https://yetkinreport.com/2020/09/15/yalnizlik-diplomasisi/> (accédé le 3 mars 2023).

dans le bassin de la Méditerranée orientale, l'attention des pays de la région s'est tournée vers la recherche d'une part de ces ressources.²⁷³

Le bassin de la Méditerranée orientale regorge de vastes réserves d'hydrocarbures qui concernent plusieurs États côtiers, mais des problèmes subsistent entre les pays de la région quant à la répartition équitable de ces ressources. Les réglementations internationales, notamment la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, ne fournissent pas de mécanisme adéquat pour une répartition juste de ces ressources, ce qui a conduit, ces dernières années, à une approche de plus en plus politique et axée sur le pouvoir plutôt que juridique.

Ainsi, l'année 2021 ait connu des périodes de détente entre la Turquie et ses alliés occidentaux, les tensions ont refait surface en été avec des exercices militaires et des démonstrations de force en mer Méditerranée orientale et en mer Égée. En août, l'exercice "Eunomia" a eu lieu à l'ouest de l'île de Chypre²⁷⁴, tandis que la Turquie a organisé un exercice de passage (PASSEX) au sud de l'île de Crète au même moment.²⁷⁵ Peu de temps après, l'exercice "Nemesis" s'est tenu le 3 novembre, impliquant huit pays et six entreprises pour lutter contre les attaques terroristes contre les plates-formes d'hydrocarbures, l'inspection de navires suspects, la lutte contre les incendies à bord des navires, le sauvetage et le transport de blessés, l'évacuation collective de plates-formes abandonnées et la prévention de la pollution maritime.

Le jour où l'exercice Nemesis a commencé, la Turquie a lancé l'exercice East Mediterranean 2021 du 3 au 10 novembre, auquel ont participé trente-cinq navires et cinq mille personnes de dix pays, y compris les forces navales et aériennes turques.²⁷⁶

Ces démonstrations de force mutuelles n'ont pas été les seules manifestations de la région. En bref, les tensions, les escalades, les annonces NAVTEX, la série continue d'exercices militaires, les conflits d'intérêts et les joutes verbales ont transformé la mer Méditerranée orientale en une véritable "mer d'exercices militaires".

²⁷³ Schenk & Robertson, 2010, <https://soundwaves.usgs.gov/2010/05/research3.html>; Umut Kedikli-Önder Çalağan, "Enerji Alanında Bir Rekabet Sahası Olarak Doğu Akdeniz'in Önemi", *Sosyal Bilimler Metinleri*, 2017/01, p.130. (120-138);

²⁷⁴ Kıbrıs Postası, "Eunomia", https://www.kibrispostasi.com/c58-GUNEY_KIBRIS/n487539-eunomia4 (accédé le 20 juillet 2023)

²⁷⁵ Independent Turk, "ABD ve Yunanistan Ege'de ortak tatbikat düzenledi", <https://www.indyturk.com/node/436491/d%C3%BCnya/abd-ve-yunanistan-ege%E2%80%99de-ortak-tatbikat-d%C3%BCzenledi> (accédé le 20 juillet 2023)

²⁷⁶ "Türkiye'nin Ev Sahipliğindeki Doğu Akdeniz 2021 Davet Tatbikatı Başladı.", <https://www.aa.com.tr/tr/gundem/turkiyenin-ev-sahipligindeki-dogu-akdeniz-2021-davet-tatbikati-basladi/2409757#:~:text=Mu%C4%9Fla,TCG%20Bayraktar'da%20brifing%20verildi>. (accédé le 19 septembre)

La Turquie s'est positionnée comme suit : Nous avons constaté que notre approche soutenue par des exercices militaires, y compris les recherches sismiques et de forage menées en Méditerranée orientale en 2019 et 2020, ainsi que la diplomatie par la force, a accru les tensions dans la région, suscitant des réactions hostiles et isolant la Turquie en Méditerranée orientale. L'intervention de pays membres de l'OTAN tels que la Grèce et la France, ainsi que de l'Italie et de l'Allemagne, a élargi la portée de la crise au sein de la communauté euro-atlantique. La question chypriote, qui n'a toujours pas trouvé de solution complète et durable depuis 1954, a également joué un rôle majeur dans l'aggravation des conflits d'intérêts en Méditerranée orientale, d'autant plus que les querelles autour des ressources en hydrocarbures se sont intensifiées dans un contexte de rivalités géopolitiques mondiales.

Le fait que la Turquie n'ait pas suivi une politique équilibrée dans la région, à l'exception de l'accord conclu avec la Libye, a contribué à la détérioration actuelle de la situation. Alors que la Grèce, à la tête du groupe de pays de la région, élargissait son réseau de relations axé sur la production, la distribution et le transport des ressources en Méditerranée orientale grâce à des relations diplomatiques et juridiques, la Turquie se trouvait exclue de l'équation en raison de l'absence d'une stratégie globale et multidimensionnelle pour la région.

La continuité de ces conflits d'intérêts en Méditerranée orientale, qui ont débuté au début des années 2000 et qui visent à régir la répartition des ressources dans la région, a eu pour résultat de faire émerger une coalition de pays régionaux, ce qui aurait été difficile à réaliser dans des conditions normales. Le fait que la question chypriote n'ait pas trouvé de solution complète et durable depuis 1954 a également joué un rôle majeur dans l'aggravation des conflits d'intérêts en Méditerranée orientale, d'autant plus que les querelles autour des ressources en hydrocarbures se sont intensifiées dans un contexte de rivalités géopolitiques mondiales.

En ce qui concerne les relations avec Israël, le dialogue et les contacts positifs initiés avec l'entrée en fonction du président Isaac Herzog ont conduit à un accord sur la poursuite du dialogue en vue de renforcer les relations entre les deux pays. Par la suite, il a été décidé que la normalisation totale des relations entre la Turquie et Israël se ferait par la volonté mutuelle des parties. L'attribution des postes d'ambassadeur, annoncée publiquement par les deux pays au plus haut niveau, a été finalisée, avec l'ambassadeur Şakir Özkan Torunlar de la Turquie prenant ses fonctions le 1er décembre 2022, tandis que l'ambassadrice d'Israël en Turquie, Irit Lillian, a pris ses fonctions le 27 décembre 2022. Ainsi, le processus de normalisation entre la Turquie et Israël a été achevé.

3.4. Les contentieux dans la mer Égée

Commençant des années 1970 jusqu'aux années 1990, la mer Égée a été un domaine de tension occasionnel entre la Turquie et la Grèce, parfois portant les deux pays au bord d'un conflit ouvert. La géographie de la mer Égée, le nombre d'îles dans cette petite mer semi-fermée, ainsi que la proximité de nombreuses îles de l'est de la mer Égée laissées à la Grèce par rapport aux côtes turques ont compliqué les problèmes auxquels sont confrontés la Turquie et la Grèce. Les principaux problèmes concernent les eaux territoriales, le plateau continental, la démilitarisation des îles de l'est de l'Égée, le statut légal de certaines îles et rochers, la question de la FIR (Région d'Information de Vol) et les activités de recherche et de sauvetage en mer.

En fait, on peut dire que le fait que la Grèce ait unilatéralement étendu ses eaux territoriales de 3 à 6 milles en 1936 sans que la Turquie n'ait protesté ni pris de mesures découle du fait que la géopolitique de la Méditerranée et de la mer Égée n'était pas une priorité à l'époque.²⁷⁷ Cependant, en 1973, lorsque la Grèce a prétendu attribuer un plateau continental à chaque îlot de la mer Égée, ne laissant aucun espace en haute mer à la Turquie, la Turquie a commencé à prendre en considération cette question, mais elle est restée limitée à la dimension égéenne et grecque tout au long de la guerre froide. À Ankara, on a commencé à croire que la Grèce considérait désormais la mer Égée comme un "lac" grec, et que la Turquie, qui a une frontière très longue sur cette mer, ne voulait pas tenir compte des droits de la Turquie dans cette mer.²⁷⁸

En raison du problème chypriote, les relations entre la Turquie et la Grèce, déjà gravement compromises, ont souvent frôlé le conflit militaire en mer Égée, et en 1976, elles ont été contraintes de signer l'accord de Berne afin d'éviter que les tensions ne se transforment en conflit ouvert.²⁷⁹ Avec cet accord, la Turquie et la Grèce ont convenu de poursuivre les discussions bilatérales sur les problèmes de la mer Égée, tout en s'engageant à ne pas entreprendre d'initiatives qui pourraient compromettre les pourparlers ou aggraver la situation en mer Égée. Pendant la guerre froide, des efforts ont été déployés, généralement sous l'égide

²⁷⁷ Gürdeniz, Op. Cit. p. 36.

²⁷⁸ Pour une étude sur les problèmes de la mer Égée et le droit de la mer, voir : Deniz Bölükbaşı, *Turkey and Greece: The Aegean Disputes*, (London: Cavendish Publishing, 2004).

²⁷⁹ Atilla Sandıklı, Erdem Kaya, "Teoriler Işığında Türk-Yunan İlişkilerinde Ege Sorunu", *Güvenlik, Savaş, Barış Ve Çatışma Çözümleri*, 2012, p.218 (211-245)

des États-Unis et en tant qu'alliés au sein du même bloc de sécurité, pour éviter que deux alliés ne tombent au bord du conflit.²⁸⁰

Aujourd'hui, la Turquie et la Grèce sont confrontées à cinq principaux problèmes interdépendants en mer Égée. Le problème le plus sérieux et un différend gelé est la tentative de la Grèce d'étendre ses eaux territoriales dans la mer Égée à 12 milles, si elle le réalise, qui constituerait une grande partie de la mer Égée en eaux territoriales grecques et empêcherait la Turquie d'accéder à la Méditerranée par la mer Égée. La Turquie a déclaré qu'elle ne pourrait pas accepter un tel développement et le considérerait comme un *casus belli*.

Les ministères des Affaires étrangères de la Turquie et de la Grèce ont mené des négociations appelées "discussions exploratoires" visant à résoudre les problèmes de la mer Égée, lancées en 2002 lorsque le Parti AKP est arrivé au pouvoir, jusqu'en 2016, mais sans progrès. Les négociations de 2016 à 2021 ont été interrompues en raison de problèmes politiques, mais ont repris en 2021 sous le nom de "négociations consultatives".

La remilitarisation des îles de la mer Égée

Entre 2016 et 2022, les relations entre les deux pays se sont tendues, en particulier en ce qui concerne le statut juridique des îles dans la mer Égée qui a été régulé dans le Traité de Lausanne qui prévoyait le désarmement complet des îles de l'est de la mer Égée pour maintenir la paix.²⁸¹ La Turquie a déclaré que la Grèce a armé ces îles de l'est de la mer Égée, ce qui a accru les tensions en mer Égée et en mer Méditerranée orientale. L'action de remilitarisation est interprétée par Ankara comme une tentative claire d'affaiblir l'équilibre stratégique entre la Turquie et la Grèce en mer Égée.²⁸² Par conséquent, comme dans d'autres problèmes, elle adoptera des politiques de démonstration de force.

Pendant cette période, des déclarations menaçantes mutuelles se sont succédé. Le président Erdoğan, le 15 février 2022, lors de son retour des Émirats arabes unis, a déclaré aux journalistes qui l'accompagnaient : *"Si la Grèce continue dans cette voie, bien sûr, nous réagirons au plus haut niveau, nous ferons tout ce qui est nécessaire pour faire entendre cet avertissement. Ils pourraient nous forcer à aborder ces questions controversées. Notre ministre*

²⁸⁰ Oran, Op. Cit., p. 218 et 220.

²⁸¹ Traité de la Paix de Lausanne, 1923, <https://www.ismetinonu.org.tr/lozan-baris-antlasmasi-tam-metni/> Madde 13-Madde 15.

²⁸² Oğuz Çelikkol, "Dünden Bugüne Türk-Yunan İlişkilerine Bir Bakış", 2015, *BİLGESAM*, p. 16.

*a déjà fait un avertissement de bas niveau, qu'ils ne nous poussent pas à discuter de ces questions."*²⁸³

En fait, la Turquie a adopté une attitude plus confiante et audacieuse envers la Grèce lorsque ses politiques de puissance dure ont donné des résultats. Le ministre des Affaires étrangères Çavuşoğlu a averti que si Athènes ne changeait pas son attitude et ne démilitarisait pas les îles, la souveraineté sur ces îles serait remise en question.²⁸⁴

Il est devenu évident que les tensions en mer Égée, déjà bien ancrées, se sont entremêlées avec les tensions en mer Méditerranée orientale. Aujourd'hui, la Grèce revendique des droits sur le plateau continental et les eaux de la mer Méditerranée orientale en prétendant avoir une zone économique exclusive jusqu'à 2 100 mètres de la côte turque de Kaş, ce qui déplace les problèmes de la mer Égée vers la Méditerranée.

La Turquie qui est confrontée à un problème majeur de sécurité extérieure en Syrie, et la Grèce qui est plongée dans des crises économiques internes, ils ont gelé en quelque sorte les problèmes en mer Égée pour ne pas laisser ces problèmes affecter négativement leurs relations, en particulier sur le plan économique. Cependant, en janvier 2017, les développements survenus ont montré que les problèmes en mer Égée risquaient de se reproduire de manière similaire à la crise de Kardak de 1996.

La manière dont les problèmes intérieurs de la Turquie ont eu un impact sur la politique étrangère, ainsi que les autres problèmes de sécurité dans la région et la transition vers une politique de puissance dure, peut être comprise dans le contexte de cette chronologie.

²⁸³Hürriyet, "Turkey will not remain silent to Greek military acts on islands", <https://www.hurriyetdailynews.com/turkey-will-not-remain-silent-to-greek-military-acts-on-islands-erdogan-171571> (accédé le 17 septembre 2023).

²⁸⁴ Türkiye Gazetesi "Çavuşoğlu, Yunanistan'ı uyardı: Silahlanırlarsa adaları tartışmaya açarız", <https://www.turkiyegazetesi.com.tr/gundem/cavusoglu-yunanistani-uyardi-silahlanirlarsa-adalari-tartismaya-acariz-823863> (accédé le 17 septembre 2023)

CONCLUSION

La perception de la Méditerranée par les décideurs turcs a été limitée à certaines questions, de la fondation de la République jusqu'à la fin de la Guerre froide. La plus importante de ces questions est le problème de Chypre. Ensuite, lorsque la Grèce a commencé à poser des problèmes en mer Égée en essayant d'élargir ses zones de compétence en mer, ce qui aurait fermé l'accès à la Méditerranée, la Turquie a commencé à prêter attention à la "géopolitique maritime" par petites étapes. Cependant, la Turquie n'a jamais développé de pratiques de pensée, de coopération et de relations avec les pays côtiers de la Méditerranée, ni avec les acteurs tiers dans cette région.

La Turquie a conclu des accords avec les États situés sur la côte ouest de la Méditerranée dans le cadre de l'UE et bilatéralement, tandis qu'à l'est, elle a eu des relations avec la Grèce en raison du contexte historique unique et des problèmes bilatéraux gelés. Les relations avec les autres acteurs de l'est, tels que l'Égypte, Israël, la Syrie et la Libye, ont continué de manière disjointe, sans correspondre aux équilibres régionaux. Les raisons de cela peuvent être interprétées en quatre points.

Premièrement, avec la fin de la Guerre froide, la nécessité pour la Turquie de développer de nouvelles recherches et stratégies dans sa politique étrangère, principalement axée sur les États-Unis, a émergé. En particulier, sous la direction de Turgut Özal, la Turquie a entrepris différentes initiatives, mais elle a également réalisé les limites de sa capacité dans le système international. Pendant cette période, de nouvelles perspectives et stratégies ont été explorées dans la politique étrangère, notamment le néo-ottomanisme, mais cela n'a pas trouvé d'écho en Méditerranée.

Deuxièmement, avec le passage au nouveau millénaire, il y a eu une intensification des compétitions géopolitiques, des conflits frontaliers et des politiques axées sur le pouvoir dans le système international. En raison de sa position géopolitique unique, la Turquie s'est retrouvée au cœur de toutes ces fragilités. La Turquie a dû s'adapter à ces changements dans sa politique étrangère, car elle était confrontée à une multitude d'acteurs dans ses pays voisins et régions, des intérêts en constante évolution, et des instabilités et des conflits.

Troisièmement, au cours des trente dernières années, il y a eu de nombreux facteurs politiques nationaux qui ont généré une intense activité intérieure. En particulier, l'héritage de l'ouverture économique d'Özal passant au Parti AKP, suivi d'une période de croissance économique, a fragilisé l'économie turque pour diverses raisons, ce qui a eu un impact considérable sur les décisions de politique étrangère. Outre l'économie, la maturation et le

renforcement de la tradition politique de l'islam politique dans le pays ont également influencé les attentes du public turc concernant certaines questions de politique étrangère, ce qui a eu un impact sur les décisions de politique étrangère du gouvernement. Par exemple, bien que la situation en Israël, en Égypte après Morsi et en Syrie d'Assad ait été critique, la Turquie a évité de prendre des mesures susceptibles d'irriter le public en raison de l'empathie qu'elle entretient avec les sociétés musulmanes de ces pays.

Un autre facteur politique interne est l'influence de Davutoğlu, qui a été un facteur clé dans la politique étrangère turque pendant la période de l'AKP. La politique étrangère de l'époque de l'AKP a été largement influencée par la pensée de Davutoğlu. Le concept de "profondeur stratégique" a permis à la Turquie de développer une politique étrangère à long terme dans un cadre théorique, bien qu'aucune théorisation spécifique n'ait été élaborée pour la Méditerranée. Cependant, cette tendance n'a pas réussi en Méditerranée, en partie en raison de la démission de Davutoğlu et en partie parce que la "Profondeur stratégique" a échoué dans les contextes de la Printemps arabe, de l'Égypte et de la Syrie.

Un autre facteur politique interne est la tentative de coup d'État du 15 juillet et les conséquences de l'organisation FETÖ à l'intérieur et à l'extérieur du pays. À l'intérieur du pays, la fragilité de la sécurité des institutions de l'État, notamment des forces armées, s'est développée. En même temps, à l'étranger, le soutien attendu des alliés n'a pas été reçu, l'image de la Turquie a été affectée par les réseaux internationaux de FETÖ. Après cette période, la sécurité est devenue la priorité absolue de la Turquie, et sa politique étrangère est devenue beaucoup plus ferme, utilisant souvent l'armée comme un outil stratégique lorsque des problèmes insolubles se posent.

Enfin, un autre facteur politique interne est la différenciation du mécanisme de prise de décision en matière de politique étrangère. Avec le changement du système de gouvernance en Turquie, l'institutionnalisation et la répartition des tâches et des pouvoirs ont changé, réduisant le rôle de la bureaucratie et renforçant les pouvoirs exécutifs.

En conséquence, la "politique méditerranéenne" de la Turquie, ou plus précisément ses politiques envers les pays méditerranéens et les questions méditerranéennes, n'ont pas été développées de manière explicite et compréhensible. Les politiques turques ont été développées de manière tactique en fonction des crises et des développements ponctuels. De plus, la perspective méditerranéenne turque a été limitée d'une dimension orientale, alors que la Méditerranée occidentale n'a pas été traitée dans la politique étrangère turque. La Méditerranée n'est qu'une autre zone pour la Turquie. La création de stratégies maritimes et l'inclusion de tous les acteurs méditerranéens n'ont commencé à être envisagées qu'après 2019. Les défis

découlant de cette non-intégralité ont contraint la Turquie à lutter. La crise des réfugiés résultant de la guerre en Syrie, la menace posée par le PKK et l'État islamique en Syrie à la sécurité nationale turque, les relations tendues avec les États-Unis et l'UE, les sanctions imposées, et surtout l'isolement de la Turquie et la montée d'une hostilité envers la Turquie du côté opposé, et le manque de soutien de ses alliés ont été parmi les conséquences. Les leçons tirées de ces événements récents peuvent aider la Turquie à élaborer une stratégie méditerranéenne complète avec tous ses aspects et tous ses acteurs à l'avenir.



BIBLIOGRAPHIE

Documents officiels

- L'UE- 2022 Rapport de la Turquie,
https://www.ab.gov.tr/siteimages/birimler/kpb/2022_turkiye_report_tr_27.11.2022_22.05.pdf
- La liste des ministres des affaires étrangères de la Turquie, Voir: https://www.mfa.gov.tr/_disisleri-bakanlari-listesi.tr.mfa
- Le curriculum vitae du ministre des affaires étrangères A. Davutoğlu,
<https://www.mfa.gov.tr/ahmetdavutoglu.tr.mfa>
- Ministère des Affaires Etrangères, “Alliance des Civilisations”, <https://www.mfa.gov.tr/medeniyetler-ittifaki.tr.mfa>
- Adalet ve Kalkınma Partisi Tüzük, Ankara, AK Parti Yayınları, 2002.
- Türkiye Cumhuriyeti ile Suriye Arap Cumhuriyeti Arasında Ekonomik İşbirliği Protokolü (17 Temmuz 1987).”, *Gazette Officielle*, 87/12171. 10.12.1987
- IX. Conclusion 1.Paragraphe, (AYM, E.1997/1, (Siyasi Parti Kapatma) K.1998/1, 16.1.1998, § ...)
- Adalet ve Kalkınması Partisi, <https://www.akparti.org.tr/ak-kadro/kurucu-uyeler/>
- Communiqué de presse, <https://www.msb.gov.tr/Basin-ve-Yayin/Aciklamalar/mavi-vatan-2022-tatbikati-basin-duyurusu-642022>
- *Sencer Başat ve diğerleri* [GK], B. No: 2013/7800,
18/6/2014) <https://kararlarbilgibankasi.anayasa.gov.tr/BB/2013/7800>
- La note du Ministère des Affaires Etrangères de la Turquie, https://www.mfa.gov.tr/no_-321_-yunanistan-ve-gkry-nin-dogu-akdeniz-de-gerginligi-arttiran-faaliyetleri-hk.tr.mfa
- ¹La communiqué de presse No:58, Ministère des Affaires Etrangères, 28 février 2020,
https://www.mfa.gov.tr/no_58_-dogu-akdeniz-sondaj-faaliyetlerimiz-hk.tr.mfa
- ¹https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?end=2009&locations=TR&name_desc=false&start=2002
- https://www.mfa.gov.tr/bm-kapsamli-cozum-plani-_annan-plani_.tr.mfa(12.06.2023)
- Libya'nın Siyasi Görünümü', Türkiye Cumhuriyeti Dışişleri Bakanlığı, [mfa.gov.tr/Libya-siyasi-gorunumu.tr.mfa](https://www.mfa.gov.tr/Libya-siyasi-gorunumu.tr.mfa)
- La note explatoire, Ministère des Affaires Etrangères, <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-suriye-siyasi-iliskileri-.tr.mfa>
- La note explatoire, Ministère de la Défense nationale, <https://www.msb.gov.tr/PenceSerisiOperasyonu>
- “Türkiye-İsrail İlişkileri” <https://www.mfa.gov.tr/turkiye-israil-siyasi-iliskileri.tr.mfa>
- Les pourparlers de l'Assemblée nationale turque, *TBMM Tutanak Dergisi*, Vol. 63, 01.09.1991,
<https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/TUTANAK/TBMM/d18/c063/tbmm18063001.pdf>.
- Manfred Wörner, “L'OTAN transformée: la portée du sommet de Rome” *Revue de l'OTAN*, Vol. 39, No. 6, Décembre 1991, pp. 3-8, <https://www.nato.int/docu/revue/1991/9106-01.htm>
- Tutanaklar, https://www5.tbmm.gov.tr/tutanaklar/KANUNLAR_KARARLAR/kanuntbmmc077
- AB Başkanlığı, “Katılım Müzakerelerinde Mevcut Durum”, https://www.ab.gov.tr/katilim-muzakerelerinde-mevcut-durum_65.html

- “Türkiye-AB Zirvesi Bildirisi”,
https://www.ab.gov.tr/files/AB_Iliskileri/29_kasim_2015_turkiye_ab_zirvesi_bildirisi.pdf
- European Commission, 08.09.2016; <https://www.mfa.gov.tr/soru-cevap.tr.mfa>
- La note explicative, Ministère des Affaires Etrangères de la Turquie, <https://www.mfa.gov.tr/ege-sorunu-ile-ilgili-son-gelismeler.tr.mfa>
- Communiqué de presse, No:71, 24 avril 2007, “Larijani-Solana Görüşmesi hk.”, Ministère des Affaires Etrangères de la Turquie.
- Adalet ve Kalkınma Partisi, “AK Parti Programı : Kalkınma ve Demokratikleşme Programı”, *TBMM*, 11 février 2002,
<https://acikerisim.tbmm.gov.tr/xmlui/bitstream/handle/11543/926/200205071.pdf?sequence=1&isAllowed=y> (accès ouvert, consulté le 2 septembre 2023).
- NATO, The Alliance’s New Strategic Concept, 7-8 Kasım 1991,
http://www.nato.int/cps/en/natolive/official_texts_23847.htm.

Ouvrages

- Ahmet Davutoğlu, *Profondeur stratégique*, Küre, İstanbul, 2001.
- Ambassadeur (E) Prof. Dr. Ali Engin Oba “Akdeniz Kimliği ve Türk Dış Politikası”, dans; Ed. Deniz Güler, Ahmet Yıldız, İzgi Savaş, *Yeni Deniz Güvenliği Ekosistemi Ve Doğu Akdeniz*, TASAM, 2019, İstanbul.
- Arif Bağbaşıoğlu, *İnsan Güvenliği ve Nato*, Tasarı Yayınları, İstanbul 2017.
- Baskın Oran, ed. *Türk Dış Politikası: Kurtuluş Savaşından Bugüne Olgular, Belgeler, Yorumlar Cilt II*. İstanbul: İletişim Yayınları, 2001.
- Bilal Şimşir, *Azerbaycan Ve Orta Asya Cumhuriyetlerine Yapılan Ziyaretler Hakkında Rapor (12-29 Eylül 1991)*, 2021, ATAM Yayınları.
- Cem Gürdeniz, *Mavi Vatan Yazıları*, İstanbul, Kırmızı Kedi Yayınevi, 2017.
- Ciment, James, *The Kurds State and Minority in Turkey, Iraq and Iran*, Facts On File, 1996.
- Deniz Bölükbaşı, *1 Mart Vakası Irak Tezkeresi ve Sonrası*, 2008, İstanbul, Doğan.
- Deniz Bölükbaşı, *Turkey and Greece: The Aegean Disputes*, London: Cavendish Publishing, 2004.
- Dilek, Z., & Atatürk Kültür, D. ve T. Y. K. (2011). 38. ICANAS (Uluslararası Asya ve Kuzey Afrika Çalışmaları Kongresi) 10-15 Eylül 2007 Ankara Türkiye : bildiriler : Uluslararası ilişkiler.
- Ed. M. Hakan Yavuz and Bayram Balcı, *Turkey’s July 15th Coup: What Happened and Why*, Salt Lake City: University of Utah Press, 2018.
- Fahir Armaoğlu, *20. Yüzyıl Siyasi Tarihi*, Genişletilmiş 11. Baskı, Ankara, 2018.
- Faruk Sönmezoğlu, *İki Savaş Sırası ve Arasında Türk Dış Politikası: 1914-1945*, İstanbul: Der Yayınları, 2015.
- Füsün Türkmen, “Kırılgan İttifaktan “Model Ortaklığa”, Türkiye-ABD İlişkileri, Timaş, İstanbul, 2012.
- Halil İnalcık, *Devlet-i Aliyye: Osmanlı İmparatorluğu Üzerine Araştırmalar Vol 1*, 2008, İş Bankası.
- Hasan Duran, “Adana Protokolü Sonrası Türkiye-Suriye İlişkileri”, *Orta Doğu Yıllığı*.
- Mert Hüseyin Akgün, *FETÖ’nün Askeri Kanadı: Genelkurmay Çatı Davası*, SETA, 2020, İstanbul.

- Metin Toker, *Demokrasimizin İsmet Paşalı Yılları (1922-1973)*, Vol.3: *Demokrasiden Darbeye (1954-1960)*, Bilgi, 1990.
- Muhittin Demiray, “Turgut Özal Dönemi Türkiye Cumhuriyeti’nin Dış Politikası”, *Türk Dış Politikası (Cumhuriyet Dönemi)*, Ed. Mustafa Bıyıklı, Gökkuşbu Yay., İstanbul 2008.
- Mustafa Kayar, *Türk-Amerikan İlişkilerinde Irak Sorunu*, İstanbul, IQ Kültür Sanat, 2003.
- Oğuz Çelikkol, “Dünden Bugüne Türk-Yunan İlişkilerine Bir Bakış”, İstanbul, BİLGESAM, 2015.
- Oral Sander, *Siyasi Tarih (1918-1994)*, 2006, İmge, Ankara.
- Öcalan, A. (1995). *Seçme yazılar Cilt VI*, Weşanen Serxwebun: 74.
- Pınar Bilgin, “Clash of Cultures? Differences between Turkey and the European Union,” Ali L. Karaosmanoğlu ve Seyfi Taşhan (der.), *The Europeanization of Turkey’s Security Policy: Prospects and Pitfalls*, Ankara: Foreign Policy Institute, 2004.
- Ramazan Gözen. *Amerikan Kışkacında Türkiye*, Liberte Yay., Ankara 2000
- Tuncay Kardaş, “Türkiye-İsrail İlişkilerinin ‘Analiz Düzeyi’ Kapsamında Değerlendirilmesi” , *Ortadoğu Yılığ: 1996-2006*.
- Turgut Özal, “Türkiye’nin Önünde Hacet Kapıları açılmıştır”(Mülakat: Mustafa Çalık), *Türkiye Günlüğü*.
- Ümit Cizre, « *Egemen İdeoloji ve TSK: Kavramsal ve İlişkisel Bir Analiz* », İstanbul, İletişim Yayınları, 2006.
- William Hale, *1774’ten Günümüze Türk Dış Politikası*, Ankara, Serbest Akademi, 2021.
- Yalçın, Akdoğan, *Ak Parti ve Muhafazakâr Demokrasi*, Alfa, İstanbul.

Rapports

- Ed. Aydın Yabancı, *Participation Banking with Questions*, TKBB, 2013, İstanbul.
- TPAO, 2020 Petrol ve Doğal Gaz Raporu, 2021.

Articles

- Abdullah Yıldız, “Türkiye’nin Doğu Akdeniz’i Güvenlikleştirilmesi”, *Barış Araştırmaları ve Çatışma Çözümleri Dergisi*, 2015, vol. 3 no. 1 pp. 1-25.
- Ahmet Barbak, “Türkiye’de Yönetimin Sivilleşmesi: Ordunun Siyasal Kontrol Süreci Üzerine Bir İnceleme”, *Akademik Yaklaşımlar Dergisi*, İlkbahar 2018, vol. 9, no. 1, pp. 31-65.
- Ahmet Davutoğlu, “Turkey’s Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007”, *Insight Turkey*, 2008, Vol. 10, No. 1, pp. 77-96.
- Ahmet Yıldız, “Ak Partinin “Yeni Muhafazakâr Demokrasi”i: Türkiye Siyasetinde Adlandırma Problemi”, *Liberal Düşünce Dergisi* , 2006, vol. 34, pp. 5-12.
- Ali Bilgenoğlu, Barış Gürsoy, “Dağı Yerinden Oynatmak”: Necmettin Erbakan’ın Dış Politika Perspektifinde Türkiye Merkezli İslam Birliği’nin İmkânı”, *Avrasya Uluslararası Araştırmalar Dergisi*, 2023, vol. 11, no. 36, pp. 340-362.
- Ali Balci, Tim Jacoby, “Guest Editors’ Introduction: Debating the Ergenekon Counter-Terrorism Investigation in Turkey”, *Middle East Critique*, 2012, vol. 21, no. 2, pp. 137-144.
- Ali Karaosmanoğlu, 2014, “NATO’nun Dönüşümü”, *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, vol. 10, no. 40, pp. 2-38.

- Analizi”, *Kara Harp Okulu Bilim Dergisi Science Journal of Turkish Military Academy*, 2016, vol. 26, no. 1, pp. 1-22.
- Astana görüşmeleri için bkz. Elçin Neciyev, “Türkiye-Rusya Görüşmeleri Bağlamında Astana Görüşmeleri”, *Süleyman Demirel Üniversitesi Vizyoner Dergisi*, 2021, vol. 12, no. 31, pp. 988-1001.
- Atilla Sandıklı, Erdem Kaya, “Teoriler Işığında Türk-Yunan İlişkilerinde Ege Sorunu”, *Güvenlik, Savaş, Barış Ve Çatışma Çözümleri*, 2012, pp. 211-245.
- Ayşegül Sever, “Regional Power Role and Intervention:The Turkish Case Over Syria in the 2000s”, *Contemporary Review of the Middle East*, 2020.
- Aytaç İ. Kadioğlu, “Suriye İç Savaşı ve Türkiye: Çatışma, Güvenlik, Sığınma”, *Uluslararası Toplum Araştırmaları Dergisi*, vol. 16 no. 29, 2020, pp. 2179- 2213.
- Birimlerinin Siyasi Evren Algıları”, *Journal of International Eastern European Studies*, 2020, Vol. 2, No. 2, pp. 505-549.
- Bulut Gürpınar, Dış Politika Ve Kamuoyu: Mavi Marmara Krizi, *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi*, vol. 53, no. 10, pp. 241-253.
- Burak Güneş, “Libya İç Savaşı ve Kriz Yönetimi”, *Güvenlik Bilimleri Dergisi*, vol. 7, no. 2, Kasım 2018, pp. 263-291.
- Cemal Kakışım, Seven Erdoğan, “Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri ve 15 Temmuz Darbe Girişimin Ardından Yaşanan Gelişmeler,” *Karadeniz Sosyal Bilimler Dergisi*, 2018, vol. 10 no. 18, pp. 399-420.
- Çelik, Yaşam Karaçay; ”Irak İle Kuveyt Arasındaki Sınır Münasebetleri” *Anasay*, vol. 7, no. 23, pp. 201-217.
- Didem Diker Yılmaz, 11. Cumhurbaşkanı Abdullah Gül’ün Seçim Sürecinde Yaşanan Gelişmeler, 11. Cumhurbaşkanı Abdullah Gül’ün Seçim Sürecinde Yaşanan Gelişmeler, *Ekonomi İşletme Siyaset ve Uluslararası İlişkiler Dergisi*, 2021, vol. 7 no. 2, pp. 244-259.
- Elifnur Düzsöz, “Kaos İçerisinde Düzen Arayışı: Kaddafi Dönemi ve Sonrası”, *Barış Araştırmaları ve Çatışma Çözümleri Dergisi*, vol. 9, no. 2.
- Emine Zeynep Daban , Cihan Daban, 2018“Saddam Hüseyin Dönemi Irak Dış Politikası: Irak-İran Savaşı, Kuveyt’in İşgali Ve Abd’nin Irak’a Müdahalesi ”, *Kırşehir Ahi Evran Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, vol.2, no.1, pp. 83-109.
- Emirhan Göral, 2013, “Değişen Uluslararası Sistemde Türkiye'nin Balkan Politikasının Türkiye - Avrupa Birliği İlişkilerine Etkisi”, *Marmara Avrupa Araştırmaları Dergisi*, 2013, vol. 21 no. 2, pp. 99-118.
- Erdem Eren, Bütüncül Teori İnşası: AK Parti Dönemi Türk Dış Politikası’nın Analizi, UPA Strategic Affairs.
- Erhan İçener, “Turkey – EU Relations after the Failed July 15 Coup Attempt within the Framework of the Random Walk Model”, 2022, vol. 11, no. 2, pp. 861-869.
- Fatıma Aksakal, “İslam Siyaset Düşüncesi Bağlamında Milli Görüş Hareketi Ve Siyasal Dinamikleri: Milli Görüş’ün Siyasi Söylemleri Ne Kadar Günceldir?”, *Esam Ekonomik Ve Sosyal Araştırmalar Dergisi*, 2022 vol. 3, no. 1, pp. 155-168
- Fatih Özgüven, “İran’ın Orta Asya Politikasında Yumuşak Güç: Tacikistan Örneği”, *Electronic Journal of Political Science Studies (EJPSS)*, 2020, Vol. 11 no. 1, pp. 90-106.

- Fırat Yıldız, Evren Küçük, “Türk Dışışleri Bürokrasisinde Değişen Normlar: Kariyerdışı Büyükelçi Atamalarının Yasal Arka Planı”, *Amme İdaresi Dergisi*, 2022, vol. 55, no. 2, pp. 89-118.
- Fuat Güney, Celaeddin Serinkan, 2019 Türkiye ve Orta Asya Ülkeleri ile İlgili Bazı Stratejik Değerlendirmeler . *Yeni Fikir Dergisi* , 11 (23) , pp. 7-26.
- Gökhan Koçer, 1990’lı Yıllarda Askerî Yapı Ve Türk Dış Politikası, *ODTÜ Gelişme Dergisi*, 2002, vol. 29, no.1-2, pp. 123-158.
- Gökyigit, Nihat, “Succes of the Black Sea Economic Cooperation Zone and the Role of Turkey”, *Turkish Revirew Quarterly Digest*, Vol. 5, No: 28, Summer 992, pp. 7-10. (écrit par le président fondateur de l’Organisation).
- Hakan Karaaslan, “Türk Dış Politikasında Bir Bölge Olarak Akdeniz: Türkiye-Avrupa Birliği İlişkileri Bağlamında Bir Değerlendirme”,*Dumlupınar Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*, 2023, No. 75, pp. 260–283.
- Hakan Karaaslan, "The Libyan Crisis as an International Problem : An Evaluation on the Fragile Security Environment in Libya in the Context of Internal and External Factors", *Journal of Academic Traces*, 2023, vol. 8, no. 1, pp.236-240.
- Hasan Acar-Mustafa Pekcandanoğlu, “Türkiye’nin Uluslararası Askeri Harekât Deneyimi ve Terörle Mücadelede Askeri Kapasitesi”, *Tarsus Üniversitesi İktisadi Ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 2022 , vol. 3, no. 1, p. 80-101.
- *Hazar Raporu*, pp. 55-70.
- Hüseyin Sert, “İki Darbe Arasında: 1960-1980 Döneminde Genel Özellikleriyle Türk Dışışleri Bakanlığı”, *Yakın Dönem Türkiye Araştırmaları Dergisi*, 2022, vol. 41, pp. 31-75.
- İlhan Uzgel ve Volkan Yaramış, “Özal’dan Davutoğlu’na Türkiye’de Yeni Osmanlıcı Arayışlar”, *Doğudan*, 2010 no. 16, pp. 3-31.
- Hikmet Özdemir, “Turgut Özal ve Avrasya”, *Avrasya Dünyası*, 2018, no. 2, pp. 4-15.
- İskender Karakaya, “Küresel Terörizmle Mücadele: Yerel, Bölgesel Ve Küresel Güçlerin İşid İle Mücadele”, *Kırklareli Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 2020, vol. 9, no. 1, pp. 92-108.
- İsmail Soysal, “Hatay Sorunu ve Türk-Fransız Siyasal İlişkileri (19361939)”, *Belleten*, Nisan 1985, vol. 49, no. 193, pp. 79-110.
- İsmail Şükür, “Adalet ve Kalkınma Partisi’nin Siyasi Partilerin Doğuş Teorileri, Tipolojileri ve Kurumsallaşmaları Açısından Değerlendirilmesi”, *Uluslararası Yönetim Akademisi Dergisi*, 2020, vol. 3, no. 3.
- Kamuran Reçber, “Türkiye’nin Irak’ın Kuzeyi’nde Sınır Ötesi Takip ve Sıcak Takip Hakkı”, *Uluslararası Hukuk ve Politika*, 2017, vol. 3, no. 9, pp. 16-27.
- Mehmet Ali Tuğtan, “Kültürel Değişkenlerin Dış Politikadaki Yeri: İsmail Cem ve Ahmet Davutoğlu”, *Uluslararası İlişkiler*, 2016, vol. 13, no. 49, pp. 3- 24.
- Mehmet Seyfettin Erol, Kadir Ertaç Çelik, “ABD’nin Suriye Politikasında Vekil Aktör Olarak Terör Örgütleri: YPG Örneği”, *Bölgesel Araştırmalar Dergisi*, 2018, vol. 2, no. 2, p. 14-45.
- Meliha Benli Altunışık, Nathalie Tocci, Meliha Benli Altunışık et Kemal Kirişçi “Reluctant Mediterranean Power”, *Mediterranean Paper Series*, 2011.

- Muhittin Ataman, “Özalist Dış Politika: Aktif ve Rasyonel Bir Anlayış”, *Bilgi Sosyal Bilimler Dergisi*, 2003, 7, pp. 49-64.
- Murat Kılıç, Erken Cumhuriyet Dönemi Türk Milliyetçiliğinin Tipolojisi, *SDÜ Fen Edebiyat Fakültesi Sosyal Bilimler Dergisi*, 2007, no:16, pp. 113-140.
- Mustafa DURMUŞ - Harun YILMAZ, “Son Yirmi Yılda Türkiye’nin Orta Asya’ya Yönelik Dış Politikası ve Bölgedeki Faaliyetleri”, *Bağımsızlıklarının Yirminci Yılında Orta Asya Cumhuriyetleri Türk Dilli Halklar - Türkiye ile İlişkiler*, Atatürk Kültür Merkezi, 2012, pp. 485-586.
- Mustafa ÖZALP, Türkiye’nin Suriye’ye Düzenlemiş Olduğu Fırat Kalkanı Operasyonu *Bartın Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 2018, vol. 9, no. 18, pp. 169-186.
- Nail Alkan - Mahsa Mehdizadehyoushanlouei, Birinci Ve İkinci Karabağ Savaşlarında Türkiye-Azerbaycan İlişkileri, *Upa Strategic Affairs*, vol. 4, no. 2, pp. 204-222.
- Natalie A. Gross, "Perestroika and Glasnost" in *The Soviet Armed Forces, Parameters*, vol. 18 no.1.
- Nigar Geybaliyeva, “The Fight For Political Stability And Preservation Of National Statehood In Azerbaijan 1993-1995”, *Journal Of Modern Turkish History Studies*, vol. 19, no.38, pp. 328-343.
- Okan Yeşilot - Burcu Özdemir, “Türk-Rus İlişkilerinin Geleceği: Rekabet mi? İş Birliği mi?”, *Marmara Türkiyat Araştırmaları Dergisi*, 2016 III(2), pp. 55-73.
- Ömer Faruk Cantenar et Fatih Tümlü, (2016). “PKK Terör Örgütünün Eylemlerinin Güvenlik Güçleri Zaiyatı Açısından Analizi”, *Kara Harp Okulu Bilim Dergisi*, 2016, vol. 26, no. 1, pp. 1-22.
- Özkan Gökcan, Türkiye-Suriye İlişkilerinde Bir Kırılma Noktası: Ekim 1998 Krizi Veya Diğer Bir İfadeyle “İlan Edilmemiş Savaş, *Akademik İncelemeler Dergisi*, Nisan 2018, vol. 13, no. 1, pp. 169-197.
- Özlem Kayhan Pusane, “Türkiye’nin Kuzey Irak Politikasında Değişim: Turgut Özal ve Tayyip Erdoğan Dönemleri Karşılaştırmalı Analizi”, *Uluslararası İlişkiler Dergisi*, vol. 14 no.56, 2017.
- Rovshan İbrahimov, Türkiye-Türk Cumhuriyetleri İlişkileri: Dünü, Bugünü, Yarını, *Yeni Fikir Dergisi*, 2011, no. 7, pp. 169-197.
- Samet Yılmaz, 2022, “Avrupa Birliği’nin Asya’yla İlişkilerinde Bölgeler Arası Bir Etkileşim Biçimi Olarak Asya-Avrupa Diyaloğu”, *Kafkas Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, vol. 13 no. 25, pp. 602-625.
- Samuel P., Huntington, “The Clash of Civilizations”, *Foreign Affairs*, 1993, New York, Vol. 72, no. 3.
- Schenk & Robertson, 2010, [https:// soundwaves. usgs.gov/2010/05/research3.html](https://soundwaves.usgs.gov/2010/05/research3.html); Umut Kedikli-Önder Çalağan, “Enerji Alanında Bir Rekabet Sahası Olarak Doğu Akdeniz’in Önemi”, *Sosyal Bilimler Metinleri*, 2017/01, pp. 120-138.
- Serhat Güvenç, 2015, “NATO’nun Evrimi ve Türkiye’nin Transatlantik Güvenliğe Katkıları”, *Uluslararası İlişkiler*, vol. 12, no. 45, p. 101-119.
- Serkan Gündoğdu, “Dış Politikada Karar Verme Süreci ve Modelleri Bağlamında Bürokratik Politika Modeli Örneği Olarak Cumhurbaşkanlığı Güvenlik ve Dış Politikalar Kurulu”, 2023, *Yüzüncü Yıl Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, no. 59, p. 226-251.
- Şener Aktürk (2013), “Türk-Rus İlişkilerinin Realist Bir Değerlendirmesi, 2002-2012: Zirveden Dibe mi?”,

- Tekin Aycan Taşçı, “Türkiye-Rusya İlişkileri ve Üst Düzey İşbirliği Konseyi”, KARE, 2019, no.8, pp. 81-128.
- Tekin Aycan Taşçı, “Rusya’da Hükümet Ve Medyanın 15 Temmuz Darbe Girişimine Yaklaşımları”, *Erciyes Akademi*, 2021, vol. 35, no. 2, pp. 510-542.
- Tekin Önal, Abdullah Özdağ, “Körfez Savaşı Ve Türk Dış Politikasına Etkileri”, *Turkish Studies*, 2016, vol. 11 no.16, pp. 53-70.
- Turgut Tarhanlı, "Güvenlik Konseyi'nin 688 Sayılı Kararı Çerçevesinde Bazı Uluslararası Hukuk Sorunları". *Milletlerarası Hukuk ve Milletlerarası Özel Hukuk Bülteni*, vol. 10, no. 1-2, pp. 175-177.
- Umut Turgut Yıldırım, “Cumhurbaşkanlığı Hükümet Sistemi’nin Eleştirileri: Türkiye’de Muhalefet Partileri Üzerinden Bir İnceleme”, *Journal of Academic Social Science Studies* vol. 13, no. 79, pp. 509-524.
- Veysel AYHAN, Arap Baharının ABD-Türkiye İlişkilerine Etkisi, *Ortadoğu Analiz*, Aralık 2011, vol. 3 no. 36, pp. 21-22.
- Zehra Gürsoy Mahdy, Fuat Aksu, “Türkiye ve Yunanistan Arasındaki Dış Politika Krizlerinde Karar Karar Birimlerinin Siyasi Evren Algıları”, *Ankara Üniversitesi SBF Yayınları*, 2020, vol. 2, no. 2, pp. 505 – 549.

Mémoires non-publiés

- Alptan, Ulutaş, “I. Ve II. Körfez Savaşlarının Türkiye’ye Etkileri”, İzmir, 2006, (9 Eylül Üniversitesi, mémoire de master non-publié)
- Efecan, İncoğlu, “Türkiye’de Siyasal İslamcılığın Evrimi”, 2009, (Ankara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Siyaset Bilimi Anabilim Dalı, mémoire de master non-publié).
- İlker Limon, 2022, Süleyman Demirel’in Orta Asya Politikası, (Trakya Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü, mémoire de doctorat non publié)
- İncilay, Yatmaz, “Körfez Krizi Bağlamında Türkiye’nin Dış Politikası” Elazığ, 2018, (Fırat Üniversitesi, mémoire de master non-publié)
- Salih Şengün, “Türk Dış Politikasında Kıbrıs Sorunu: “AK Parti ve CHP’nin Kıbrıs Politikaları” (Mémoire de master non-publié), 2016, İstanbul.
- Şefik Kolat, “İkibinli Yıllarda Türkiye-İsrail İlişkileri”, (Sakarya Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü mémoire de master non-publié,) 2006.
- Tufan K. Boran, “Adalet ve Kalkınma Partisi Döneminde Türkiye- İsrail İlişkileri”, (*Selçuk Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, Mémoire de master non-publié,) 2020.

Articles sur internet

- “Türkiye-AB İlişkileri Kapsamında Kıbrıs Sorunu”, 21 juin 2011, https://tasam.org/tr-TR/Icerik/2414/turkiye-ab_iliskileri_kapsaminda_kibris_sorunu
- “Karabağ Savaşı ve Hocalı Katliamı”, Sakarya Üniversitesi, Türk-Ermeni İlişkileri Araştırma Merkezi, <https://satemer.sakarya.edu.tr/tr/icerik/19789/101538/karabag-savasi-ve-hocali-katliami>

- Ayşe Küçük, “2003 Süleymaniye "Çuval" Krizi”, *Les recherches des crises de la politique étrangère turque*, 10 octobre 2013,
- Birol Başkan, “Cumhurbaşkanlığı Hükümet Sistemi ve Türkiye’de Dış Politika”, *Daktilo*, 16 septembre 2012, <https://daktilo1984.com/d84intelligence/cumhurbaskanligi-hukumet-sistemi-ve-turkiyede-dis-politika/>
- Can Acun, “Fırat Kalkanı Operasyonu 15 Temmuz’a Cevaptır”, 5 septembre 2023, <https://www.setav.org/firat-kalkani-operasyonu-15-temmuza-cevaptir/>
- Emre Özdemir, “Yeni Türkiye”: Davutoğlu’nun Hayalci Dış Politikası ile Nereye? Sosyal Demokrat Dergi, 31 octobre 2014, <http://www.sosyaldemokratdergi.org/emre-ozdemir-yeni-turkiye-davutoglundun-hayalci-dis-politikasi-ile-nereye/>
- Encyclopedia Britannica, Kyrgyzstan. <https://www.britannica.com/place/Kyrgyzstan/People>
- <https://tdpkrizleri.org/index.php/2003-sueleymaniye-cuval-krizi>
- Michel Bozdemir, “La Turquie face à la crise du Golf”, Dans: *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°62, 1991. Crise du Golfe, la "logique" des chercheurs. pp. 111-115
- Hüseyin Yayman, *Türkiye'nin Kürt Sorunu Hafızası*, Seta Yayınları, Ankara, 2011. https://file.setav.org/Files/Pdf/20130130121531_setaturkiyenin_kurt_sorunu_hafizasi.pdf
- Kemal Kirişçi, “The Rise and Fall of Turkey as a Model for the Arab World” *Brookings Institute*, Commentary, août 2013.
- Mustafa Akcan, “Türk Dış Politikasında “Davutoğlu Etkisi” ve Suriye Krizi”, *Toplumcu Düşünce Enstitüsü*, Değerlendirme Notu, 16-005, 23 mai 2016, <https://www.toplumcudusunceenstitusu.org/turk-dis-politikasinda-davutoglu-etkisi-ve-suriye-krizi/>
- Namık Tan, “Yalnızlık Diplomasisi”, 15 septembre 2020, <https://yetkinreport.com/2020/09/15/yalnizlik-diplomasisi/>
- Nejat Tarakcı, “Kıbrıs AB Sorunu Değil Türk - Yunan Sorunudur”, 11 decembre 2006, https://tasam.org/tr-TR/Icerik/1603/kibris_ab_sorunu_degil_turk_-_yunan_sorunudur
- Oğuzhan Demir, Yusuf Soyuppek, “Mülteci Krizi Denklemine AB ve Türkiye: İlkeler, Çıkarlar ve Kaygılar,” 2015, *Global Analiz*, no. 6.
- Ömer Özcan, “Türkçülüğe Karşı Haçlı Seferi: 3 Mayıs 1944”, *Türk Yurdu Dergisi*, 2015, vol. 104, no. 333 <https://www.turkyurdu.com.tr/yazar-yazi.php?id=270>
- Selçuk Doğukan Doğu, “Türk Dış Politikasında Karar Alma Mekanizmalarında Sahibin El Değiştirmesi Ve Asker-Sivil Denklemine Kökleri”, *DİPAM Analiz*, 2021, no. 7.
- Serdar Gülen-Serencan Erciyas, *Dünyada Arındırma Uygulamaları Ve Türkiye’de Devletin Fetö’den Arındırılması*, *SETA Analiz*, 2016, no. 179.
- Sıfır Sorun Değil, Sıfır Sorun!”, 14 août 2012, <https://www.tuicakademi.org/sifir-sorun-degil-sifir-sorun/>
- Şeyma Kızılay, “Türkiye’nin Arabuluculuk Faaliyetleri”, *Politika Akademisi*, <http://politikaakademisi.org/2020/06/16/turkiyenin-arabuluculuk-faaliyetleri/>
- Tarık Oğuzlu, “Türkiye-İsrail İlişkilerinin Değişen Dinamikleri”, *ORSAM Analiz*, Nisan 2009, vol.1 no. 4, p. 20, https://www.orsam.org.tr/d_hbanaliz/2_tarik_4.pdf
- Zehra Doğan, “Türkiye-ABD İlişkilerinin Temel Dinamikleri Ve Stratejik İttifak Boyutu”, <http://ibfdergisi.Ksu.Edu.Tr/Tr/Download/Article-File/906828>

Articles du journal

- “Bakanlıktan İlk Kürtçe Çeviri” <https://www.ntv.com.tr/turkiye/bakanliktan-ilk-kurtce-ceviri>
- “Suriye’ye Sabrımız Kalmadı”, 17 septembre 1998, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/suriyeye-sabrimiz-kalmadi-39038649>
- “Öcalan 22 yıl önce bugün yakalandı”, CNN Turk, <https://www.cnnturk.com/video/turkiye/ocalan-22-yil-once-bugun-yakalandi>
- “Oy birliğiyle İdam”, Hürriyet, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/oy-birligiyle-idam>
- *Milliyet* Dışimizi gösterelim”, 5 avril 1993.
- “Özal: ‘Ermeni’yi korkutalım”, *Milliyet*, 6 Mars 1992.
- *Milliyet*, “Ermenistan’a son uyarı”, 3 septembre 1993.
- *Milliyet*, 4 Juin 1994, 17.
- Yasemin Doğaner, “Atatürk Dönemi Türkiye'sinde Sosyo-Kültürel Değişim”, *Uluslararası Asya ve Kuzey Afrika Çalışmaları Kongresi* , 2007.
- *Hürriyet*, ”Ben değiştim”, 8 janvier, 2008.
- TRT, “AK Parti 16 Yılda 13 Seçimden Zaferle Çıktı”, <https://www.trthaber.com/haber/gundem/ak-parti-16-yilda-13-secimden-zaferle-cikti-371720.html> accédé le 3 juin 2023.
- Fabrika çarklarından Gül'e ‘canlı’ hoş geldin”, *Hürriyet*, 20 novembre 2002, <https://www.hurriyet.com.tr/ekonomi/fabrika-carklarindan-gule-canli-hosgeldin-38431893>
- Erdoğan: 8 Bakanlık kaldırıldı 6 yeni bakanlık geliyor.”, Bloomberg HT, <https://www.bloomberght.com/haberler/haber/892519-erdogan-8-bakanlik-kaldirildi-6-yeni-bakanlik-geliyor>
- Erdoğan: AB değerlerini paylaşıyoruz”, *Hürriyet*, 3 septembre 2003 <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/erdogan-ab-degerlerini-paylasiyoruz-169175>
- *Hürriyet*, “Arınç: Uluslararası Meşruiyet Olmadan Tezkere Gelmesin”, 24 fevrier 2003. <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/arinc-uluslararasi-mesruiyet-olmadan-tezkere-gelmesin-129827>.
- *Hürriyet*, “Neo-osmanlı Yakıştırması Kötü Niyetli”, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/neo-osmanli-yakistirmasi-kotu-niyetli-18601714>
- Star, “Davutoğlu'nun Yeni Başdanışmanı Prof. Vedat Bilgin”, 31 Ekim 2014, <https://www.star.com.tr/guncel/davutoglugunun-yeni-basdanismani-prof-vedat-bilgin-haber-959763/>
- La source littéraire: Ahmet Davutoğlu, “Türkiye Merkez Ülke Olmalı,” *Radikal*, 26 Nisan 2004.
- Ahmet Davutoğlu, “Turkey’s Zero Problems Foreign Policy”, *Foreign Policy Magazine*.
- Sedat Ergin, “Montrö’nün önemi ve amiraller bildirisi davasında gelen beraat”, *Hürriyet*, <https://www.hurriyet.com.tr/yazarlar/sedat-ergin/montronun-onemi-ve-amiraller-bildirisi-davasinda-gelen-beraat-42192082>
- *Hürriyet*, 25 septembre 2021, <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/ak-partili-unal-turkiyenin-yaninda-olan-ve-duran-herkesle-siyasi-gorusu-ne-olursa-olsun-beraberiz-41903155>
- le pourparleurs de l’AK Parti, “Sonuna kadar Mavi Vatan'a sahip çıkacağız”<https://www.akparti.org.tr/haberler/sonuna-kadar-mavi-vatana-sahip-cikacagiz-25-09-2022-151951/>

- Mavi Vatan için üç aşamalı öneri, 15 juin 2022, <https://www.aydinlik.com.tr/haber/mavi-vatan-icin-uc-asamali-oneri-321150>
- Les résultats des élections en 2011, <https://www.haberturk.com/secim/secim2011/genel-secim>
- Gökçen Tuncer, “Dışışleri “gelenekle” mi devam etmeli, “yenileri” buyur mu etmeli?”, 21 septembre 2019, <https://www.indyturk.com/node/73051/haber/d%C4%B1%C5%9Fi%C5%9Fleri-%E2%80%9Cgelenekle%E2%80%9D-mi-devam-etmeli-%E2%80%9Cyenileri%E2%80%9D-buyur-mu-etmeli>
- Haber 7, “Davutoğlu, dışışleri teşkilatını da değıştirdi”, 8 novembre 2011, <https://www.haber7.com/dis-politika/haber/792783-davutoglu-disisleri-teskilatini-da-degistirdi>
- *Yeni Şafak*, “Diplomasiye Gençlik Aşısı”, <https://www.yenisafak.com/gundem/diplomasiye-genclik-asisi-200512>
- *Haber Türk*, “Seçim 2007”, <https://www.haberturk.com/secim2007>
- BBC, Türkiye-Ermenistan 1. Protokol Metni
https://www.bbc.com/turkce/haberler/2009/09/090901_turkey_protocole
- *Akşam*, “Arap Baharı Olduğu Kadar Türk Baharı”, 25 mai 2011,
<http://www.aksam.com.tr/siyaset/arap-bahari-oldugu-kadar-turk--42810h/haber-42810>
- *Aydınlık*, “Erdoğan Esad’ı Tehdit Etti”, <https://www.aydinlik.com.tr/haber/erdogan-esadi-tehdit-etti-tamami-144242>
- Fikret Bila, *Milliyet*, “Davutoğlu Sıfır Sorunda Israrlı”, <https://www.milliyet.com.tr/yazarlar/fikret-bila/davutoglu-sifir-sorun-da-issararli-1440577>
- “Gül’ün İsrail’deki Gizli Randevusu”, <https://www.dunyabulteni.net/arsiv/gulun-israildeki-h4475.html>
- *Hürriyet*, “ABD: Anadolu Kartalı’na İsrail Yüzünden Değil Kesintilerden Katılamadık”
<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/abd-anadolukartali-na-israil-yuzunden-degil-kesintilerdenkatilamadik-23681567>
- “Davutoğlu’nun Konuşasının Tam Metni”, 2 septembre 2011,
<https://www.hurriyet.com.tr/gundem/davutoglunun-konusmasinin-tam-metni-18633531>
“İsrail 20 milyon dolarlık Tazminatı Yatırdı”, <https://www.ntv.com.tr/dunya/israil-20-milyon-dolarlik-tazminati-yatirdi,C2WKkKFRt0-rgwhA1ZqVGg>
- AK Parti, Le programme d’élection, novembre 2002, <https://www.akparti.org.tr/media/318780/3-kasim-2002-genel-secimleri-secim-beyannamesi-sayfalar.pdf>
- “Diplomasi kapalı kapılar ardında yapılan müzakereler değil”, 21 décembre 2010,
<https://www.cumhuriyet.com.tr/haber/diplomasi-kapali-kapilar-ardinda-yapilan-muzakereler-degil-206544>
- “Bu Ordu Sadece Türk Milletinin Ordusudur”, <https://www.ntv.com.tr/turkiye/bu-ordu-sadece-turk-milletinin-ordusudur,r1q-wUOVRUGZCqmt4q4YYQ>
- La cérémonie militaire. *La présidence de la république de la Turquie*, “İçindeki hainleri temizleyen kahraman ordumuz zaferden zafere koşuyor”, <https://www.tccb.gov.tr/haberler/410/99071/-icindeki-hainleri-temizleyen-kahraman-ordumuz-zaferden-zafere-kosuyor->

- “Son dakika: Genelkurmay Başkanlığı, Milli Savunma Bakanlığına bağlandı”,
<https://www.haberturk.com/son-dakika-genelkurmay-baskanligi-milli-savunma-bakanligina-baglandi-2059351>,
- “15 Temmuzun Ardından ABD’den Türkiye Mesajları”, 18 juillet 2016,
<https://www.sozcu.com.tr/2016/dunya/15-temmuzun-ardindan-abden-turkiye-mesajlari-1319777/>
- “Erdogan blames ‘foreign powers’ for coup and says West is supporting terrorism”, 2 aout 2016,
<https://www.independent.co.uk/news/world/europe/erdogan-turkey-coup-latest-news-blames-us-west-terrorism-gulen-a7168271.html>
- “Bakan Davutoğlu’nun yüzde 50 iddiası”, Milliyet, 7 Haziran 2011. <http://www.milliyet.com.tr/bakan-davutoglu-nun-yuzde-50-iddiasi-siyaset-1399695/>
- Ali Kemal Erdem, “Kendisini Libya’nın Tek Devlet Başkanı İlan Edilen Hafter Neden Böyle Bir Karar Aldı?”, *Independent Türkçe*, 30 juillet 2022
- Kıbrıs Postası, “Eunomia”, https://www.kibrispostasi.com/c58-GUNEY_KIBRIS/n487539-eunomia4
- Independent Turk, “ABD ve Yunanistan Ege’de ortak tatbikat düzenledi”,
<https://www.indyturk.com/node/436491/d%C3%BCnya/abd-ve-yunanistan-ege%E2%80%99de-ortak-tatbikat-d%C3%BCzenledi>
- “Türkiye’nin Ev Sahipliğindeki Doğu Akdeniz 2021 Davet Tatbikatı Başladı.”,
<https://www.aa.com.tr/tr/gundem/turkiyenin-ev-sahipligindeki-dogu-akdeniz-2021-davet-tatbikati-basladi/2409757#:~:text=Mu%C4%9Fla,TCG%20Bayraktar'da%20brifing%20verildi>.
- Traité de la Paix de Lausanne, 1923, <https://www.ismetinonu.org.tr/lozan-baris-antlasmasi-tam-metni/>
Madde 13-Madde 15.Hürriyet, “Turkey will not remain silent to Greek military acts on islands”,
<https://www.hurriyetdailynews.com/turkey-will-not-remain-silent-to-greek-military-acts-on-islands-erdogan-171571>
- Türkiye Gazetesi “Çavuşoğlu, Yunanistan’ı uyardı: Silahlanırlarsa adaları tartışmaya açarız”,
<https://www.turkiyegazetesi.com.tr/gundem/cavusoglu-yunanistani-uyardi-silahlanirlarsa-adalari-tartismaya-acariz-823863>
- “Davutoğlu: Esad’ın sayılı günleri kaldı,” Haber7, 10 Ağustos 2011. <http://www.haber7.com/dis-politika/haber/772875-davutoglu-esadin-sayili-gunleri-kaldi>
- “Türkiye İçin Savaşmayız”, *Cumhuriyet*, 23 Ocak 1991.
- “17-25 Aralık 2013’te neler oldu ve o dönemin 17 aktörü bugün nerede?” <https://tr.euronews.com/my-europe/2021/12/17/17-aralikin-17-aktoru-bugun-nerede>
- Who is Fighting Whom in Syria”, *The New York Times*, 30 Eylül 2015.
- “Dışişleri Bakanı Sayın İsmail Cem’in Basın Toplantısı (8 Ekim 1997)”
<http://www.turkishgreek.org/index.php/kuetuephane/item/32-disisleri-bakani-sayin-ismail-cem-in-basin-toplantisi-8-ekim-1997>
- Gazete Vatan, “Erdoğan 1 Mart’ta Devlete Yenildi”, 25 mars 2011.
<https://www.gazetevatan.com/gundem/erdogan-1-martta-devlete-yenildi-367239>.
- Independent Türk, “Türk Demokrasisinde Kara Bir Gün: 27 Nisan E-Muhtırası”,
<https://www.indyturk.com/node/169886/siyaset/turk-demokrasisinde-kara-bir-gun-27-nisan-e-muhtirasi>

- 15 Temmuz'da Ankara'yı Bombalayan Darbeci Pilotların Ortak Stratejisi İnkâr", 18 novembre 2020, <https://www.aa.com.tr/tr/15-temmuz-darbe-girisimi/15-temmuzda-ankarayi-bombalayan-darbeci-pilotlarin-ortak-stratejisi-inkar/2010511>

Documentaires

- Andrew Wilson, "The Network", TRT World, 2019, 4:50, <https://www.youtube.com/watch?v=w4JY8Xn-PWA>
- "AK Parti'nin İlk 100 Günü", Mehmet Ali BİRAND, 32. *Gün Arşivleri*, TRT, 1985- 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=LlcpLS2aVJI>

